



OTAN : un cinquantenaire dans la guerre

● Les alliés ont bombardé la télévision serbe au cœur de Belgrade ● Les dix-neuf membres de l'Alliance sont réunis à Washington pour son cinquantième anniversaire ● Ils jugent insuffisante la première offre de négociation faite par Slobodan Milosevic ● L'OTAN met à jour ses plans d'intervention terrestre au Kosovo



Jean Moulin, une épopée

Daniel Cordier publie Jean Moulin, la République des catacombes, où il réussit à rendre intelligible l'épopée des résistances. « C'est un devoir de mémoire », explique au Monde l'auteur de la préface de « Max ».

L'extrême droite en difficulté

Paralysés par leurs divisions et écartés par le conflit yougoslave, les deux Front national abordent en mauvaise posture la campagne des élections européennes.

Logement : le marché des taudis

Un rapport dénonce le fonctionnement pervers du système d'allocation-logement et les profits du marché de l'habitat insalubre. Il préconise un renforcement de la protection des locataires.

Désengorger la région PACA

Les principaux débats d'aménagement du territoire en Provence-Alpes-Côte d'Azur portent sur les difficultés de circulation. La suite de notre enquête sur les régions en chantier.

Nucléaire : 2000 sans bogue

EDF vient d'effectuer, avec succès et sans bogue, sur un des réacteurs de la centrale nucléaire de Chavaux (Vienne), un test grandeur nature simulant le passage du 9-9-1999, de l'an 2000 et du 29 février 2000.

La météo, de la télévision au Net

Ce sont les programmes les plus regardés en France ; aux États-Unis et au Canada, la météo peut tourner à l'obsession. D'où la présence de chaînes spécialisées et le développement de services interactifs.

Jardins : des pots, peu de nains

Jardins et balcons, considérés comme les derniers espaces naturels, se décorent sans compter : luminaires, pots, jardinières, statuettes... même si « le complexe du nain de jardin est encore très fort chez nous ».

Allemagne, 2 DM ; Autriche, 2 S ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 16 KDN ; Espagne, 225 PTA ; Grèce, 110 Dr ; Israël, 100 NIS ; Italie, 200 L ; Japon, 100 ¥ ; Liban, 100 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2 FL ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 100 Kr ; Suisse, 2,30 Frs ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 424 - 7,50 F



● L'OTAN rejette le plan de Slobodan Milosevic p. 2
● Les alliés réexaminent l'option terrestre p. 3
● Un entretien avec Joschka Fischer p. 3
● Bombardement sur la télévision à Belgrade p. 4
● Manifestation anti-OTAN au Monténégro p. 4
● Enquête : de Sarajevo au Kosovo p. 13
● Débats : trois scénarios dans la guerre p. 14
● Notre éditorial : l'enjeu du sommet p. 15

Belgrade s'offre une publicité gratuite dans la presse « ennemie »

UNE PHOTO en couleurs publiée, jeudi 22 avril, par le quotidien britannique *The Independent* montre l'extrême sophistication de la propagande serbe : un panneau d'affichage au premier plan et, au fond, l'immeuble bombardé du Parti socialiste de Slobodan Milosevic. Ce cliché, signé de l'Agence France-Presse, attire l'œil par son aspect graphique. Il montre le résultat des bombardements de l'OTAN à Belgrade. On voit, certes, la tour noire du Parti socialiste, mais c'est un panneau d'affichage, à l'avant-plan, qui est censé capter l'attention des lecteurs occidentaux avec sa tour Eiffel en feu et son slogan accrocheur.

Comment Milosevic fait-il passer son message en anglais dans les journaux des alliés ? L'affiche, bien que professionnelle, n'est pas le fait de publicitaires. Europlakat, l'afficheur helvético-autrichien propriétaire du panneau, précise que l'affiche n'a pas été collée par lui.

Le groupe, qui gère 50 % de la publicité affichée à Belgrade, a abandonné ses 265 panneaux depuis la fermeture, fin mars, de ses bureaux en Yougoslavie. Inquiets de voir leur enseigne associée à Milosevic, les responsables de la société ac-



cusent les photographes locaux, seuls désormais habilités à travailler à Belgrade depuis l'éviction des journalistes originaires des pays de l'OTAN, d'avoir organisé la mise en scène de la photo puisqu'il n'existe, selon Europlakat, qu'une seule affiche de ce genre « heureusement » placée au bon endroit.

L'AFP récupère chaque jour les images de l'Agence European Press Photo Agency

(EPA) à Francfort. Selon Cengiz Seren, directeur de l'EPA, l'auteur de la photographie serbe qui a déjà couvert le conflit bosniaque, l'affiche n'a pas été ajoutée par ordinateur et les autorités serbes n'ont pas de contrôle sur la transmission numérique des images. Le photographe, ajoute-t-il, « n'est pas politicien ». Il a fait la photo « parce qu'il habite à côté ». L'image a, en revanche, dû être « autorisée ».

Plusieurs photographes interrogés sur place confirment que leur travail est très contrôlé. Une fois accrédités au Centre de presse militaire, soit ils demandent, pour chaque cliché, une autorisation (« yellow paper ») de prise de vue, qui leur est accordée pour un délai variant d'une demi-heure à quelques heures, soit ils sont transportés en autocar sur les lieux que les autorités serbes veulent bien leur montrer.

Florence Amalou

L'europtimisme de la BCE

« L'EURO est une monnaie solide et stable » : tel est le credo de la Banque centrale européenne (BCE). Son vice-président, le Français Christian Noyer, en fonctions depuis le 1^{er} juin 1998, s'en fait l'apôtre dans un entretien accordé au Monde. L'euro flirte depuis quelques jours avec ses plus bas niveaux (autour de 1,06 dollar pour 1 euro) depuis son lancement, et le numéro deux de la BCE n'écrit pas que le conflit du Kosovo joue un rôle dans cette évolution. Pour M. Noyer, la baisse des taux, décidée il y a quinze jours par la BCE, était dictée par le souci d'aider au retour de la croissance la plus élevée possible, au moment où tous les indicateurs montraient que « la stabilité des prix était durablement établie ».

Lire page 16

Le retour de la révolution nihiliste

CURIEUSE Yougoslavie qui toujours semble prendre le contre-pied de la Russie dont elle demeure le miroir : dans le premier XX^e siècle, elle incarne ce que la Russie révolutionnaire et internationaliste rejette, le panslavisme, la monarchie absolue, l'alliance à l'Ouest ; après 1948, la voïce, pour tout dire, pour tout dire, pour tout dire, la réhabilitation en acte de Staline et de ses successeurs, toujours alliés à l'Ouest. Fallait-il s'étonner dès lors qu'elle opposât ses violences ethniques et religieuses inouïes à la fantasia pacifique et résignée avec laquelle les Russes se sont fait détester de leur empire ?

Miroir inversé de la Russie, mais aussi anticipation prophétique pour le meilleur ou pour le pire, car la résistance partienne de Tito a précédé au redressement soviétique post-Staline, l'autogestion antistalinienne annonçant Krouchtchev, et la démission nationale de 1980 à Belgrade évoquait déjà le Moscou de la fin de la perestroïka.

Ces théories d'Albanais désespérés peuvent donc aussi préparer de plus grands carnages au Caucase, en Ukraine ou au Kazakhstan, bientôt et de nos jours. Il suffira pour cela que la Russie, qui ne

Alexandre Adler pour le Monde

Lire la suite page 15

Football : la fièvre verte



PATRICK GUILLOU

TROIS SAISONS après sa relégation en deuxième division, l'AS Saint-Etienne, qui a dominé le football français dans les années 70, peut assurer son retour au plus haut niveau en l'emportant, samedi 24 avril, à Laval. Avec, comme symbole du renouveau, le défenseur Patrick Guillou, les Verts entendent renouer avec leur passé prestigieux.

Lire page 22

International	2	Abonnements	18
France	8	Tableau de bord	19
Société	10	Aujourd'hui	22
Cronique	11	Météorologie	25
Régions	12	Jeux	26
Horaires	13	Culture	26
Entreprises	16	Collège culturel	28
Communication	18	Radio-Télévision	29

BALKANS Le siège de la télévision officielle serbe (RTS) a été touché, vendredi 23 avril, par un ou plusieurs missiles. Le raid aurait fait, de source serbe non officielle, une di-

zaine de morts et une dizaine de blessés. **UN TEXTE** prévoyant « une présence internationale » au Kosovo, a été proposé jeudi par Slobodan Milosevic et Viktor Tchernomyrdine, représentant spécial du

président russe, Boris Eltsine. Il a été rejeté par les Occidentaux. **L'OTAN** réexamine les plans d'intervention au sol élaborés fin 1998

en fonction des nouveaux éléments du terrain, après quatre semaines de bombardements qui ont porté leurs premiers effets. **JOSCHKA FISCHER**, ministre allemand des af-

aires étrangères, explique dans un entretien au Monde qu'il n'y aura pas de majorité au Bundestag pour une intervention au sol (Lire aussi notre éditorial page 15).

Les Occidentaux rejettent le « compromis » Milosevic-Tchernomyrdine

« L'offre est loin de répondre aux exigences de l'OTAN », ont fait savoir Bill Clinton et Tony Blair. Le président yougoslave se dit prêt à accepter au Kosovo une « force internationale » seulement constituée d'« une mission civile de l'ONU », sans les pays « qui participent à l'agression »

APRÈS la résidence principale du président yougoslave Slobodan Milosevic à Belgrade, l'OTAN a visé, vendredi 23 avril à l'aube, par un ou plusieurs missiles tirés par des avions alliés. Selon la télévision privée Studio B, ce bombardement a fait au moins un mort et un blessé, mais d'après la chaîne de télévision privée, BK, qui citait de « premières informations » non officielles, le raid aurait fait « une dizaine de morts et une dizaine de blessés. Une troisième chaîne faisait état de « plusieurs blessés ». « Les sauveteurs craignent qu'il y ait des victimes », ajoutait-elle. Quelques heures après le bombardement, la RTS a néanmoins diffusé un programme d'informations sur les ondes de Studio B.

● **Belgrade a accusé l'OTAN** d'avoir cherché à tuer le président Slobodan Milosevic en bombardant jeudi sa résidence principale dans la capitale. L'Alliance et le Pentagone ont démenti. D'après un responsable de l'Alliance, qui a souhaité garder l'anonymat, le bâtiment abritait un « poste de commandement du président » Milosevic. Le Pentagone a précisé que l'OTAN ne visait pas personnellement M. Milosevic mais voulait « décapiter » le régime, sans tuer son président. Dans la nuit de jeudi à vendredi, les avions de l'OTAN ont visé, outre la RTS, plusieurs cibles à Belgrade, notamment un pont ferroviaire et à Valjevo, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de la capitale.

● **Un texte commun, prévoyant « une présence internationale »** au Kosovo et adopté jeudi par M. Milosevic et Viktor Tchernomyrdine, le représentant spécial du président russe Boris Eltsine pour la Yougoslavie, a laissé penser un moment que le président yougoslave lâchait du lest au vingt-neuvième jour des bombardements. Des précisions fournies par

l'agence Itar-Tass ont toutefois dissipé la confusion. M. Tchernomyrdine n'a pas parlé de « forces internationales », mais d'« organisations internationales » et de « mission »,

vendredi par Interfax, alors qu'il avait parlé la veille uniquement d'une mission civile.

● **La Yougoslavie est prête à accepter « comme observateurs in-**

1 500 nouveaux réfugiés arriveront en France mardi

Trois cent vingt-six réfugiés du Kosovo en provenance de Macédoine sont arrivés, jeudi 22 avril au soir, à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. Ils ont aussitôt été pris en charge par une cinquantaine de bénévoles et professionnels de France Terre d'Asile, assistés d'interprètes et des équipes de la Croix-Rouge, de Médecins du Monde et du SAMU de Paris. Ils ont été dirigés en car vers sept centres d'hébergement collectif, deux en Ile-de-France (Vaujours, dans la Seine-Saint-Denis, et La Queue-en-Yvelines) et cinq en province : Noyon, dans l'Oise, Gailfont et Vernon, dans l'Eure, Sotteville-lès-Rouen et Oissel, dans la Seine-Maritime. Vendredi, l'administration devait leur délivrer une autorisation provisoire de séjour pour trois mois. Ils pourront circuler en toute liberté et seront aidés à trouver un projet. Un nouveau convoi de 1 500 réfugiés devrait arriver mardi 27 avril. « Deux mille places, aujourd'hui, sont libres, et s'il le faut, nous en trouverons d'autres », indique la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry.

en évoquant la présence étrangère acceptée par M. Milosevic au Kosovo, a précisé Itar-Tass. Mais Belgrade a accepté une présence militaire au Kosovo, selon l'émissaire russe Viktor Tchernomyrdine, cité

internationaux, après la fin des bombardements, une mission civile de l'ONU, bien sûr, sans représentants des pays qui participent à l'agression contre notre pays », a déclaré M. Milosevic lui-même, dans un

entretien à la chaîne américaine de télévision KHOU de Houston. « Après la fin des bombardements », les pourparlers pourront reprendre directement entre Serbes et Albanais « et non entre le gouvernement yougoslave ou serbe et les représentants de la communauté internationale », a ajouté le président yougoslave.

● **L'affaire du Kosovo figure au menu du sommet** des dix-neuf pays membres de l'OTAN qui s'ouvrira vendredi à Washington à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Alliance. Les Alliés évoquent de plus en plus la possibilité d'une intervention terrestre, tout en continuant de privilégier une stratégie aérienne pour obliger M. Milosevic à accepter les conditions du retour de la paix au Kosovo. D'après eux, la campagne aérienne commence à « produire ses effets ». L'envoi de troupes au sol n'est pas inscrit à l'ordre du jour du sommet de Washington, ont précisé Paris et Bonn.

● **L'interdiction de la vente de pétrole à la République fédérale de Yougoslavie** par l'Union européenne devrait « probablement »

être effective mercredi 28 avril, a indiqué un porte-parole de la Commission européenne. Celle-ci a préparé le règlement d'application qui prévoit l'interdiction de vente de pétrole et de produits pétroliers, y compris au Monténégro. Le règlement s'appliquera à l'intérieur du territoire de l'Union européenne (UE) et inclura les avions, les navires et les ressortissants des quinze. L'UE va demander aux pays associés d'Europe centrale et orientale, ainsi qu'à Chypre, à la Norvège, à l'Islande et à la Suisse, de faire la même chose. La France, a indiqué le Quai d'Orsay, juge impossible d'imposer un blocus pétrolier maritime à la Serbie. Les trois obstacles à un tel blocus sont qu'« il n'est pas nécessairement efficace et peut entraîner des risques inacceptables pour les forces chargées de sa mise en œuvre », l'absence d'un « fondement juridique » et la nécessité de « préserver le territoire du Monténégro ». Paris souhaite que soient mises en œuvre « par l'OTAN des actions de destruction des voies de transport des produits pétroliers situés sur le territoire de Serbie ».

Le président yougoslave n'a pas fait la moindre concession à l'émissaire russe

L'ÉMISSAIRE spécial du président russe, Viktor Tchernomyrdine, n'a rien obtenu de Slobodan Milosevic lors de sa visite à Belgrade jeudi 22 avril. M. Tchernomyrdine s'est certes flatté d'avoir dégagé un « important compromis » et il affirmait vendredi matin que désormais « la balle est dans le camp de l'OTAN ». Mais le texte commun mis au point entre les deux hommes, d'après le compte-rendu que M. Tchernomyrdine en a fait à l'agence Itar-Tass, non seulement n'apporte aucun indécision de la position yougoslave, mais il est même en recul sur certains points par rapport à ce qui avait été obtenu de Belgrade lors des négociations de Rambouillet.

Les six points de ce texte sont les suivants :

- après accord avec la Yougoslavie, présence internationale au Kosovo sous l'égide de l'ONU avec la participation de la Russie ;
- réduction possible de la présence au Kosovo des forces militaires et policières de la RFY, qui s'accompagnerait du retrait des forces de l'OTAN regroupées aux frontières de la Yougoslavie ;
- reprise du travail sur le cadre politique de la future autonomie du Kosovo ;
- retour dans la sécurité des réfugiés et personnes déplacées ;
- fourniture d'une aide humanitaire ;
- coopération internationale

« Une opération terrestre envisagée depuis le début »

Le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, affirme dans une interview publiée vendredi 23 avril par El País qu'une intervention terrestre au Kosovo « est envisagée depuis le début, avec deux objectifs : garantir la sécurité du Kosovo et le retour des réfugiés ». « Dans quelles conditions se déroulerait cette action ? Elle peut se produire dans un environnement plus permissif (avec l'accord explicite ou tacite de Belgrade) ou dans une situation plus difficile, dans laquelle l'accord n'aurait pas encore été atteint », poursuit M. Solana.

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN, qui s'ouvre vendredi à Washington, n'a pas vraiment à prendre de décision sur la mise à jour des plans d'intervention terrestre « car les plans s'actualisent de façon naturelle », a dit M. Solana. Une des obligations des chefs militaires est de mettre à jour toutes les options qui ont été approuvées politiquement. Donc, il n'y aura pas de décision dans cette direction pendant le sommet, car cela est déjà en train d'être fait.

pour la reconstruction de l'économie de la Yougoslavie, y compris le Kosovo et la région dans sa totalité.

Dans un premier temps, différents dirigeants occidentaux, dont Bill Clinton, ne disposant pas encore du résultat précis de la mission de M. Tchernomyrdine à Belgrade, avaient exprimé un espoir prudent. Cet espoir est vite retombé lorsqu'on s'est aperçu que rien n'avait bougé sur le principal point de blocage depuis Rambouillet, à savoir le déploiement d'une force militaire internationale au Kosovo. Il est apparu que Slobodan Milosevic n'était pas disposé à la moindre concession. Après avoir expliqué que « pour la première fois, la Yougoslavie acceptait une présence militaire au Kosovo sous les auspices de l'ONU », M. Tchernomyrdine a corrigé le tir. Selon l'agence Tass, il n'avait pas parlé de « forces internationales », mais d'« organisations internationales ». « Il reste à déterminer quelles organisations internationales et quels pays participeraient à cette mission, mais le plus important est que la Russie doit y être représentée », a-t-il déclaré selon Tass.

Dans une interview diffusée jeudi par une télévision de Houston et reprise par la première chaîne russe ORT, Slobodan Milosevic parle d'une « mission ci-

vil, sans représentants des pays qui participent à l'agression contre la Yougoslavie ». Il ajoute que ses pourparlers sur le Kosovo ne peuvent reprendre « qu'après la fin des bombardements de l'OTAN » entre Serbes et Albanais et « non pas entre le gouvernement yougoslave, ou serbe, et les représentants de la communauté internationale ». Cette interview a été réalisée lundi par un universitaire américain, Ron Hatchett, âgé de quatre-vingt ans, qui dit vouloir « une issue diplomatique à la crise ».

On est très loin des conditions posées par les Occidentaux. Le président yougoslave n'accepte même plus que la communauté internationale se mêle des négociations entre Serbes et Albanais sur le Kosovo.

Pour que s'arrêtent les frappes, Slobodan Milosevic devrait, selon les Occidentaux, prendre les engagements suivants : la cessation immédiate de tous les actes de violence ; le retrait de toutes les forces militaires yougoslaves et de la police spéciale, selon un calendrier rapide et précis ; un déploiement d'une force militaire internationale (les Occidentaux ne précisent plus qu'elle doit être dirigée par l'OTAN) ; le retour de tous les réfugiés et l'acceptation d'un statut intérimaire pour le Kosovo fondé sur l'acquis de Rambouillet.

De Rambouillet aux propositions Milosevic

● Le plan de paix de Rambouillet établi par le « Groupe de contact » :

- « Autonomie substantielle » du Kosovo, permettant notamment des élections justes et libres en vue du fonctionnement d'élections démocratiques, la protection des droits de l'homme et des droits des membres des communautés nationales et la mise en place d'un système judiciaire équitable ;
- Déploiement d'une force internationale au Kosovo ;
- Démilitarisation du Kosovo ;
- Les cinq « conditions » de l'OTAN pour interrompre les frappes sur la Serbie (avalisées par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU) :
- Retrait de toutes les forces serbes du Kosovo, avec fixation d'une date limite ;
- Acceptation par Belgrade du déploiement d'une force internationale ;
- Retour au Kosovo des

organisations humanitaires ;

- Retour au Kosovo des réfugiés ;
- Mise en place d'une administration provisoire sous la surveillance des Nations unies ;
- Les « six propositions » de l'accord Milosevic-Tchernomyrdine :
- Présence internationale (au Kosovo) sous l'égide de l'ONU avec la participation de la Russie, et après accord avec la Yougoslavie ;
- Réduction possible de la présence au Kosovo des forces militaires et policières de la RFY, qui s'accompagnerait du retrait des forces de l'OTAN regroupées aux frontières de la Yougoslavie ;
- Reprise du travail sur le cadre politique de la future autonomie du Kosovo ;
- Retour dans la sécurité des réfugiés et personnes déplacées ;
- Fourniture d'une aide humanitaire ;
- Coopération internationale pour la reconstruction de l'économie de la Yougoslavie, y compris le Kosovo et la région dans sa totalité.

Washington ne ferme pas la porte à la médiation de Moscou

WASHINGTON

de notre correspondant
Avant l'ouverture du sommet de l'OTAN, Bill Clinton et le premier ministre britannique Tony Blair ont jeté jeudi l'idée de Slobodan Milosevic sur une « présence internationale » au Kosovo, estimant « tous les deux », a déclaré un porte-parole britannique, qu'elle est « loin de répondre aux exigences de l'OTAN ».

Auparavant, le président américain avait accueilli avec une apparence d'optimisme l'annonce par Moscou de la proposition de compromis russo-serbe sur le Kosovo. « Si c'est vrai, c'est enfin la première fois que M. Milosevic admet qu'il devra avoir la force de sécurité (...) et cela représente, je suppose, un progrès », a-t-il déclaré, jeudi 22 avril, dans le jardin de la Maison Blanche où il recevait le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana. « Ce qui m'intéresse, c'est quelque chose qui marche et qui aura le soutien de toutes les parties. Je pense que les membres de notre Alliance veulent que nous puissions aller là-bas, et que les Albanais du Kosovo veulent se sentir protégés et s'attendent à ce que nous soyons sur place », a-t-il ajouté.

« J'ai dit depuis le début que je souhaitais qu'il y ait des troupes russes, ukrainiennes, des pays slaves et des pays orthodoxes [au sein de la force internationale] parce que notre mandat sera de protéger tout le monde, y compris la minorité serbe ». Par ces mots, Bill Clinton a voulu montrer son désir d'associer des Russes à une solution de sortie de crise. Sa rapidité de réaction semble indiquer, en outre, qu'il est toujours aussi désireux de trouver une solution négociée qui lui éviterait d'avoir à céder aux pressions des « faucons » qui le poussent à passer d'une guerre aérienne décevante à une guerre au sol. La « stratégie correcte », a-t-il rappelé, consiste en « une vigoureuse poursuite de la campagne aérienne, une intensification des pressions économiques et la poursuite de nos efforts diplomatiques ».

Cela ne l'a pas empêché d'apporter son soutien à la décision de M. Solana de réévaluer les plans d'intervention militaire de l'OTAN au Kosovo. Ni de reconnaître qu'il « existe des scénarios selon lesquels » les troupes alliées pourraient entrer en ex-Yougoslavie sans un accord préalable de M. Milosevic, même s'il s'agit toujours d'une « question hypothétique ». La Maison Blanche soutient le chaud et le froid, et s'efforce de convaincre

que Paris, Londres et Washington restent d'accord sur l'objectif, aujourd'hui, d'envisager une intervention terrestre, contrairement à ce qu'a affirmé jeudi le New York Times.

La « réévaluation » de l'option terrestre ne devrait pas prendre trop de temps, a indiqué le Pentagone. « Aucune décision n'a été prise d'abandonner la campagne aérienne, a déclaré son porte-parole, mais il faut étudier ce qui a changé depuis octobre dernier : le renforcement serbe, l'impact des bombardements et de la « dépopulation » (l'exode des Kosovars et leur déplacement massif à l'intérieur de la région) ; voir les conditions d'une entrée permissive à la lumière de ces changements pour une mission de maintien de la paix « plus » ; et regarder les autres plans incluant la possibilité d'envoyer des troupes au sol dans un environnement non permissif (...). L'estimation du nombre (des forces terrestres) dépendra des tâches qui leur seront imparties ».


On est loin des dénégations de ces derniers jours même si, sur le fond, rien n'a officiellement changé. En clair, cela signifie que deux plans sont étudiés simultanément ; dont un - l'entrée en force au Kosovo dans un « environnement non permissif », c'est-à-dire sans accord avec Belgrade -, reste toujours officiellement tabou. Sur cet éventuel accord, Washington reconnaît aujourd'hui qu'il faudra peut-être bien traiter avec ce Milosevic, auquel on promet par ailleurs d'être déféré devant un tribunal pénal international en tant que criminel de guerre.

Le Kosovo dominera donc le sommet de l'OTAN qui s'est ouvert vendredi, tout comme la question des forces terrestres pourrait bien dominer les débats sur le Kosovo. Leur déploiement a beau ne pas être à l'ordre du jour, il n'en demeure pas moins le fond sonore de tout ce week-end. D'autant que les Britanniques, venus en nombre à Washington dès mercredi, sont en pointe dans ce domaine. Visitant une unité militaire américaine, le ministre de la défense de Tony Blair, George Robertson, a promis l'envoi de 2 000 soldats supplémentaires en Macédoine et d'un contingent d'une entrée au Kosovo sans accord de Belgrade : « Nous aurons besoin de plus de 30 000 hommes. Il nous faudra y entrer rapidement dès que les circonstances seront mûres », a-t-il estimé, ajoutant qu'il portait là « un jugement militaire ».

Patrice de Beer

SUD

Canapé "YANG" de Valérie Dementhon



Calmé.
Respirez...

Luxe.
Voici un canapé au confort d'exception d'une impeccable ligne basse.

Volupté.
Cuir, force de la matière.

Appuyé-breveté

NORD SUD
15, rue de Bourgogne
F-75007 PARIS
Tél. : 01 52 59 59 50



L'OTAN met à jour ses plans de déploiement terrestre

APRÈS un mois de frappes aériennes, dont le succès est loin d'être total mais dont certains effets commencent à être palpables sur le terrain, le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, a demandé aux États-majors alliés de mettre à jour leurs plans d'une éventuelle action au sol. Cette requête de M. Solana est antérieure à la rencontre, jeudi 22 avril, à Belgrade, entre Slobodan Milosevic et le médiateur venu de Moscou, Viktor Tchernomyrdin.

Ces plans avaient été établis dès octobre 1998, et, en mars dernier, les gouvernements alliés s'en étaient tenus à l'option aérienne. Aujourd'hui, les développements de l'opération « Force alliée » contraignent l'OTAN à réexaminer ses divers scénarios.

Les Serbes, selon des estimations alliées, ont perdu, à ce jour, la moitié de leur flotte d'avions Mig-29, le quart de celle des Mig-21 et le tiers de celle des Super-Galeb, un appareil de combat de fabrication locale. Les forces serbes au Kosovo sont de plus en plus figées dans une posture défensive, même si il reste difficile de frapper une à une des cibles tactiques, les chars par exemple. Le système de commandement et de contrôle et la logistique ont été mis à mal. Les exactions contre les Kosovars ont contribué à faire quasiment le vide par la terreur au sein d'une population qui n'a pas été épargnée. En revanche, Belgrade aligne encore une défense antiaérienne qui peut menacer les avions de l'OTAN.

Dès le début de la crise, l'entrée de vive force des alliés au Kosovo a été envisagée, et aussitôt écartée en raison de sa lenteur d'exécution et des risques encourus. De même qu'a été examiné, puis rejeté un compromis avec Belgrade qui aurait abouti à installer une force de paix dans un rapport militaire défavorable pour l'OTAN face à des armées serbes ayant encore toutes leurs capacités de combat et insuffisamment affaiblies.

Selon les missions retenues, les différents scénarios relatifs à une action internationale au sol allaient du déploiement d'une force de 26 000 à 28 000 hommes, pour faire appliquer un cessez-le-feu suivi d'un accord de paix, jusqu'à une force de 80 000 à 90 000 hommes, censés contraindre le seul cessez-le-feu, en passant par une intervention brutale (en environnement hostile) de 200 000 hommes, pour occuper le Kosovo.

Aujourd'hui, outre les raids aériens qui continuent de viser les infrastructures civiles et militaires en Serbie et les forces de répression engagées au Kosovo, le dispositif de l'OTAN est à la périphérie. Il est stationné majoritairement en Albanie (6 000 hommes venus à l'aide humanitaire et 4 500 en soutien des hélicoptères Apache et des lance-roquettes multiples) et en Macédoine (12 000 hommes d'une force de sécurité, avec ses armements lourds prépositionnés en Grèce). Sans ou-

blier les 30 000 hommes en Bosnie, mais dont la mission, spécifique, n'a, pour l'instant, aucun impact direct au profit de « Force alliée ».

L'objectif du réexamen, qui vient d'être autorisé par M. Solana, doit principalement s'attacher à reconfigurer un dispositif terrestre qui sera amené à certains experts militaires à dire même qu'il pourrait être allégé par rapport aux premières versions - pour s'adapter à la nouvelle situation créée par un mois de « campagnes » de frappes aériennes. Le théâtre des opérations a changé, observent les alliés : les maquisards de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) tentent de s'organiser et les réactions des armées serbes, en protection de la police, des forces spéciales et de la milice, se font plus sporadiques.

Tout en laissant planer l'ambiguïté sur leurs scénarios les plus « musclés », c'est-à-dire les plans d'une action d'envergure au sol, les États-majors alliés commencent donc, avec peut-être un optimisme excessif, une réflexion destinée à déterminer les missions et le statut d'un nouveau dispositif international de sécurité au Kosovo et à en planifier l'organisation, la répartition et l'équipement.

Jacques Isnard

Des parlementaires italiens appellent à la trêve

ROME

Cent vingt députés et cinquante sénateurs appartenant à la majorité de centre gauche ainsi qu'à Rifondazione comunista ont lancé, jeudi 22 avril, un appel à la trêve au Kosovo et demandé au gouvernement de Massimo D'Alema de se dissocier de l'OTAN en cas d'attaque terrestre.

Armando Cossutta, chef de file du Parti des communistes italiens, formation dissidente de celle de Fausto Bertinotti (Rifondazione comunista), a également proposé à « tous ceux qui aiment la paix » de se rendre à Belgrade pour former des boucliers humains contre les bombardements. Cet appel s'adresse aussi bien aux ministres, qu'aux députés, aux syndicalistes, aux intellectuels, aux handicapés, « à tous ceux qui ne veulent pas sacrifier la paix pour être des subalternes des États-Unis ».

MENACE DE DÉPART

Armando Cossutta a promis qu'il retirerait ses deux ministres en cas d'intervention terrestre, laquelle doit d'ailleurs être approuvée par le Parlement. Il avait d'ailleurs menacé de le faire au début du conflit mais tout était rentré dans l'ordre à la suite des promesses de Massimo D'Alema d'œuvrer en faveur d'une

reprise du dialogue avec Slobodan Milosevic.

Face à la perspective d'une intensification de l'engagement des forces de l'OTAN, le courant pacifiste s'est étoffé et comprend désormais des membres du principal parti de la majorité, le PDS (Parti démocratique de la gauche). « Il ne s'agit pas de faire chuter le gouvernement D'Alema », a fait remarquer Francesca Izzo, membre du secrétariat du PDS, mais de « rouvrir la voie diplomatique ». « Après un mois de guerre, aucun des objectifs n'a été atteint et on risque, au contraire, l'élargissement du conflit », a sursauté sa collègue Gloria Buffo. Les Verts, eux aussi membres de la majorité, ont également fait savoir qu'en cas d'intervention terrestre, ils retireraient leurs deux ministres.

Cette minifronte pacifiste (120 députés sur 630) est un avertissement à Massimo D'Alema, qui a toujours répété que l'Italie respecterait ses engagements envers l'OTAN et a tiré une certaine fierté à ce que son pays accomplisse son devoir de façon satisfaisante. Enfin, Rome est redevenue un partenaire crédible. La perspective d'une intervention au sol risque de briser cette fragile unité.

Michel Bôle-Richard

Joschka Fischer, ministre allemand des affaires étrangères

« Slobodan Milosevic représente l'Europe des années 30. Ce n'est pas la nôtre »



JOSCHKA FISCHER

distriber les peuples et fixer les frontières comme le faisaient jadis les grandes puissances. Il n'en sortirait que de la démission. On doit imposer le règne du droit, pas celui des menaces et des massacres. Le secret, c'est l'intégration de l'Europe, avec la domination du droit, de la coopération, du respect de l'autre. Pour cela, les armes doivent se taire.

Comment évolue en Allemagne le débat sur l'envoi des troupes au sol au Kosovo ?

En Grande-Bretagne et en France, la guerre n'est pas, comme en Allemagne, associée à la guerre totale. La population ici est très majoritairement hostile à l'envoi de troupes au sol. Il n'y aurait pas de majorité au Bundestag et nous ne pourrions pas nous permettre d'avoir un Parlement divisé sur ce sujet. Le gouvernement a expliqué à de nombreuses reprises son rejet de l'envoi de troupes au sol. Jeudi encore, le chancelier et moi-même avons rappelé au Bundestag notre refus. Nous n'avons pas de raison de discuter à nouveau de cette question.

Quelle sera l'attitude des Verts lors du congrès du 13 mai sur le Kosovo ?

Pour des raisons bien compréhensibles, la vie est très difficile pour les Verts, mais une grande majorité d'entre eux veulent continuer cette coalition. Je ne prévois donc pas le naufrage de ce gouvernement.

Comment convaincre les députés au congrès ?

En argumentant sur le fond. Les Albanais, les Macédoniens, les Bulgares, les Roumains, les Turcs, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Hongrie, tous veulent entrer dans l'OTAN ou l'Union européenne. Tous veulent participer à l'intégration européenne. Il ne s'agit plus d'interventions hégémoniques de la France, de l'Allemagne, des puis-

sances européennes dans les Balkans pour acquiescer des zones d'influence. La question est de savoir sur quels principes l'Europe va vivre, ceux d'hier ou ceux de l'intégration européenne. C'est une question qui menace actuellement tout un peuple. L'OTAN ne serait jamais intervenue si M. Milosevic n'avait pas agressé les Kosovars. Je n'ai pas besoin de rappeler le destin terrible des musulmans bosniaques ; il y a presque un génocide.

Parleriez-vous, comme Tony Blair, de « nouvel internationalisme » ?

Je préfère parler d'Europe. Milosevic représente une norme européenne, celle de l'Europe des années 30 et 40. Ce n'est pas la nôtre. L'Allemagne n'a-t-elle pas regret de ne pas être coorganisateur de Rambouillet ?

Au contraire. C'était mon idée de proposer à la France et la Grande-Bretagne la coprésidence des négociations de Rambouillet. Pas parce que nous sommes des gens particulièrement réservés, mais parce je pense que c'était le rôle de ces deux États qui ont une tradition politico-militaire que nous n'avons pas.

Avez-vous encore du temps pour penser à la réforme des institutions européennes ?

Bien sûr. Nous pensons présen-

ter au conseil européen de Cologne un rapport sur les questions institutionnelles pour avoir une Union en mesure d'agir. La France va devoir jouer aussi son rôle. Lors de sa présidence à la fin de l'an 2000, l'espèce qu'elle pourra convoquer une conférence intergouvernementale.

Etes-vous amer sur les résultats du conseil européen de Berlin qui a réformé les finances de l'UE ?

Je ne suis pas amer. Berlin a apporté un bon résultat. Mais on a laissé passer une chance d'avoir un grand accord. C'est dommage. Mais nous ne devons pas nous décourager. Je pense qu'à côté de toutes les irritations qu'il y a eu après la réunion de Berlin, la crise du Kosovo montre que nous avons besoin de l'union politique en Europe beaucoup plus vite que certains le croient. Il sera important, en dépit des différences de mentalité entre la France et l'Allemagne, en dépit de la méfiance née de l'histoire, des incompréhensions, peut-être parce que nous sommes si antagonistes, que de cette tension naisse une force créatrice, d'où sortiront les progrès.

C'est pourquoi nous devons penser à une réforme des relations franco-allemandes. Il ne s'agit pas de tout recommencer, mais peut-être de rénover le traité de l'Elysée. Il faut que la France et l'Allemagne mettent en place un dialogue très ouvert qui leur permette d'être le moteur du processus d'unification européenne. Les questions nucléaires, agricoles, ces sujets qui reviennent toujours, doivent être réexaminés. On ne peut pas toujours invoquer des accords passés dans les années 50. Il faut parfois les réviser ou en conclure de nouveaux.

Propos recueillis par Arnaud Lepage et Daniel Vernet

Développez votre don d'ubiquité.

The Econ

مكذوب من الأصل

هكذا من الأصل

4 / LE MONDE / SAMEDI 24 AVRIL 1999

L'OTAN CONTRE LA SERBIE

Des milliers de manifestants contre l'OTAN à Podgorica

Entre les troupes serbes obéissant à Belgrade et la police monténégrine attachée au président Milo Djukanovic et opposée à Slobodan Milosevic, le risque d'accrochages violents est permanent

Une explosion a ébranlé, jeudi 22 avril, la capitale du Monténégro, Podgorica, au moment où se déroulaient des cérémonies d'adieu, ont rapporté des habitants. Un représentant du gouvernement perse que l'OTAN n'a pas attaqué la ville,

et croit plutôt que l'armée yougoslave a fait sauter une bombe non explosée près de l'aéroport militaire. L'aviation allée à bombarder le Monténégro pour la dernière fois il y a une semaine, en prenant pour cibles des aéro-

dromes et des unités de DCA. Les dirigeants occidentaux disent éviter autant que possible de frapper la plus petite des deux républiques yougoslaves, dont le gouvernement réformateur s'oppose à la politique de Slobodan Milose-

vic. Dans la soirée de jeudi, des milliers de personnes se sont rassemblées à Podgorica pour apporter leur soutien à Slobodan Milosevic, critique l'OTAN et dénoncer les « traites » au sein du gouvernement du Monténégro.

PODGORICA

de notre envoyé spécial

Aux cris de « Yougoslavie ! », sous des pancartes proclamant « Belgrade, nous sommes là ! », plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées, jeudi 22 avril, sur la place centrale de Podgorica, la capitale du Monténégro, pour manifester leur soutien au régime de Slobodan Milosevic, après un mois d'agression de l'OTAN. Le rassemblement était organisé par le parti du premier ministre de Yougoslavie, Momir Bulatovic, originaire du Monténégro et fidèle de Slobodan Milosevic.

La manifestation s'est déroulée sans incident, mais dans un contexte chargé : sur des toits d'immeubles dominant la place, des policiers et militaires étaient déployés. A l'entrée de Podgorica, sur la route venant du nord, des

forces spéciales de la police monténégrine et de l'armée fédérale effectuaient des contrôles de véhicules. Cela reflétait bien la délicate coexistence, dans cette République, de deux forces armées aux visées radicalement opposées : les troupes yougoslaves, obéissant à Belgrade, et la police locale, attachée au président monténégrin, Milo Djukanovic, qui s'oppose à Slobodan Milosevic. Ce face-à-face peut, à tout moment, donner lieu à des accrochages violents.

Sur la place, des banderoles proclamaient à l'adresse de l'OTAN, qui vient de bombarder la résidence de Slobodan Milosevic : « Vous ne vous rendez pas compte qu'il y a onze millions de Milosevic ! » Des manifestants font le signe de ralliement des nationalistes serbes : trois doigts tendus, signifiant la trinité orthodoxe. Une photo de Milosevic

est accompagnée des mots : « Tu es le meilleur ! ». Une autre, de Radovan Karadzic, le chef serbe de Bosnie, proclame : « On va continuer ! »

A la tribune, des orateurs du Parti socialiste populaire, la formation de

« Vous ne vous rendez pas compte qu'il y a onze millions de Milosevic ! »

M. Bulatovic, dénoncent les « traites » au sein du gouvernement du Monténégro. Ils désignent ainsi à la vindicte populaire le vice-premier ministre de la République, Novak Kilibard, qui se trouve sous

la menace d'un mandat d'arrêt des militaires, qu'il a publiquement critiqués. Il vit depuis sous haute garde rapprochée. « Certains, dans le gouvernement, ont des sympathies pour l'OTAN », dit dans le micro un militant. « Traîtres ! », scandent la foule.

La manifestation est surtout l'occasion, pour Momir Bulatovic, « l'homme de Slobodan Milosevic », au Monténégro, de livrer son premier discours public dans cette République depuis le début des bombardements de l'OTAN. Il appelle les Monténégrins à « l'unité » et à la « solidarité » avec la Serbie. « La Serbie est une, courageuse et déterminée à protéger le Kosovo en tant que partie de notre territoire. » « Maintenant, dit-il à la foule, on peut dire qu'une grande partie du Monténégro résiste à l'agression de l'OTAN de la même façon ! » Il accuse ensuite les diri-

geants du Monténégro, qui s'opposent depuis deux ans à l'emprise de Belgrade, d'être « soutenus par des puissances internationales », tels des « pions utilisés par les Etats-Unis pour déstabiliser notre pays » (sifflets de la foule).

Le représentant de Milosevic formule ensuite son message principal, en forme de mise en garde : le Monténégro, qui « ne verse plus un seul dinar pour le budget de l'armée yougoslave de la Yougoslavie (...) n'a pas besoin d'une telle force de police ». La police du Monténégro, poursuit-il, doit être placée sous l'autorité de l'armée, ainsi que celle-ci l'a demandé. Evoquant le refus des autorités de la République de se soumettre à une telle injonction, il déclare : « Ils doivent obéir, et ils vont obéir ! »

Natalie Nougayrède

Le bâtiment de la télévision serbe et plusieurs relais ont été bombardés

QUELQUES HEURES après avoir visé la résidence du président yougoslave, Slobodan Milosevic, l'OTAN a bombardé, vendredi 23 heures du matin, le bâtiment de la télévision serbe RTS au centre de Belgrade.

On ne connaissait pas, vendredi matin, le bilan définitif de cette attaque, qui a fait au moins deux morts et une dizaine de blessés, selon des sources serbes. « Une dizaine » de personnes ont été tuées et « une dizaine » d'autres blessées, a rapporté la chaîne de télévision privée BK, citant des « premières informations » non officielles. La télévision d'Etat a, pour sa part, fait état de dix-huit personnes blessées et hospitalisées au centre des urgences à Belgrade. Environ 70 personnes se trouvaient au siège de la RTS au moment du bombardement, selon des témoins. La télévision fonctionnait 24 heures sur 24 et il devait nécessairement

y avoir au moment du raid des journalistes, des présentateurs et des techniciens dans les locaux.

La RTS diffusait, en différé, un entretien accordé par Slobodan Milosevic à la télévision américaine Houston KHOU-TV au moment de la frappe. « Nous étions assis dans la salle d'édition lorsque nous avons entendu une énorme déflagration », a témoigné le producteur Sava Andjelkovic. « Un mur, dans mon dos, a littéralement volé en éclats et ensuite c'est toute l'aile du bâtiment qui s'est effondrée. Nous avons entendu les cris des personnes blessées. »

« Nous essayons de sauver le plus de gens possible. Il y avait beaucoup de monde dans l'immeuble », a déclaré Dragan Covic, responsable de la défense civile à Belgrade. « Plusieurs personnes ont été tuées et il y a beaucoup de blessés », a-t-il ajouté, préci-

sant qu'un nombre indéterminé d'employés de la RTS était sous les décombres.

Studio B a montré des images des secouristes évacuant des blessés du siège de la RTS. Un jeune homme gisait inconscient près de l'entrée du bâtiment. Il n'y a pas de flammes, mais une épaisse fumée s'échappe de la RTS. « La salle de contrôle a été touchée. C'est le centre névralgique des opérations de la chaîne », a déclaré un employé de la RTS. « Il semble qu'il s'agisse d'une bombe à guidage laser, nous avons entendu un avion », a précisé une habitante. Des journalistes présents sur les lieux rapportent que les deux derniers étages de la tour ont été complètement détruits. En fin de nuit, les pompiers s'employaient toujours à maîtriser le sinistre au siège de la RTS, qui a toutefois repris ses émissions en début de matinée par un bref bulletin

d'informations suivi d'une lecture de poésies après six heures d'interruption.

Les secteurs de Kraljica et Avala - où se trouvent le premier relais de transmission de la RTS - auraient également été touchés, selon Tanjug. Des explosions ont également été entendues dans le petit massif de Fruska Gora, où se trouve un émetteur de télévision. Un autre relais, sur le mont Kopaonik, près de Kraljevo, aurait été frappé.

Le ministre serbe de l'information, Aleksandar Vucic, a rejeté la responsabilité de l'attaque de la RTS sur le président américain, Bill Clinton, et le premier ministre britannique, Tony Blair. « Aucune mère n'a pu enfanter des criminels comme Blair et Clinton. Ils méritent châtiment. Ça sont des bêtes », a-t-il déclaré. (Reuters, AP)

En Macédoine, les soldats alliés sont en veille

SKOPJE

de nos envoyés spéciaux

Sur un surplomb dominant la trouée de Kumanovo, un peu en arrière de la frontière serbo-macédonienne, l'adjudant Gillier et son peloton du 35^e régiment d'artillerie parachutiste de Tarbes montent la garde. De leur VAB - véhicule de l'avant blindé - doté d'un radar d'acquisition de cibles, ils traquent le moindre mouvement des premières lignes de l'armée yougoslave, à trois kilomètres. Leur unité est à la pointe du dispositif mis en place par l'OTAN en Macédoine au cas où il aurait fallu garantir un accord de paix au Kosovo et qui permet de surveiller pour le moment que le conflit ne s'étende à la petite République voisine.

Pour cette mission, le lieutenant-
VU A LA TELEVISION SERBE

général britannique Sir Mike Jackson dispose d'une force de 14 000 hommes du corps de réaction rapide de l'Alliance. Une force constituée principalement de 5 300 Britanniques, 3 000 Allemands, 2 600 Français, 1 100 Italiens et 600 Américains. Né en 1944, le général a servi en Irlande du Nord, en Bosnie. Grande taille, grandes pognes, grande trogne, tout est grand chez Sir Mike Jackson. Bêret rouge formé à Sandhurst, il a installé au début de l'année un quartier général sommaire dans la zone industrielle de Skopje.

Direct et familier, le général a une gueule de dur à cuire grandiose qui ferait pâlir d'envie à l'Academy. Inutile de passer par le salon de maquillage, les rides

sont profondes comme des failles sismiques et les poches sous les yeux tout simplement dantesques : Sir Mike Jackson renverrait presque Clint Eastwood ou Tommy Lee Jones à des rôles de jeunes premiers et le masque de Dark Vador à un accessoire de carnaval de sous-préfecture. Les plus bavards assureraient que vider une bouteille de whisky en laissant filer les heures de la nuit n'effraie pas ce « Prince des ténèbres », qui parle russe et maîtrise des rudiments de français.

STATUT BAZARD

Sous ses ordres, le général Marcel Valentin, patron de la 11^e division parachutiste, commande le contingent français. C'est lui qui est chargé, avec les Britanniques

en appui, de prévenir une attaque serbe par le seul espace de manœuvre de la région, le long de l'autoroute qui descend de Belgrade et de Nis en suivant la vallée du Pcinje. Large de sept à huit kilomètres, la trouée de Kumanovo est le seul couloir d'échange naturel entre la Serbie et la Macédoine. Vers le sud, la plaine du Vardar, conduisant de Skopje vers le port grec de Salonique, permet de ravitailler les forces de l'OTAN.

L'arrivée des soldats de l'OTAN en Macédoine avait commencé avec l'envol, en décembre 1998, d'une « force d'extraction » conçue pour protéger les observateurs envoyés au Kosovo par l'OSCE, l'organisation paneuropéenne pour la sécurité et la coopération, afin de surveiller un cessez-le-feu jamais respecté. Plus tard, lors de la Conférence de Rambouillet, les Occidentaux avaient renforcé leur dispositif afin d'être prêts à garantir un règlement. C'est ce dispositif, composé d'unités d'élite, qui est toujours en place malgré l'opération d'épuration ethnique lancée par les Serbes.

En l'absence d'accord de paix et de mandat de l'ONU, cette force a un statut bizard. Officiellement, les contingents qui la composent sont là à l'invitation du gouvernement macédonien qui danse sur des œufs. Les Macédoniens sont candidats à entrer dans l'OTAN pour assurer leur sécurité, mais leur majorité slave est hostile à la guerre. Dans la région de Kumanovo, les véhicules de patrouille français suscitent de grands cris joyeux des enfants dans les villages albanophones. Mais les villages serbo-macédoniens, qui couinent avec les Serbes au-delà de la frontière, manifestent violemment leurs sentiments. C'est dans la région que les Français ont eu un véhicule incendié le 20 avril, que trois militaires américains ont été enlevés.

Les militaires sont sur leur garde. Les protections ont été partout renforcées. Le général Valentin a éparpillé ses hommes par petits groupes dans la montagne pour éviter de présenter une cible trop facile. Lors de leur arrivée à Kuma-

novo, en décembre, les Français s'étaient efforcés de nouer des contacts dans les deux communautés. Les légionnaires, dont certaines recrues d'Europe de l'Est parlent le serbe, avaient la cote. Depuis le début des frappes, toutes les sorties sont interdites. Seuls les Allemands, confinés à l'autre bout du dispositif dans la région albanophone de Tetovo, vont encore dans les cafés.

Les moyens mis en place par les alliés permettent de faire du renseignement sur les positions serbes et les mouvements de réfugiés à proximité de la frontière. De chaque côté de la vallée de Kumanovo, les postes d'observation analysent en permanence tout mouvement adverse. Allemands et Français disposent de drones d'observation. Tous ces renseignements remontent au quartier général de l'OTAN d'où sont dirigées les opérations contre la Serbie. En face d'eux, les Français estiment à 10 000 hommes le nombre des forces serbes déployées en défense, avec des positions d'artillerie et de chars enterrées. Elles ont été à plusieurs reprises la cible des A 10 américains.

Le dispositif en Macédoine a peu changé depuis le début des frappes aériennes. Seul le contingent britannique, qui dispose des moyens les plus lourds, a été renforcé par 1 800 hommes. Pour ne pas gêner le gouvernement macédonien, soutenu à de fortes pressions par la propagande serbe, les Occidentaux se font le plus petit possible. L'intervention des militaires pour construire les camps de réfugiés, au plus fort de l'exode des Kosovars, a permis de faire diversion. Avec une belle unanimité, les responsables insistent sur leur posture défensive. Le colonel de Kerabac, porte-parole du contingent français, un ancien de la campagne « tempête du désert » contre les trakiens, est chargé de marteler le message. Pour une entrée en force sur le territoire yougoslave, insiste-t-on au quartier général allié, la phase préparatoire prendrait « deux à trois mois ».

Henri de Bresson et Gilles Paris

DÉPÊCHES

HUMANITAIRES INTERDITS

Diverses organisations humanitaires se voient, depuis plusieurs jours, interdire par la police macédonienne l'accès à une localité située dans la montagne où six mille réfugiés du Kosovo sont, pense-t-on, pris au piège sans vivres. Elles assurent qu'une nouvelle catastrophe humanitaire est imminente si personne n'est autorisé à se rendre rapidement sur les lieux. L'annonce, jeudi, du décès - probablement dû au froid - d'un enfant dans le hameau de Malina, perché à 1 500 mètres d'altitude, a confirmé leur inquiétude. (Reuters.)

UNE SEMAINE DE MARCHÉ

Huit cent quarante Albanais du Kosovo sont entrés, jeudi 22 avril, en Albanie après un périple, à pied, d'une semaine à travers le Kosovo. Partis, pour la plupart, de Mitrovica, à une quarantaine de kilomètres de Pristina, chef-lieu du Kosovo, ils ont raconté avoir marché pendant trois jours et trois nuits, ballottés par les forces serbes, pour enfin s'arrêter à Zrze, à 120 kilomètres plus au sud. Mais ils ont dû rebrousser chemin plusieurs fois pour obéir aux forces serbes, parcourant, au total, plus de 150 kilomètres. (AFP.)

OUI MASSIF DE BUCAREST AU SURVOL DES AVIONS DE L'OTAN

Le Parlement roumain s'est prononcé à une écrasante majorité, jeudi 22 avril, en faveur de l'ouverture de l'espace aérien roumain aux avions de l'OTAN pour qu'ils poursuivent leurs raids contre la Yougoslavie. (AFP.)

ACCÈS RESTREINT À LA BULGARIE

L'OTAN aura libre accès à une zone de l'espace aérien bulgare s'étendant sur 120 à 150 kilomètres à l'est de la frontière avec la Yougoslavie, a déclaré le Premier ministre, Ivan Kostov, de retour mercredi de ses entretiens avec des hauts responsables de l'OTAN à Bruxelles. Toutefois, l'ouverture de l'espace aérien bulgare ne se fera qu'après un aval que doit accorder le Parlement bulgare au plus tard lundi prochain. (AFP.)

LA FRANCE PRÊTE À ACCUEILLIR PLUS DE RÉFUGIÉS

Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, a annoncé jeudi 22 avril, depuis la Grèce, que la France pouvait accueillir de 5 000 à 10 000 réfugiés kosovars. « Le Premier ministre a demandé qu'il y ait une montée en charge. Même si la priorité reste à l'assistance sur place, il est clair qu'il y a nécessité d'accueillir progressivement plus de réfugiés », a-t-on souligné dans l'entourage du ministre. (Reuters.)

MASSACRES AU KOSOVO

L'agence de presse de l'Armée de libération du Kosovo (Kosovapress) a annoncé, jeudi 22 avril, que plus de quarante Albanais avaient été tués par la police et par des milices paramilitaires serbes dans huit villages au sud de Pristina, la capitale de la province. L'agence donne la liste des personnes tuées et indique qu'il y a eu vingt-trois morts au village de Hallaq et dix-neuf à Ribar te Vogel. Un nombre indéterminé de personnes sont mortes dans six villages voisins. (Reuters.)

LA HONGRIE A LIVRÉ DU PÉTROLE

À LA YUGOSLAVIE ■ La Hongrie, l'un des trois nouveaux membres de l'OTAN, a expédié au début du mois d'avril 8 000 tonnes de pétrole vers la Yougoslavie, rapporte vendredi 23 avril le quotidien Vilagazda. Selon ce journal, le brut, acheté par la firme yougoslave Nafta Moscow, est arrivé en Hongrie via l'oléoduc Droubja, mis en service au temps du Communisme. Il a ensuite vraisemblablement continué sa route au moyen de camions et de barges, mais le quotidien dit ignorer s'il est effectivement arrivé à sa destination finale, à savoir la raffinerie de Pancevo, non loin de Belgrade, bombardée par l'OTAN depuis le début des frappes. (Reuters.)

Attaques « terroristes » contre le « Palais blanc »

APRÈS avoir affiché une mire durant plusieurs heures, suite aux bombardements de l'OTAN qui avaient détruit son immeuble à Belgrade, la Radio-Télévision serbe (RTS) a repris ses programmes, vendredi matin, vers 8 heures, en utilisant l'émetteur de la radio privée Studio B qui diffuse uniquement sur la capitale. Nouvelles images des dégâts causés par les frappes aériennes, flash-back en noir et blanc sur les bombardements allemands de Belgrade en 1941, rapports historiques par la présentation de tableaux des rois serbes, reportages parmi les blessés dans les hôpitaux, sur les cortèges de réfugiés kosovars « chassés de leurs foyers par les bombardements occidentaux » avec un appel, en anglais, à l'OTAN, incrusté en lettres rouges sur fond noir : « Au sol, il y a des êtres humains comme vous ! » Classique.

La veille, la télévision avait donné la priorité, jusqu'au journal de 17 heures, à la visite de médiation de Viktor Tchernomyrdine à Belgrade. Elle préférait à l'évidence montrer Slobodan Milosevic dans l'exercice de ses fonctions que de diffuser, avec peu de commentaires, le reportage sur sa résidence détruite - en fait un ancien palais royal, d'où son nom « Palais blanc », nationalisé en 1945 pour servir de résidence au maréchal Tito.

Les réactions sont venues plus tard, sous forme de déclarations des différents partis au pouvoir. Ivic Dacic, porte-parole du Parti socialiste, a tenu à rappeler que « l'objectif des attaques est l'ensemble du peuple, c'est pour cela que l'on bombarde les colonnes de réfugiés, les trains et, comme vous l'avez vu, la résidence de notre président ». Pour Vojislav Seselj, président du Parti radical (extrême droite), « le bombar-

dement de la résidence du président de la Yougoslavie est une reconnaissance de défaite de l'Alliance fasciste qui ne peut pas vaincre le peuple serbe ». Ivan Markovic, le secrétaire de la direction de la Gauche unie (parti de l'épouse du président), est ensuite intervenu pour dire que « les criminels de l'OTAN ont commis l'attaque la plus ignoble jamais commise dans l'histoire militaire », et il reconnaît, en conclusion, avec une voix émue : « Nous sommes sans mot pour exprimer notre dégoût » face aux « activités de ces criminels ». Au journal télévisé du soir, le reportage sur la résidence présidentielle détruite revenait à la « une » avec un long commentaire accompagnant les images. « L'attaque criminelle et terroriste contre la résidence du président Milosevic, où a été atteinte la chambre à coucher, ce qui ne peut être le fait du hasard, est sans aucun doute une tentative d'attentat contre le chef légitime et démocratiquement élu d'un pays souverain. » Pour sa part, Nebojsa Vujovic, adjoint du ministre des affaires étrangères, s'interrogeait : « Est-ce que les prochaines cibles seront les maternités ? »

Retour sur la conférence de presse d'Ivan Markovic. « Il est maintenant certain, après le crime d'hier, dit-il, qu'il désire tuer la politique d'indépendance du pays (...) C'est pour cela qu'ils ont tiré sur notre président et sa famille, car ils veulent détruire celui qui symbolise la liberté et l'indépendance de la Yougoslavie (...) Il y a plus de 11 millions de Yougoslaves, s'ils veulent détruire toutes les valeurs, il faudra vraisemblablement qu'ils nous tuent tous. »

Hector Forest

Le fragile statut des Arabes de Jérusalem-Est

Le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou décide de fermer certains bureaux de la Maison d'Orient dans la ville sainte

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Pour les Palestiniens et Fayçal Hussein, ministre chargé de Jérusalem au sein de l'Autorité palestinienne, ce n'était qu'une réunion d'information ; mais pour les Israéliens, la rencontre qui, mercredi 21 avril, a rassemblé une quarantaine de diplomates étrangers dans la Maison d'Orient de Jérusalem-Est, était une « provocation ». Une nouvelle fois la Maison d'Orient, siège officiel de l'Olp à Jérusalem-Est, se retrouve au centre d'une polémique qui risque de dérapage.

Fayçal Hussein avait invité les diplomates pour protester contre la politique que mène Israël à propos des permis de séjour délivrés aux habitants arabes de Jérusalem. Le lendemain, Benyamin Nétanyahou, qui a fait de la « bataille de Jérusalem » l'un des axes principaux de sa campagne électorale, a sauté sur l'occasion. Assurant qu'il ne tolérerait pas un « ministère palestinien des affaires étrangères » dans une ville où la souveraineté israélienne ne saurait être mise en cause, il a décidé de fermer certains bureaux abrités par la Maison d'Orient. Aussitôt, des policiers se sont installés aux alentours du bâtiment et un hélicoptère a entrepris de survoler le quartier. Dans la soirée, des diplomates européens sont allés apporter leur soutien à M. Hussein, qui a déploré que M. Nétanyahou prenne le risque de mettre définitivement en danger ce qu'il reste du processus de paix.

La « bataille de Jérusalem » a donc bel et bien repris, et c'est le statut des habitants arabes de la ville qui, cette fois, en est le prétexte. Ni totalement étrangers, ni totalement citoyens, tout en demeurant soumis à un statut de résident étranger permanent, mais néanmoins révoquant, les 200 000 Arabes de Jérusalem sont dotés d'une carte d'identité israélienne et des avantages qui l'accompagnent. Mais ils demeurent soumis à la bonne volonté des autorités, parfois tentées de la leur retirer, selon des critères incertains.

« LE CENTRE DE LEUR VIE »

Judi, la Cour suprême examinait le recours de quinze Palestiniens qui, privés de la fameuse carte, au motif que Jérusalem n'est plus « le centre de leur vie », sont désormais considérés comme des étrangers et menacés d'expulsion. Si cette décision devait faire jurisprudence, quelque 70 000 Arabes de Jérusalem, soit 35 % de ses habitants arabes, pourraient, théoriquement, connaître un sort identique.

L'épineux dossier des cartes d'identité remonte à 1967, lorsque Israël, à l'issue de la guerre de six jours, s'est emparé de la partie est de Jérusalem. La ville réunifiée fut

bientôt annexée, tandis que les 60 000 Palestiniens qui y vivaient se virent offrir la citoyenneté israélienne, ce qu'ils refusèrent dans leur immense majorité. Ils reçurent alors un statut et une carte de résident permanent qui en firent des citoyens un peu spéciaux : contrairement à leurs compatriotes des territoires occupés, dont le sort dépend d'un statut d'exception, ils sont soumis à la loi israélienne commune et bénéficient des mêmes avantages sociaux que les Israéliens. Comme les Israéliens, ils ne sont pas soumis aux couvre-feux et bouclages chroniquement imposés aux territoires occupés.

RETRAIT DE PAPIERS D'IDENTITÉ

Trente ans plus tard, les Arabes de Jérusalem sont quelque 200 000 (contre environ 400 000 Juifs) et les autorités israéliennes sont tentées de revoir leur statut. Jusqu'en 1993, ils perdaient leur carte d'identité s'ils étaient absents de la ville durant sept années consécutives. Une période suffisante pour permettre aux milliers d'entre eux travaillant à l'étranger de remettre le « compteur à zéro », lors des retours au moment des vacances. Mais depuis 1993, Israël considère que la carte d'identité est délivrée aux Palestiniens dont Jérusalem est le « centre de vie ». Cette définition assez floue permet d'écarter les membres de la diaspora et les innombrables familles qui, à Pétoit dans une ville où ils n'obtiennent jamais de permis de construire, sont partis quelques kilomètres plus loin bâtir la maison dont ils ont besoin.

Ce qui n'était qu'escamouches sous le gouvernement travailliste d'Yitzhak Rabin est devenu, en 1996, avec le gouvernement de Benyamin Nétanyahou, une véritable « bataille d'identité administrative », considère Michel Warschawski, responsable de l'une des vingt organisations palestiniennes et israéliennes qui mènent campagne contre le retrait des cartes d'identité.

D'après le porte-parole du ministère israélien de l'Intérieur, 788 Palestiniens ont été privés de leurs papiers en 1998 et 2 083 familles l'ont été depuis 1996, ce qui représente au moins 8 000 personnes. Aux dires des services de M. Hussein, ils sont une bonne trentaine qui, sans papiers et plongés dans une situation administrative souvent insoluble, viennent chaque jour enregistrer leurs doléances.

Judi, la Cour suprême a donné quatre mois au gouvernement pour l'informer des critères qui président au retrait des papiers d'identité.

Georges Marion

L'ex-gendre du roi Hassan II quitte le groupe marocain ONA

LE PREMIER groupe privé marocain, l'Onmum nord-africain (ONA), contrôlé par le roi Hassan II et par ses proches, a changé de président. Fouad Filali, quarante-quatre ans, l'ex-gendre du monarque, a été remplacé, mardi 20 avril, à son poste de PDG par Mouad Chérif, un ancien ministre qui était jusqu'ici président de l'Office chérifien des phosphates (OCP), le premier producteur mondial de phosphates.

Ironie du sort, l'annonce du départ de Fouad Filali est intervenue le jour même où, au palais royal de Marrakech, Hassan II remettait à Abdelatif Filali, le père de Fouad, les insignes de l'Ordre de grand officier du trône, la plus haute distinction marocaine. Premier ministre à trois reprises avant le gouvernement d'« alternance », Abdelatif Filali avait démissionné, le 8 avril, pour des raisons de santé, de son poste de ministre des affaires étrangères dans le gouvernement d'Abdelrahmane Youssoufi.

Marié à une fille du souverain, dont il a divorcé à l'été 1997, Fouad Filali était une personnalité contro-

versée. Il s'était fixé comme objectif de transformer en un groupe transparent et moderne ce qui n'était jusque-là qu'un conglomérat fourre-tout abritant certains des investissements du roi. Avec un chiffre d'affaires de l'ordre d'une dizaine de milliards de francs, l'ONA est présente dans près de quatre-vingts métiers, des mines aux services financiers en passant par la distribution. Dans certains secteurs (sucre, produits laitiers), il bénéficie d'un quasi-monopole.

En 1998, constatant que le groupe avait grossi de façon anarchique, M. Filali avait décidé de recentrer l'ONA sur « des métiers de base aux coûts maîtrisables ». Étaient privilégiées les assurances, la grande distribution et les mines. Mais M. Filali n'a pas véritablement réussi à mener sa tâche à bien. En particulier, pour constituer un pôle d'assurances. On peut également supposer que, en divorçant, M. Filali se condamnait à terme à devoir quitter la présidence d'un groupe toujours contrôlé par le Palais.

Jean-Pierre Tuquoi

L'enquête sur le crash d'un avion d'El Al à Amsterdam n'a pas résolu tous les mystères

La commission parlementaire chargée du dossier critique plusieurs ministres

Plusieurs ministres néerlandais des gouvernements qui se sont succédés depuis l'accident d'un Boeing 747 cargo d'El Al en 1992 à Amsterdam

ont été accusés de « négligences » dans le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire, publié jeudi 22 avril à La Haye. La

commission n'a toutefois pas réussi à élucider tous les tenants et aboutissants de cet accident qui avait fait 43 morts.

LA HAYE

de notre correspondant

« Etablir la vérité et tirer les leçons pour l'avenir » : telle était l'ambitieuse double mission de la commission d'enquête parlementaire sur le crash d'un Boeing d'El Al, le 4 octobre 1992, sur une barre d'immeuble du Bijlmer, un quartier périphérique d'Amsterdam. Les travaux des six députés néerlandais ont duré huit mois.

« Il subsiste encore des blancs », a admis, jeudi 22 avril, Theo Meijer, président de la commission. La catastrophe, qui fit au moins quarante-trois morts, était devenue un problème politique et diplomatique. Le peu d'intérêt des gouvernements successifs à faire toute la lumière sur les circonstances et les conséquences du drame, les réticences de la compagnie El Al à collaborer avec les autorités néerlandaises, la découverte par quelques journalistes entêtés d'informations pour le moins étranges (l'existence de plusieurs documents contradictoires sur le chargement, la preuve que l'avion trans-

portait des éléments de fabrication d'un gaz toxique, le sarin) et, surtout, la multiplication des problèmes de santé des habitants du quartier et des sauveteurs ont suscité des interrogations.

La commission conclut qu'« il existe un lien direct entre le crash et ces problèmes », sans pour autant identifier les causes avec précision. « Vingt tonnes d'amiante, des soutes pleines, de l'aluminium, des couches de peinture, etc. Qui sait quels composants chimiques se dégagent d'un gigantesque incendie comme celui qui a suivi l'accident ? », se demande Theo Meijer. S'agissant de la présence d'hommes en tenue blanche, sur le site, le soir de l'accident, M. Meijer exclut formellement qu'il se soit agi de « membres de services secrets étrangers » - c'est-à-dire israéliens -, à la recherche d'éléments à dissimuler, comme le voudrait la rumeur publique.

Des témoignages ont également mis en lumière le fait qu'El Al bénéficie d'un statut spécial sur l'aéroport de Schiphol : dou-

niers et policiers auraient eu pour consigne de ne pas regarder de trop près les chargements de ses avions.

UN CHARGEMENT SECRET ?

Depuis le crash, il restait à identifier une vingtaine de tonnes de fret. L'avion transportait-il un chargement secret dont nul n'aurait eu intérêt à élucider la nature ? Bizarrie supplémentaire, ce n'est que quelques jours avant la fin des auditions que la commission a récupéré des papiers manquants, en provenance d'une filiale américaine d'une société israélienne, décrivant une liste hétéroclite de produits électroniques. « Nous avons croisé les informations. Aucun doute n'est possible », affirme à présent M. Meijer.

La commission n'a pas résolu quelques énigmes de poids : comment se fait-il que la boîte contenant les enregistrements des voix du cockpit (VCR) ait disparu, alors que l'avion s'est écrasé sur la terre ferme, et que l'on a retrouvé la boîte noire contenant

les données de vol ? Comment expliquer la différence entre les enregistrements-radar de la tour de contrôle et ceux recueillis, justement, dans la boîte noire ?

Vincent Dekker, un journaliste qui fut l'un des premiers à pointer nombre d'incohérences, reste persuadé qu'il y a eu falsifications « pour éviter de mettre en cause les contrôleurs du ciel, qui ont indiqué à l'avion en difficulté une route le faisant passer au-dessus de barres d'immeubles ».

La publication du rapport aura sans doute des conséquences politiques. La commission reproche à Els Borst, ministre de la santé, de n'avoir pas pris au sérieux les plaintes des malades. Sa collègue des transports, Annemarie Jorritsma, se voit reprocher d'avoir mal informé le Parlement. Enfin, le premier ministre Wim Kok est critiqué pour son attitude « passive ».

Le sort des ministres dépend, entre autres, d'un débat parlementaire, prévu à la mi-mai.

Alain Franco

AS/400e = Mise en œuvre rapide

Vous souhaitez faire décoller rapidement votre entreprise ? Démarez à plein régime avec le serveur AS/400e. Il est entièrement intégré, testé et configuré pour fonctionner dans quasiment tous les environnements existants. Qu'il s'agisse de fabriquer des vélos ou de bâtir votre entreprise, le plus court chemin vers la réussite passe aussi par l'AS/400e. Pour en savoir plus, consultez www.as400.ibm.com/rapide



@ e-business tools

Il nous fallait un serveur qui démarre aussi vite que nous !



IBM

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le financement de la prévention du sida stagne, selon Onusida

LES SOMMES allouées dans le monde à l'action contre le sida entre 1990 et 1997 n'ont augmenté que de 165 à 273 millions de dollars (de 155,70 à 257,62 millions d'euros), alors que le nombre de personnes infectées avait plus que triplé dans le même temps, passant de 9,8 à 30,3 millions. Selon le rapport réalisé par le Programme commun des Nations unies sur le VIH-sida (Onusida) et le Centre François-Xavier-Bagnoud, rendu public jeudi 22 avril, si les États-Unis ont été, en 1996-1997, le principal bailleur de fonds d'aide publique au développement (APD) en valeur absolue avec 272,5 millions de dollars pour ces deux années (257 millions d'euros), la Norvège et les Pays-Bas se classent aux deux premiers rangs lorsque la contribution est rapportée au produit national brut (les données françaises ne sont pas disponibles). Malgré une augmentation des montants en valeur absolue, les montants débloqués par les organismes d'APD pour chaque personne infectée ont baissé de plus de 50 % entre 1988 et 1997. L'action contre le sida représente moins de 1 % des budgets annuels de l'APD des pays riches.

DÉPÊCHES

■ **JAMAÏQUE** : après trois jours d'émeutes et de pillages qui ont fait au moins sept morts, le premier ministre jamaïcain, Percival Patterson, a promis de reconsidérer la hausse du prix des carburants à l'origine de l'explosion sociale. Une commission, présidée par le chef du patronat Peter Moses, doit proposer d'ici à dimanche des sources de revenus alternatives. Le gouvernement a annoncé une augmentation de 30 % du prix de l'essence à la fin de la semaine dernière pour financer l'entretien des routes et les transports en commun. (Corresp.)

■ **TIMOR** : le Portugal et l'Indonésie ont reconnu des « progrès » dans leurs négociations sur l'avenir du Timor-Orient, mais ont prévenu que la signature, vendredi 23 avril, d'un accord sur le projet d'autonomie de l'ancienne colonie portugaise, annexée en 1976 par l'Indonésie, et sur la présence de l'ONU chargée d'organiser le vote, était improbable.

Après la signature, mercredi, de l'accord de paix entre les milices pro-indonésiennes, l'armée et les militants indépendantistes, le Portugal insiste pour des garanties de sécurité sur le vote qui sera déterminant pour l'avenir du territoire. (AFP)

■ **IRAK** : un irakien a été tué et quatre autres personnes ont été blessées dans des bombardements américains contre des sites militaires dans la zone d'exclusion aérienne du nord de l'Irak, a annoncé, jeudi 22 avril, un porte-parole militaire irakien. L'armée américaine à la base d'Incirlik (sud de la Turquie) avait indiqué auparavant que des appareils F-15 et F-16 américains avaient bombardé, jeudi, des sites de radar et de défense anti-aérienne dans le nord de l'Irak, agissant en « autodéfense ». (AFP)

■ **MAROC** : les organisations de défense des droits de l'homme ont dénoncé, mercredi 21 avril, la manière dont le pouvoir entendait « tourner la page » des années noires 1960-1980, et annoncé qu'elles avaient répertorié une liste de 582 cas de disparition forcée, soit 470 cas de plus que les 112 cas officiellement retenus par l'État. À l'occasion d'une conférence de presse tenue mercredi à Rabat, ces organisations ont souhaité que toutes les responsabilités soient clairement définies en soulignant que le premier responsable de ces drames était, à leurs yeux, le ministère de l'Intérieur. (AFP)

■ **DJIBOUTI** : neuf opposants politiques (six hommes, trois femmes) poursuivent depuis vingt-cinq jours une grève de la faim dans la banlieue parisienne pour protester contre les conditions de détention d'une quarantaine de prisonniers politiques incarcérés à la prison de Gabodé, à Djibouti, a-t-on appris, jeudi 22 avril, auprès des contestataires. (AFP)

■ **PAKISTAN** : l'ordre d'arrestation de Benazir Bhutto, qui se trouve actuellement à l'étranger, a été transmis aux autorités responsables des quatre provinces du pays après la condamnation de l'ancien premier ministre par un tribunal anti-corruption, a annoncé l'agence officielle APP, jeudi 22 avril. M^{me} Bhutto et son mari, Asif Ali Zardari, ont été condamnés, le 15 avril, à cinq ans d'emprisonnement chacun et à une amende de 8,6 millions de dollars (95 millions d'euros). (AFP)

■ **INDE** : le Parti du congrès de Sonia Gandhi n'a pas obtenu, vendredi 23 avril, le soutien qu'il espérait pour former un gouvernement remplaçant celui des nationalistes hindous en Inde, aggravant la crise politique que connaît le pays depuis sept jours. (AFP)

Le pape invite les artistes à « redécouvrir la dimension spirituelle de l'art »

LE VATICAN a rendu public, vendredi 23 avril, une « Lettre du pape Jean Paul II aux artistes ». Ce document se présente sous la forme d'une longue méditation aux accents personnels sur le travail de l'artiste et les relations entre art et foi. Dans la lignée de Paul VI, qui avait adressé à l'issue du concile Vatican II un « Message aux artistes », Jean Paul II souhaite à son tour « emprunter le chemin du dialogue fécond de l'Eglise avec les artistes ». Parcourant l'histoire de l'art sacré des origines jusqu'à nos jours, il estime que « même lorsque la culture s'éloigne considérablement de l'Eglise, l'art continue à constituer une sorte de pont jeté vers l'expérience religieuse ». C'est pourquoi, affirme le pape, « l'Eglise a besoin de l'art ». Jean Paul II lance enfin un « appel aux artistes », où il les invite « à redécouvrir la profondeur de la dimension spirituelle et religieuse qui en tout temps a caractérisé l'art dans ses plus nobles expressions ».

La police américaine soupçonne des complicités dans le massacre du lycée de Littleton

Horrible et stupéfaite, la population pleure et s'interroge

Les enquêteurs ont découvert plusieurs dizaines de bombes dans le lycée de Littleton qui a été, le 20 avril, le théâtre d'un massacre qui a fait treize

morts. Les deux jeunes tueurs fanatiques de jeux de guerre, et qui se sont donné la mort, ont peut-être bénéficié de complicités. Des témoins

vont jusqu'à se féliciter « de ne pas avoir d'enfant » susceptible de subir la violence scolaire d'une société « malade des armes ».

LITTLETON (Colorado)
de notre envoyée spéciale
Dans la petite ville de Littleton, couverte d'une couche de neige vierge, et entourée de montagnes

REPORTAGE

« J'étais là, caché dans le corridor. Je suis certain : ils étaient plus nombreux »

blanches, il règne, ce jeudi 22 avril, un calme troublant. Sous le regard indiscret de centaines de journalistes, les étudiants du lycée Columbine, site de la fusillade meurtrière de mardi, errent sans but. D'autres, à genoux devant le mémorial improvisé couvert de fleurs, de poèmes, de rubans et de peluches, pleurent en silence. D'autres encore prient sur le sol glacé.

On a du mal à les approcher, ces jeunes gens traumatisés. Mais les équipes des télévisions américaines ont des heures et des heures d'attente à remplir, et, micros à la main, fourmillent, cherchent, posent des questions. Les jeunes gens répondent gentiment. Ils disent tous la même chose : « Je ne comprends pas, chez nous, ici dans notre école... je ne sais pas pourquoi ».

Le lycée restera fermé pour une durée indéterminée. Personne n'a droit d'y rentrer. Trop dangereux. Ce matin encore, les enquêteurs - au nombre de cinquante-sept - ont trouvé deux nouvelles bombes

à base de propane, chacune pesant seize kilogrammes. Au total, ils parlent d'une cinquantaine d'engins explosifs retrouvés. Comment les deux tueurs, Eric Harris (18 ans) et Dylan Klebold (17 ans), ont-ils pu réunir un tel arsenal ? Nul ne sait.

Dans la maison d'un des tueurs, une « note finale » a été trouvée. « Ce n'est la faute de personne, aurait écrit Eric Harris nous avons choisi cette manière de quitter ce monde. » Ils ont mis fin à leurs jours mais aussi à ceux de treize autres personnes. Ils voulaient faire encore plus : détruire leur lycée tout entier.

Pourtant, Littleton était fier de son lycée. Bâti en 1973, il venait d'être rénové, pour plus de dix millions de dollars. On le voyait de loin. Moderne, entouré de pelouses et de terrains de sports, pour quelque 1 900 élèves.

Les trois ou quatre bombes qui ont explosé ont causé des dégâts très importants : meubles endommagés, fenêtres soufflées, moquettes complètement brûlées. Des centaines de balles ont été tirées par les deux adolescents, qui portaient cinq armes à feu. Membres de la « Mafia en trenchcoat », fous d'Internet et de jeux de guerre, ont-ils vraiment pu, à eux seuls, organiser un tel massacre ? Jeudi, les enquêteurs semblaient de plus en plus certains que les deux adolescents disposaient de complicités. « Il y a de fortes chances que d'autres personnes soient impliquées », a commenté le shérif Steve

Davis : soit qu'elles aient été au courant des préparatifs, soit qu'elles aient aidé à transporter l'arsenal dans le lycée. Mais, a-t-il ajouté, « nous n'avons pas, pour l'instant identifié d'autres suspects et personne n'est en garde à vue ».

« VOUS N'AVEZ RIEN COMPRIS ! » Si le shérif Davis a des doutes sur le nombre de complices, Kevin Kolmer, lycéen de quinze ans, n'en a pas. En nous prenant par le bras, il confie : « J'étais là, moi, caché dans le corridor, j'entendais des bruits de fusillades partout, de tous les côtés. Je suis certain, qu'ils étaient plus nombreux, je le sais. Dites-le, écrivez-le... », dit-il, les larmes aux yeux. « J'ai perdu deux amis proches, je veux savoir pourquoi, adieu nous ! ».

Son ami Dusty est moins ouvert. « Allez-vous en ! », lance-t-il à un groupe de journalistes. « Nous ne sommes pas des nazis, nous ne sommes pas des pédés ! Avec vos bouts d'informations, vous croyez avoir tout compris, eh bien ! vous n'avez rien compris ! Foutez-nous la paix, allez-vous en ! ».

« Enfin !, jette une femme d'un certain âge. Je me demandais quand la supérfaction allait faire place à la rage. C'est bien, il faut que ces jeunes gens expriment leur colère ». Psychiatre volontaire œuvrant pour la Croix-Rouge, Teryn Tobin est à Littleton depuis les premiers instants de la tragédie. « Dès que j'ai entendu la nouvelle à la télévision, je me suis rendue sur place. Le premier jour était horrible, les parents qui at-

tendaient en dehors du lycée sans voir si leurs enfants allaient survivre ou vivants, c'était horrible. » Elle montre une vieille dame, éplorée sur un vieux camion délabré, couvert de fleurs, de peluches et des mots : « John Tomlin 1982-1999 ». « Elle est là depuis mardi, elle ne bouge pas, cette voiture appartenait à son petit-fils John Tomlin. » La souffrance de la grand-mère est insoutenable.

« Pour la première fois de ma vie, je suis heureux de ne pas avoir d'enfant. L'idée d'avoir des « teen-agers » dans nos écoles m'effraie », dit le correspondant de la chaîne ABC regardant la grand-mère. Il ne veut pas que l'on cite son nom. « Il ne s'agit pas de moi », dit-il.

De retour, mercredi, de Kukes, en Albanie, ce journaliste spécialiste des « guerres lointaines » est né à Littleton, « un petit village calme et tranquille que personne ne connaissait il y a deux jours ». Il est rentré, dit-il, « pour couvrir la guerre qui se déroule chez moi, à Littleton, pas au Kosovo mais au Colorado. Et chez vous ? demandez-le, ce massacre intéresse les gens ? Ils doivent se dire que nous sommes un peuple fou, une nation malade des armes. Que pensent les Français de nous ? ».

Les obsèques de l'une des victimes auront lieu samedi. Comme tous les ans au 22 avril, comme toutes les petites américaines, comme le veut la coutume, elle aura dû accompagner, jeudi, sa mère au travail.

Afsané Bassir Pour

Les sanglantes prémices du processus de paix en Sierra Leone

ABIDJAN

de notre correspondant en Afrique de l'Ouest

Au quinzième étage d'un grand hôtel de Lomé, un vieil homme attend. Foday Sankoh, le fondateur de la rébellion sierra-léonaise, est arrivé dans la capitale du Togo, dimanche 18 avril, pour y rencontrer ses lieutenants afin d'amorcer un processus qui mettrait fin à la guerre civile qui, depuis huit ans, a ruiné la Sierra Leone. Mais, au soir du jeudi 22 avril, Foday Sankoh était toujours seul.

Depuis deux ans, le guérillero seigneurialiste est prisonnier du gouvernement sierra-léonais et de ses alliés nigériens. Ceux-ci ont accepté de l'extraire de sa cellule afin qu'il convainque ses camarades de cesser le combat. Une fois la position de la rébellion clarifiée, des pourparlers devraient s'engager avec le régime du président Ahmad Tejan Kabbah. Mais ces chefs de guerre se font attendre. La composition de la délégation rebelle, les conditions de sécurité, de transport, tous les prétextes sont bons aux dirigeants du Front révolutionnaire uni (RUF), l'organisation militaire fondée par Sankoh, pour retarder leur arrivée à Lomé. Le porte-parole du RUF, l'avocat Omrie Golley, diplômé d'Oxford,

nie farouchement que ce retard soit la conséquence des divisions internes à la rébellion. Mais il semble bien que le mouvement traverse une passe difficile. Les pratiques du RUF ont provoqué l'horreur lorsqu'elles ont été connues : les rebelles ont mutilé des milliers de Sierra-Léonais, coupant pieds, mains, oreilles, nez ou lèvres à la machette afin de « transmettre un message au gouvernement du président Kabbah », comme ils disaient à leurs victimes. Ces atrocités ont toujours fait partie de l'arsenal du RUF. Mais tant que Foday Sankoh assumait la direction effective du Front, elles n'étaient pas systématiques et servaient essentiellement à recruter de force des jeunes gens et des jeunes filles dans les rangs de la guérilla.

Après l'emprisonnement de Foday Sankoh au printemps 1997, le RUF s'est rapproché de l'armée sierra-léonaise, qui a chassé pendant presque un an le président Kabbah du pouvoir, avant que celui-ci ne rentre de Freetown dans les fourgons de l'armée nigérienne.

LA GUÉRILLA TRANSFORMÉE

La fréquentation des militaires putschistes, souvent d'anciens jeunes urbains déçus, recrutés au début de la guerre civile, semble avoir profondément transformé la guérilla. A sa fondation, le RUF reposait sur le culte du chef et sur un syncrétisme qui amalgamait quelques notions maoïstes (l'encerclement des villes par les campagnes...) et des pratiques magiques africaines. Mais les soldats délinquants ne se soucient pas d'idéologie. S'ils pillent, violent et terrorisent les populations, c'est pour mieux profiter de l'exploitation des diamants dont le sous-sol sierra-léonais est riche.

Privé de l'influence fédératrice de Foday Sankoh, le RUF a tourné le dos à la discipline de fer qui le caracté-

risait il y a encore quatre ans. Des bandes locales semblent être apparues dans les zones où on veut gagner à la paix. D'autant moins que la population, qui s'est toujours méfiée du RUF, lui voue désormais une haine inextinguible en raison des atrocités dont elle est victime. Au début de la semaine, l'Ecomog (la force d'interposition ouest-africaine dominée par le Nigeria) a repris Songo, une ville située à 40 kilomètres de Freetown. Avant d'évacuer la ville, les rebelles avaient tué au moins cent civils, à coups de machette ou en les brûlant vifs.

La persistance des atrocités affaiblit encore la position des rebelles d'éventuelles négociations. Le président Kabbah et le Nigeria en sont conscients, qui multiplient les opérations militaires, fût-ce au prix de la sécurité des populations civiles.

Thomas Sotinel

Amnesty International exhorte Pékin à enquêter sur les droits de l'homme au Xinjiang

AMNESTY International a exhorté le gouvernement chinois à effectuer sa propre enquête sur de « graves » violations des droits humains commises « de manière systématique » dans la région de l'extrême Ouest musulman chinois, le Xinjiang, peuplée de 17 millions d'habitants. Suggestion aussitôt repoussée par Pékin qui, jeudi 22 avril, a rejeté, par la voix du porte-parole de son ministère des affaires étrangères, les accusations portées par Amnesty comme « dénuées de tout fondement et séductrices ».

Selon un rapport spécial d'Amnesty International consacré à cette partie très sensible de la Chine et publié le 20 avril, les atteintes aux droits fondamentaux « témoignent du climat extrêmement répressif qui règne dans le Xinjiang ». En outre, les faits inventoriés par l'organisation de Londres ne représentent peut-être que « la partie visible de l'iceberg » compte tenu des restrictions apportées à l'information.

Depuis janvier 1997, Amnesty indique avoir eu connaissance de deux cent dix condamnations à mort, dont cent quatre-vingt-dix mises à exécution, à l'encontre de

personnes « pour la plupart d'ethnie ouïghoure » - l'ethnie dominante avant l'arrivée massive, récente, de colons chinois - « reconnues coupables d'activités terroristes ou subversives ». Le Xinjiang est « la seule [région] de Chine où des exécutions de prisonniers politiques ont été répertoriées au cours des dernières années », affirme Amnesty.

TORTURE
L'organisation fait état de deux cents « prisonniers politiques et prisonniers d'opinion » arrêtés au cours des années 90, notamment lors de troubles survenus dans des localités particulièrement « chaudes » telles que Khotan (1994) et Yining (1997). Amnesty dénonce les pouvoirs discrétionnaires des forces de maintien de l'ordre (gendarmérie et police locale) et le réseau de bagnes. En outre, l'organisation affirme que la torture est pratiquée régulièrement en vue de contraindre des prisonniers à « signer des confessions ou donner des informations compromettant d'autres personnes ».

Les autorités chinoises elles-mêmes ont, ces derniers temps, laissé entendre que la tension mon-

Francis Deron

à 5 min de PARIS
LE 1er SUPERMARCHÉ DE L'AUTOMOBILE
500 occasions récentes
en stock permanent au meilleur prix

TOUR PLYVEL à 300 m
30 Avenue d'Alsace

SERVICE APRÈS VENTE
STATION SERVICE
PARKING VESTIBULES 70 places
BREAK MONOSPACE
RETOUR SANS

PEUGEOT CITROËN OPEL
FORD SEAT FIAT
RENAULT

ARRIVAGE CEE
ATELIER DE PRÉPARATION
ACCUEIL COMMERCIAL
VÉHICULES RÉCENTS MOINS DE 5000 kms
MÉTRO Mairie de St Ouen à 300 m

ARRIVAGE NOUVEAUTÉ TOUTES MARQUES

227, bd Anatole France 93200 ST DENIS - 01 49 33 60 90
Dé PARIS : Pte de St Ouen, aller à la Mairie de St Ouen, puis 300 m

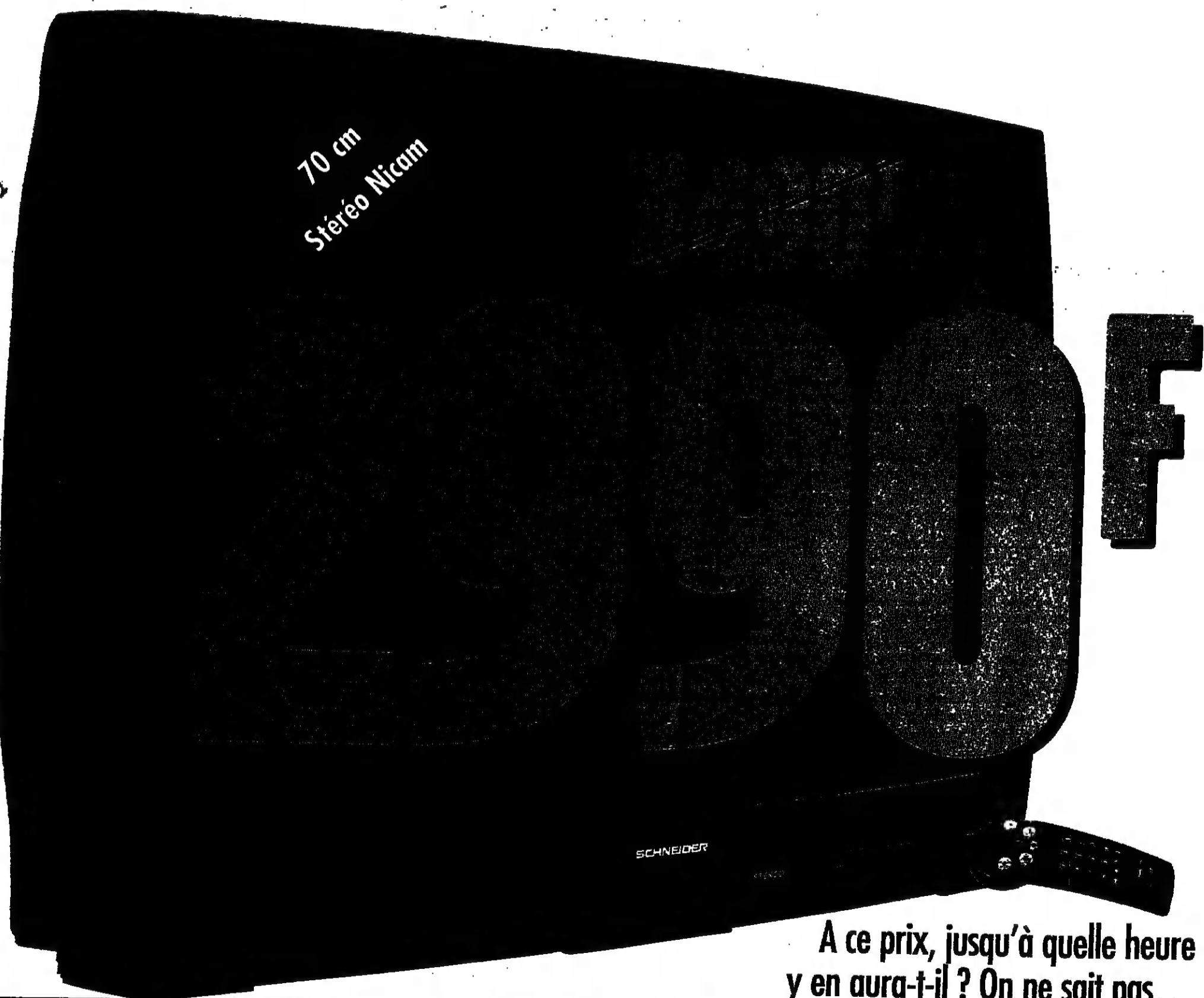
...ne des complications
...e de Littleton

(Publicité)

LE MONDE / SAMEDI 24 AVRIL 1999 / 7

*Samedi 24 avril,
A SAISIR CHEZ CARREFOUR*

*6 000 téléviseurs 70 cm
Stéréo Nicam SCHNEIDER
et pas un de plus.*



*A ce prix, jusqu'à quelle heure
y en aura-t-il ? On ne sait pas...*

Réf. 70 TB 4394.
2 haut-parleurs 2 x 3 W.
Tube Blackline. Télétex.
Garantie 2 ans.

*Avec Carrefour
je positive!*



A SUIVRE...

هكذا من الأفضل

FRONT NATIONAL. A sept semaines du scrutin, les deux mouvements d'extrême droite abordent en très mauvaise posture les élections européennes. Depuis leur divorce, en

janvier, le Front national pour l'unité française de Jean-Marie Le Pen et le Front national-Mouvement national de Bruno Mégret sont empêtrés dans leurs querelles judiciaires et finan-

cières. Les frères ennemis tentent, en vain, de trouver dans la guerre du Kosovo une occasion de faire entendre leur différence. ● LES MÉGRÉTISTES s'efforcent de rassembler dans un

Front de la jeunesse l'ensemble des groupuscules de jeunes d'extrême droite. ● A TOULON, la municipalité dirigée par M. Le Chevallier est de plus en plus embarrassée par les en-

quêtes judiciaires sur sa gestion. Un proche du maire - et de M. Le Pen - a été incarcéré jeudi 22 avril. ● LES ASSOCIATIONS anti fascistes s'interrogent sur leur stratégie.

M. Le Pen et M. Mégret en très mauvaise posture pour les européennes

Les deux leaders d'extrême droite ne parviennent pas à reconquérir militants et sympathisants, démobilisés par la scission du FN. Leurs démêlés judiciaires et financiers, comme les mauvais sondages, ajoutent au trouble de la famille frontiste

LA PASSE difficile que traversent, depuis leur divorce, lepenistes et mégrétistes ressemble à un tunnel sans fin. Justice, banques, sondages : tout y contribue. La bataille juridique que se livrent Jean-Marie Le Pen, président du Front national pour l'unité française (FN-UF) et Bruno Mégret, président du Front national-Mouvement national (FN-MN), afin de savoir qui des deux représente légalement le Front national, a pour conséquence de geler les fonds et en particulier l'affectation des 41,1 millions de francs (6,26 millions d'euros) de dotation de l'Etat pour 1999.

Réduits à louer un local modeste pour installer leur siège et à organiser à l'économie leur campagne électorale, les mégrétistes ne pourraient pas cette manne, tandis que les lepenistes enragent de ne pouvoir en bénéficier. Mardi 20 avril, un huissier s'est présenté au siège lepeniste de la fédération des Bouches-du-Rhône pour une saisie conservatoire. Les dettes de la fédération avoisineraient le million de francs. Le 6 avril, le tribunal de grande instance de Lyon a placé la fédération du Rhône en liquidation judiciaire. Privés de toute crédibilité auprès des banques, le FN-

MN comme le FN-UF en sont réduits à demander à leurs militants et sympathisants de leur consentir des prêts. Sans intérêt pour M. Mégret, au taux de 5 % l'an pour M. Le Pen mais tous remboursables au 31 mars 2000.

Même la presse proche des partis d'extrême droite subit les contrecoups de cette guerre fratricide. *National Hebdo* et *Présent*, qui connaissent déjà un équilibre financier précaire, ont du mal à juguler l'hémorragie de leurs lecteurs : le premier parce qu'il est devenu le porte-voix du FN-UF ; le second à cause d'une neutralité voulue au sujet de la crise frontiste qui l'amène à ne traiter celle-ci que de façon lapidaire et frustrante pour son lectorat. Sans compter l'hebdomadaire *Minute*, passerelle entre la droite et l'extrême droite qui, après un long sursis, a été mis en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Paris, le 13 avril (*Le Monde* du 16 avril).

A ces tracasseries financières s'ajoutent pour le fondateur du Front national des embarras judiciaires. Les derniers en date lui viennent de Toulon où l'enquête sur la passation du marché des cantines scolaires par la ville vient de déboucher sur la mise sous mandat de

dépôt de Jean-Pierre Gendron, ex-mari de sa fille aînée, Marie-Caroline, mais resté proche de M. Le Pen (*lire ci-dessous*). Ce dénouement n'est pas pour déplaire aux mégrétistes qui avaient multiplié les mises en garde contre la gestion hasardeuse de la plus grande ville emportée par le FN en 1995.

Ces mêmes mégrétistes se remouvent le moral en commentant abondamment l'élection cantonale partielle de Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin) qui a placé, dimanche 18 avril, leur candidat Christian Chaton (25,05 %) en tête

du premier tour, devant le candidat radical de gauche mais surtout très loin devant le candidat lepeniste, Alain Coeurdevey (2,24 %) (*Le Monde* du 21 avril), dont toute la campagne mettrait en avant M. Le Pen lui-même.

Depuis la scission, M. Le Pen comme M. Mégret sillonnent la France pour ramener vers eux des militants et sympathisants encore très désorientés par leur divorce. Le premier mise sur le réflexe extrémiste de la mise en rang derrière le chef incontestable et compte sur ses talents de bateleur dans les dé-

niers-débats ou les meetings. Le second table sur des tournées organisées par et avec les représentants locaux de son parti, en général sur un thème collant avec les préoccupations du lieu. Tout cela en s'épaulant l'un l'autre. Les mégrétistes décident de lancer des mesures sur la sécurité en cinquante points, les lepenistes se hâtent de faire de même. Les femmes du FN-MN montent une convention nationale, celles du FN-UF se précipitent pour en organiser une de leur côté. Pour les « *mutins* », il s'agit de démontrer leur fidélité au programme du Front national et leur capacité à l'approfondir. Pour les fidèles du « *vieux* », il s'agit de ne pas se laisser dépasser.

OPÉRATIONS SPECTACULAIRES
Pour tenir d'être audible, chacun y va de ses petites opérations spectaculaires. Parfois de façon assez surprenante. Ainsi, tandis que M. Mégret se rendait, début janvier, à Fiers (Orne) pour apporter un soutien - non souhaité - « aux enseignants du collège Jean-Monnet » qui refusaient le port du foulard islamique à l'école, M. Le Pen laissait s'exprimer dans *Français d'Abord* (l'organe de son parti) le conseiller régional Sid Hamad Ya-

hiaoui, en faveur du port de ce même voile.

De même, M. Le Pen n'a pas ménagé ses efforts pour rallier sa liste aux européennes l'un des petits-fils du général de Gaulle, également prénommé Charles. Celui-ci vient d'annoncer qu'il acceptait de figurer sur la liste du président d'un parti qui compte parmi ses responsables au moins un éminent responsable de l'OAS, Jean-Jacques Susini. Bruno Mégret qui craint que l'on ait de lui une image trop conciliante à l'égard de la droite en rajoute sur le thème de l'insécurité, de l'immigration et des dangers de « l'islamisme », en allant, par exemple, dénoncer la construction d'une mosquée à Strasbourg (*Le Monde* du 14 avril). Seule la guerre du Kosovo fournit une diversion commune aux deux responsables d'extrême droite qui s'efforcent de jouer sur la fibre anti-américaine.

Pour l'heure, cette agitation semble vaine, si l'on se fie aux sondages. Loin de l'objectif de 20 % des suffrages aux européennes qu'il s'était fixé, M. Le Pen plafonne entre 4 % et 7 % des intentions de vote, tandis que M. Mégret végète entre 3 % et 5 %.

Christiane Chombeau

Les mégrétistes s'efforcent de fédérer les groupes de jeunes d'extrême droite

ILS MANIFESTAIENT le 25 mars devant le magasin Disney de l'avenue des Champs-Élysées, le 27 sous le porche de l'école militaire, le 29 devant le MacDonald de Chury, à l'angle du boulevard Saint-Germain et de la rue de La Harpe. Le 31 mars, sur le boulevard périphérique de Paris, ils ont déployé des banderoles sur lesquelles on pouvait lire « Les jeunes avec Mégret », « USA hors d'Europe ». Le 7 avril, sur les Champs-Élysées à nouveau, cette fois devant le MacDonald, ils brûlaient un drapeau américain. Les bombardements de l'OTAN en Serbie et au Kosovo fournissent aux jeunes mégrétistes l'occasion de se faire les dents, de rassembler la jeunesse d'extrême droite autour du thème mobilisateur : « Non à l'hégémonie américaine ». Et cela au profit du Mouvement national de la jeunesse (MNJ) ou de celui du Front de la jeunesse qu'ils viennent de mettre sur pied et qui regroupe des associations aussi diverses que la jeunesse d'action chrétienne (JAC), Terre et peuple du très pauvre Pierre Vial, le mouvement fasciste Jeune Résistance ou les « *nerfs* » du GUD (Groupe union défense).

Lancé lors d'un meeting qui a réuni, le 4 février, dans la salle des Agriculteurs à Paris, environ quatre cents représentants de l'extrême droite la plus dure, ce Front de la jeunesse a vu le jour lors d'« états généraux » le 27 mars. A cette réunion plus « intime », à laquelle n'assistaient que les responsables de la dizaine d'associations présentes en février, a été adoptée une « charte de bonne conduite » qui fixe l'objet, la structure et les règles du Front de la jeunesse.

Dans ce document, que nous nous sommes procuré, le Front de la jeunesse se définit comme une

« coordination informelle de la mouvance jeune nationaliste » et s'engage à « rompre l'isolement et les querelles de chapelles » afin de « regrouper ponctuellement les forces militantes » pour des « opérations (...) organisées en commun ». Ses signataires se donnent comme objectif « la défense de l'identité historique des peuples d'Europe ; le soutien aux peuples en lutte pour la reconnaissance de leurs droits légitimes ; la lutte contre le nouvel ordre mondial à dominante américaine, quelles que soient ses formes, et la reprise du terrain culturel en soutenant toutes les initiatives émancipées ».

RAMPE DE LANCEMENT

Les décisions sont prises à l'unanimité par un « conseil » composé d'un représentant « de chaque association, revue ou label musical ». Il compte pour l'instant dix membres qui représentent le Renouveau étudiant (structure étudiante du FN-MN), le MNJ, la JAC, le magazine *Réfléchir et agir*, l'Art s'affiche, Terre et peuple, Jeune résistance, le GUD, le groupe de rock identitaire français In Memoriam, et Bleu Blanc Rock, une association d'entraide. Il est même prévu une « autorité morale » pour régler les conflits. Ce rôle a été confié à Bruno Racouchot, ex-chef de cabinet de Jean-Marie Le Pen, qui s'occupe aujourd'hui de la formation des mégrétistes.

Depuis sa création, le Fj ne chôme pas et trouve une rampe de lancement avec le conflit sur le Kosovo. Ses membres n'y voient que le moment que des avantages, et tout particulièrement le GUD, qui peut à présent distribuer ouvertement ses tracts dans les meetings du FN-MN.

Ch. Ch.

BACHELIERS, PRÉPAREZ-VOUS À INTÉGRER UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

■ Vous préparez : vous préparez au concours d'entrée des grandes écoles de commerce (ISG, ESCP, etc.)

■ Vous intégrez : vous préparez spécifiquement à intégrer l'Institut supérieur de Gestion (ISG).

Contactez Marion Maury : 8, rue de Lott / 75110 Paris

Tél. 01 56 26 26 26

ISG

Samuel Maréchal en première ligne

Samuel Maréchal, membre du bureau politique et président du groupe Front national pour l'unité française (FN-UF) au conseil régional des Pays de la Loire, occupe les fonctions de directeur de la communication du parti d'extrême droite depuis lundi 19 avril. M. Maréchal, époux de Yann Le Pen, fille cadette du fondateur du FN, était le plus ardent défenseur de la candidature de Jan Le Pen comme tête de liste aux élections européennes en cas d'empêchement de Jean-Marie Le Pen. C'était également la cheville ouvrière de l'opposition à Bruno Mégret avant que celui-ci ne fasse scission. M. Maréchal, qui avait abandonné les fonctions de directeur du Front national de la jeunesse (FNJ) le 6 février pour les confier à Guillaume Luyt, ne figurait plus ni dans l'organigramme de la délégation générale ni dans celui du secrétariat général depuis leur restructuration, il y a près de trois mois. Il était cependant en charge la communication de la campagne de M. Le Pen aux européennes.

La mairie de Toulon cernée par la justice

TOULON

de notre correspondant

Jean-Pierre Gendron, ex-gendre de Jean-Marie Le Pen et proche du maire de Toulon, Jean-Marie Le Chevallier, a été mis en examen par le juge Jean-Luc Tournier pour « complicité de délit d'abus de pouvoir ». Il a été placé sous mandat de dépôt, jeudi 22 avril, à la prison Saint-Roch de Toulon dans le cadre de l'enquête sur la passation du marché des cantines scolaires par la ville.

Conseiller municipal à Roubaix et ancien conseiller régional (FN) dans le Nord, M. Gendron avait servi d'intermédiaire entre la municipalité toulonnaise et Michel Bertrand, le directeur du développement de la Société générale de restauration (SGR), qui a obtenu en août 1997 ce marché de 14 millions de francs (2,13 millions d'euros) face à Burest, l'autre candidat jusque-là attributaire et dont les offres financières et techniques étaient pourtant plus favorables. Selon M. Gendron, son rôle se serait limité à faire les présentations et à favoriser le

rapprochement entre la SGR et M. Le Chevallier.

Dès le début de cette affaire, la SGR souligne que la commission d'appel d'offres s'est prononcée, à une large majorité de quatre voix (2 FN, 1 RPR, 1 PS) sur six, en sa faveur. En juillet 1998, le tribunal administratif, saisi par le préfet du Var, juge que l'appel d'offres des cantines est parfaitement régulier. Néanmoins, ce dossier prend une dimension toute particulière le 9 mars, à la suite des aveux de Saurer Catalano, consultant de la SGR et ancien président du SCT, le club de football toulonnais. En détention provisoire pour « établissement de faux bilan, abus de biens sociaux, faux et usage de faux », à la suite de malversations dans des comptes du club, il déclare que le marché des cantines aurait généré un pot-de-vin de 8,5 millions de francs destiné « à certains portes du FN ». Ses allégations sont immédiatement démenties par M. Le Chevallier.

Si M. Gendron est la première personne à être incarcérée dans le cadre de ce dossier, on

y compte cinq autres mises en examen prononcées en décembre 1998 : celles de M. Le Chevallier, de Robert Gaia, député (PS) et conseiller municipal, ainsi que celles de trois autres adjoints FN (Gérard Gantier, Jean Moura, et l'amiral Guy Natchou, ancien premier adjoint au maire). Joint par *Le Monde*, M. Le Chevallier, démissionnaire du FN le 26 mars, nous a déclaré qu'il s'agit d'un « dossier qui est vide et que l'on cherche à exploiter politiquement ». « Ce sont des méthodes KGBistes en France, en 1999. C'est absolument scandaleux », a-t-il ajouté.

Ce nouveau rebondissement va embarrasser un peu plus une majorité municipale déjà paralysée par son éclatement et ses divisions. D'autant que la mairie doit faire face à de nombreuses autres affaires judiciaires dans lesquelles sont impliqués le maire et certains de ses élus.

José Lenzini

Un anti-américanisme renforcé par le conflit du Kosovo

L'EXTRÊME DROITE s'est emparée du thème de l'opposition à la guerre pour tenter d'élargir son audience. Dès le début de l'intervention de l'OTAN contre la Serbie, le 24 mars, les deux Front national, celui pour l'unité française (FN-UF) de Jean-Marie Le Pen et celui du Mouvement national (FN-MN) de Bruno Mégret, ont dénoncé des opérations menées « sous la bannière du nouvel ordre mondial » et engagé une guerre de communication.

C'est à qui se montrera plus pro-serbe que l'autre, à qui dénoncera le plus vigoureusement « l'Amérique dominatrice ». « Le spectacle de l'Europe (et de la France !) à la botte de Clinton dans cette guerre de lâches et de barbares moralisants est écœurant, ignoble, insupportable », commente M. Le Pen dans *National Hebdo* du 22 avril. « J'ai été pour les Croates et contre Milosevic. Aujourd'hui, je suis pour la Serbie nationaliste, contre la dictature que les Américains imposent », clame-t-il avant d'enfourcher son thème favori sur le « danger de voir se créer en Europe un nouveau dynamisme » de l'islam. De son côté, M. Mégret dénonce la « vulgaire et sanglante opération de police du nouvel ordre mondial ».

Dans un numéro bien rodé, il demande dans les réunions publiques : « Pourquoi ne pas bombarder Istanbul à cause de la répression kurde ? Et Pékin à cause de la répression des Tibétains ? », avant d'agiter un spectre plus proche, celui des Américains bombardant « la Provence » parce que « la République française refuserait de donner

l'indépendance aux populations maghrébines devenues majoritaires ».

Seul bémol dans ce concert de la nébuleuse frontiste, le journal *Présent*. Ce quotidien catholique et traditionaliste, très engagé auprès des Croates - catholiques - contre les Serbes - orthodoxes -, montre depuis le début des bombardements une certaine gêne. Son directeur, Jean Madiran, signant sous le nom de Henri Hervé, vient ainsi de condamner les bombardements ; mais il estime aussi que « la tradition, l'esprit, l'âme du mouvement national, tel qu'il existe en France (...) n'est cependant ni d'opposer la cause serbe ni de servir la cause américaine ». Il ajoute que « s'il y a un risque de constitution d'un Etat islamique dans les Balkans, c'est de préférence sur le rempart croate que l'on pourra compter, c'est lui qu'il faut aider ».

« EXPLOITATION POLITICIENNE »
Alors que les deux Front agissent à visage découvert, la « Nouvelle Droite » utilise son subterfuge habituel : une pétition passe-partout contre « l'agression de l'OTAN », « pour l'ouverture de vraies négociations (...) autour d'un plan de paix durable », signée d'un collectif « Non à la guerre » (*Le Monde* du 1^{er} avril). Beaucoup, à gauche comme à droite, s'y sont laissés prendre. Ils ont eu la surprise de voir leur nom accolé à un noyau de signataires venus de la galaxie d'extrême droite et surtout proche du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation euro-

péenne (Grece), comme Laurent Ozon, directeur de la publication de *Recontres aux forêts*, Charles Champetier, rédacteur en chef d'*Éléments*, la revue du Grece, et Arnaud Guyot-Jeannin, disciple du philosophe fasciste Julius Evola.

Certains ont retiré leur signature. La dernière en date, Solange Fernex, figure à la 76^e place sur la liste des Verts aux européennes. Elle se dit « révoltée par l'exploitation politicienne du martyre du peuple du

Kosovo par la « Nouvelle Droite » et a écrit au *Monde* pour signaler qu'elle n'a pas assisté et n'a donc pas pris la parole au meeting du collectif, le 21 avril ; nous l'avions confondue (*Le Monde* du 23 avril) avec une ex-militante Verts, Ginette Scandami. D'autres, comme le chanteur Renaud ou l'avocate Gisèle Halimi, ne semblent pas gênés par un tel voisinage.

Ch. Ch.

OPERATION URGENCE KOSOVO SPECIAL

Pour aider les enfants du Kosovo et acheminer des secours d'urgence

DONNEZ À L'UNICEF

Envoyez vos dons : UNICEF ENFANTS DU KOSOVO B.P. 600 - PARIS 6^e

unicef

Merci de votre aide

La rivalité des trois listes de droite est aiguë par les sondages les plus récents

Pour les européennes, M. Sarkozy souffre de la concurrence de M. Bayrou et M. Pasqua

Le bureau politique du RPR a confirmé, jeudi 22 avril, la tenue d'un conseil national, dimanche, afin d'élaborer la liste qui sera conduite

par François Bayrou. La veille, le président par intérim du RPR, Nicolas Sarkozy, doit réunir les cadres du mouvement gaulliste pour marquer

son entrée en campagne à la tête de la liste RPR-DL. Un premier sondage témoigne de la secousse provoquée par le retrait de M. Séguin.

HERVÉ DE CHARETTE n'en est pas revenu. « Les bras m'en tombent », s'est exclamé le président délégué de l'UDF, jeudi 22 avril, au cours de l'émission « Direct » sur France 2, en évoquant le souhait formulé par Jean-Louis Debré (Le Monde du 23 avril) que Jacques Chirac ne reçoive pas François Bayrou pendant la campagne des européennes.

« C'est quand même quelque chose de l'entendre ainsi dénigrer la fonction présidentielle ! », a-t-il ajouté à propos du président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, en se demandant si on était revenu aux temps du Second Empire, avec la liste RPR-DL dans le rôle de « la liste officielle ». Charles Pasqua, avec qui débattait M. de Charette, a indiqué de son côté que « l'idée ne [lui] était jamais venue » de vouloir être soutenu par M. Chirac.

Le ton de la campagne est ainsi donné à droite, où le RPR et l'UDF doivent enterrer, samedi et dimanche, la constitution de listes rivales. Le premier sondage réalisé depuis que la perspective d'une liste autonome de l'UDF est nettement tracée, témoigne de la secousse provoquée par le retrait de Philippe Séguin et par la division de l'opposition. Effectuée par Ipsos le 20 avril, auprès d'un échan-

tilon de 1 021 personnes, et publiée par Le Point (daté 23 avril), cette enquête doit être accueillie avec précaution : comme ses homologues, cet institut calcule les intentions de vote sur la base de sept semaines du scrutin, elles ne sont encore que 56 %, soit un échantillon « utile » de moins de six cents personnes, parmi lesquelles, en outre, quelque 20 % n'ont pas exprimé d'intention de vote précise.

Il reste que la comparaison de cette enquête avec la précédente, effectuée sur les mêmes bases les 19 et 20 mars, est saisissante. Elle

témoigne, en effet, d'un net tassement des intentions de vote en faveur de la liste RPR-Démocratie libérale. Lorsque celle-ci était encore conduite par M. Séguin, elle recueillait, selon Ipsos, 19 % d'intentions de vote. Avec Nicolas Sarkozy comme tête de liste, elle n'en recueille plus que 16 %.

43 % POUR LA GAUCHE

Les deux listes concurrentes à droite bénéficient visiblement de cet affaiblissement. Depuis qu'il a réaffirmé avec énergie sa détermination à se présenter sous ses propres couleurs, le président de l'UDF, François Bayrou, atteint, pour la première fois, la barre des

10 % d'intentions de vote (en hausse de 3 points depuis mars). De même, la démission fracassante de M. Séguin semble renforcer le camp des « souverainistes » : alors que Charles Pasqua et Philippe de Villiers étaient crédités, respectivement, de 7 % et 4 % en mars, ils recueillent aujourd'hui 13 % d'intentions de vote en faveur de leur liste désormais commune. Bref, ils ne sont pas loin de talonner la liste officielle du RPR.

Enfin, il est significatif de constater que la droite plafonne. Même avec ses trois listes clairement identifiées, elle ne recueille que 39 % d'intentions de vote et ne parvient pas à rattrapper plus large que si une liste RPR-UDF-DL s'était constituée. Et elle reste nettement devancée par la gauche « plurielle » dont les trois listes - Hollande à 24 %, Hue à 9 % et Cohn-Bendit à 8 %, en hausse de 2 points - totalisent 43 % des intentions de vote. Quant à l'objectif initialement affiché par l'opposition de devancer la liste socialiste, il semble pour l'instant utopique : avec 8 points d'avance, la liste conduite par le premier secrétaire du PS paraît hors d'atteinte de celle du président par intérim du RPR.

Gérard Courtols

M. de Villiers et la « refondation » de la vie politique

« Entre la liste de François Bayrou, qui proclame son fédéralisme, et la nôtre, qui propose l'Europe des États nations, Nicolas Sarkozy n'a pas de place. Je crains pour lui qu'il ne termine avec un os de poulet », déclare Philippe de Villiers dans un entretien au Figaro du 23 avril. Le président du Mouvement pour la France indique que la liste dont il est le numéro 2, derrière Charles Pasqua, est « un point de départ ». « Notre liste s'appelle le Rassemblement pour la France », explique-t-il. « C'est un appel pour un large mouvement de refondation de la vie politique française à partir de repères, de valeurs, qui, demain, redonneront ainsi un sens à l'engagement civique, un espoir à tous les Français attachés à l'idée de la France », ajoute M. de Villiers. « La grande différence entre les militants du RPR et Nicolas Sarkozy - et c'est ce qui me fait penser qu'ils préféreraient voter pour nous - c'est qu'eux aiment la France, alors que Sarkozy aime la politique », assure le député de la Vendée.

Changement de tête sur les affiches...

COMME il y a une semaine jour pour jour, le comité de campagne de la liste RPR-Démocratie libérale s'est réuni, jeudi matin 22 avril, à Paris. Au programme : le calendrier des déplacements, la préparation des réunions publiques, la commande des affiches, la confection de la liste, l'invention des slogans, la rédaction des argumentaires. Autour de la table, les représentants de la famille gaulliste et ceux des libéraux proposent, testent des idées, se répartissent les tâches. Roger Karouchi et Brice Hortefeux, pour le RPR, font face à Alain Madelin, Claude Gosselin, Laurent Dominati, François Goulard et Xavier Chénou pour DL. Seul changement, Nicolas Sarkozy occupe la place de Philippe Séguin.

Il y a huit jours, c'est-à-dire la veille du retrait de M. Séguin, les mêmes participants -

moins un - avalent, sans se douter de rien, adopté un projet de logo, s'étaient mis d'accord sur une grille, encore incomplète, pour composer la liste et avaient donné leur imprimatur à la maquette de l'affiche de la campagne. Enfin ! ajoutaient certains d'entre eux, qui se plaignaient du manque d'entraînement de leurs chefs de file.

UNE CAMPAGNE « ROULEAU COMPRESSEUR »

Une partie de ces décisions sont aujourd'hui à revoir. « On ne peut quand même pas se contenter de remplacer la tête de Philippe Séguin par celle de Nicolas Sarkozy sur les affiches ! », ironise l'un des négociateurs. Cette fois, la bonne entente entre M. Sarkozy et M. Madelin aidant, et le temps pressant, ils ont décidé de boucler d'ici dimanche le choix

des affiches, des slogans, du matériel de campagne, de la musique. Ils souhaitent également publier la liste au plus tard dans les dix jours à venir. Et se lancer au plus vite dans la campagne proprement dite.

L'objectif, c'est une « campagne de type turbo, rouleau compresseur ». « Nous avons la volonté de couvrir intégralement le territoire », fait valoir M. Chénou, grand intendant de DL. En revanche, les deux « copilotes » ne tiendront pas plus de deux ou trois grands meetings communs. La grande « Euroteuf » initialement prévue pour le 2 mai, déjà rendue quelque peu inopportune par la guerre au Kosovo, a été définitivement annulée. Pour le RPR et DL, le temps n'est pas encore à la fête.

Cécile Chambraud

La gestion de l'impôt est plus coûteuse en France que dans les autres pays européens

QUAND ils veulent convaincre leurs troupes qu'une réorganisation est indispensable, les chefs d'entreprise demandent à des consultants extérieurs de comparer la situation de l'entreprise à celle de ses concurrents. Dans la même logique, le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, a commandé à l'inspection générale des finances (IGF) un rapport sur l'organisation des systèmes fiscaux étrangers. Transmis aux organisations syndicales jeudi 22 avril, ce document met en évidence le coût élevé de la gestion de l'impôt en France : 1,6 % des recettes collectées, contre 0,89 % en Espagne, ou

l'état et le budget annexe des prestations agricoles. Conséquence : chaque échec de TVA encaissée donne lieu à des écritures comptables multiples. Dans un autre registre, la France est la championne de la parafiscalité, un ensemble de « micro-impôts » qui alimentent des organismes publics variés et sont souvent chers à percevoir. On découvre ainsi qu'il existe une taxe de 6 centimes par hectolitre de jus de tomates pour financer un organisme de recherche agroalimentaire.

La France se distingue également par la multiplicité des organisations qui s'occupent de l'impôt.

Enfin, la plupart des administrations fiscales étrangères se sont réorganisées en partant d'un double constat simple. Non seulement plus de 90 % des contribuables paient leurs impôts spontanément. De surcroît, plus le « service au client » est une réalité, plus les contribuables paient spontanément leurs impôts. Pour cette masse de personnes, physiques ou morales, qui respectent la loi fiscale, autant « industrialiser » au maximum la collecte de l'impôt pour la rendre la plus économique possible. Informatisation croissante, création de nombreux services téléphoniques et électroniques, utilisation d'un « identifiant » fiscal unique, mise en place d'un interlocuteur unique par contribuable, retenue à la source : autant de solutions qu'ont retenues nombre de pays pour simplifier la déclaration et la collecte de l'impôt.

MISSIONS À RESTRUCTURER

La leçon à tirer des expériences étrangères est la suivante : pour les contribuables qui ne font pas de difficultés, il faut organiser un recouvrement spontané de l'impôt et restructurer les missions de l'administration. La France est l'un des rares pays où le calcul de l'impôt puis sa collecte sont traités par deux administrations différentes : la DGI et le Trésor public ; le rapport de l'IGF milite donc pour une fusion de ces deux administrations.

En revanche, pour la minorité des contribuables qui ne respectent pas la loi, les pays étudiés par l'IGF ont largement renforcé les moyens de recouvrement et de contrôle fiscal. Ainsi, les Canadiens ont-ils mis en place un centre d'appel national du recouvrement, assurant une relance téléphonique massive.

Comme le souligne le rapport de l'IGF, ces réorganisations, qui ont eu lieu partout, sauf en France et en Allemagne, depuis une dizaine d'années, se sont traduites par des baisses d'effectifs avec la montée en puissance de l'informatisation et des technologies de l'information. En France, les dépenses des administrations fiscales sont consacrées à 81 % au personnel, soit 13 points de plus que la moyenne de l'échantillon. À l'inverse, les dépenses informatiques sont deux fois moindres en France que dans les autres pays étudiés.

Virginie Mailhac

CAUVITIE

Des cheveux naturels et définitifs grâce aux techniques médicales les plus modernes.

CLINIQUE MATIGNON

AVENUE MATIGNON 1000 PARIS

RENSEIGNEMENT ET DOCUMENTATION SUR SIMPLE DEMANDE

TEL. 01 52 53 77 76 - 24 HOURS

www.clinique-matignon.com



Les associations antifascistes s'interrogent sur leur stratégie

LA SCISSON du Front national a relancé le débat, depuis le début de l'année, sur la stratégie de lutte contre l'extrême droite adoptée par les associations antifascistes. Les manifestations qui précèdent les déplacements de Bruno Mégret et Jean-Marie Le Pen restent-elles une arme pertinente ? L'affaiblissement des frères ennemis léninistes et mégrétistes doit-il conduire à lever la garde ou, au contraire, à être d'autant plus vigilant ?

Eric Osmond, porte-parole du Manifeste contre le Front national (association créée par le numéro deux du PS, Jean-Christophe Cambadélis), a ainsi, récemment, été alerté par d'étranges e-mails adressés au Manifeste et signés du mouvement de jeunes mégrétistes. Dans un de ces messages, le Mouvement national de la jeunesse (MNJ) informe de la tenue d'un meeting de « la jeunesse nationaliste » en donnant l'heure et le lieu de la réunion. Dans un autre, il demande, non sans humour, au Manifeste de « l'aider » à « lutter contre l'extrémisme de Monsieur Jean-Marie Le Pen » en dénonçant « l'intolérance, le fascisme et l'obscurantisme » de celui-ci.

La démarche de ces jeunes est certes grossière. Les mouvements antifascistes n'ont en effet pas besoin de ces messages pour connaître les rassemblements frontistes. Il n'empêche qu'elle témoigne, selon Eric Osmond, « d'une volonté de faire de nous des instruments dans la lutte entre les deux Fronts », ce qu'il refuse. Plus généralement, il remet en question les manifestations qui accompagnent systématiquement les déplacements en province de Bruno Mégret et - bien que plus rarement désormais - de Jean-Marie Le Pen. Elles n'aboutissent qu'à remettre ces derniers dans l'actualité. « Je préfère le silence à une manifestation qui, de toutes les façons, ne rassemblera que cinquante personnes », explique-t-il, avant de juger que l'ennemi ayant changé de visage, il convient de rechercher de nouveaux moyens de lutte.

Mais surtout, M. Osmond table sur un effacement - après les européennes - du FN-MN, voire du Front national pour l'unité française (FN-UF) de M. Le Pen. « Le mouvement contre l'extrême droite s'est créé alors qu'il y avait un unique ennemi, le Front national. Pour la première fois, les différents courants de l'extrême droite française s'étaient trouvés un chef unique qui pesait électoralement. Aujourd'hui, nous avons deux Front national aux contours imprécis tant sur leur positionnement l'un par rapport à l'autre que sur leur puissance réelle », explique-t-il, avant d'ajouter : « Il y a de fortes possibilités pour que l'on se retrouve dans un an avec un électoralat de 15 % qui n'aura pas renié ses idées mais qui n'aura plus de parti crédible pour le représenter. »

Le problème sera, alors, de veiller à ce que les partis de droite ne soient pas tentés de moissonner « des terres laissées sans propriétaires » en faisant de la surenchère sur les thématiques frontistes notamment la préférence nationale. « Il nous faudra », explique le représentant du Manifeste, « surveiller l'évolution de tel maire de droite ou de tel ex-FN, déceler les fusions de listes dès le premier tour, pendant la campagne municipale de 2001. »

Les collectifs de Ras l'Front jugent que M. Osmond va un peu vite en besogne. Rémi Barroux, leur porte-parole, estime que si un mauvais score électoral est en effet possible aux élections européennes

- surtout pour M. Mégret -, cela ne veut pas dire que l'appareil militant mégrétiste disparaîtra. Il n'écartera pas l'idée qu'il puisse « se présenter de façon autonome » au premier tour des municipales pour « passer des alliances techniques » au second tour, voir fusionner avec des listes de droite. « Je n'écarterai pas non plus la possibilité, d'ici deux ans, d'un rapprochement de type confédéral (...), surtout s'il y a une forte régression électorale », explique-t-il.

Ce militant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) n'est « pas d'accord avec les partis politiques qui disent que le FN ne serait qu'un électoralat de 15 %, orphelin et à récupérer. C'est un appareil militant, une capacité associative, qu'il faut surveiller ». Ce que Ras l'Front se pique de faire. Cette vigilance l'a d'ailleurs amené à alerter récemment les associations de locataires de HLM qui prendront part aux élections prévues à la fin de l'année, sur les intentions des mégrétistes de faire une offensive sur ce terrain où ils cherchent à s'implanter depuis des années.

« Je ne suis pas d'accord avec les partis qui disent que le FN ne serait qu'un électoralat de 15 %, orphelin et à récupérer. C'est un appareil militant qu'il faut surveiller »

Comme le rappelle M. Barroux, Ras l'Front a toujours diversifié son action en essayant d'être présent dans les quartiers, notamment dans les villes déteintes par des frontistes, et en organisant des réunions d'information et de formation. Cela ne l'empêche pas de considérer que les manifestations continuent d'être un maillon important dans la lutte et la mobilisation. « Il n'est pas question de baisser la pression pour laisser les deux Fronts reconstruire leurs forces. De les banaliser par l'oubli », déclare-t-il.

A Réflexe, autre mouvement antifasciste qui regroupe différents courants anarchistes, on tient le même discours. « Pas question de se résigner car ils restent deux pôles constitués », assure un de ses représentants. « Nous n'avons pas l'intention de laisser le terrain à l'extrême droite », renchérit Laurent Esquerre, secrétaire national d'Alternative libertaire dont les militants ont fait l'objet, avec des représentants du Parti communiste, d'une attaque musclée menée par des jeunes mégrétistes, dimanche 28 mars, sur un marché du 20^e arrondissement. Cette agression dénote, selon M. Esquerre, une volonté de la part du FN-MN de « s'affirmer par la radicalisation dans la bataille pour l'hégémonie contre le FN Le Pen ».

Enfin, Rémi Barroux craint qu'un mauvais score électoral des deux FN aux élections européennes ne rassure les partis politiques et les incite à minorer le rôle des associations dans la lutte contre l'extrême droite, alors qu'elles conservent, à ses yeux, une crédibilité particulière dans ce domaine.

Ch. Ch.

هكذا من الأصل

LOGEMENT Un rapport remis à Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, dénonce l'insuffisance de la législation sur le logement insalubre. Le document stigmatise en

particulier le mécanisme pervers d'attribution de l'allocation-logement, indépendant de tout critère de confort. ● LE RAPPORT constate que l'on peut tout louer, tout

vendre et tout habiter et à n'importe quel prix. ● UN MARCHÉ du logement insalubre s'est ainsi développé dans les régions, comme le Nord, où de nombreux logements

sans confort sont loués à des familles en difficulté par de petits propriétaires qui les rachètent à bas prix et réalisent un placement fructueux. ● À PARIS, un îlot insalubre

squatté par des familles africaines est laissé à l'abandon. La Ville, qui en est propriétaire, ne déclenche pas la procédure de reconnaissance de l'insalubrité.

Comment l'allocation-logement finance le marché des taudis

Un rapport remis à Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, dénonce le fonctionnement pervers du système des aides versées indépendamment de tout critère de confort. Il préconise un renforcement de la protection des locataires et la révision des critères de l'insalubrité

« LOUE À HAUTMONT, rue des Bassins, maisonnette sans confort, 2 000 francs par mois. Aucune caution exigée. » La petite annonce à laquelle Annie Colpin, trente-neuf ans, a répondu il y a un an aurait pu être rédigée ainsi. Avec ses deux enfants à charge, une demande de logement HLM depuis longtemps perdue dans les sables, 3 200 francs de RMI et 3 000 francs d'allocation familiale, elle ne pouvait guère faire la difficile. Ni sur l'état de ce logement dont les plafonds s'écroulent ni sur le montant du loyer, prohibitif pour cette petite commune sinistrée de la vallée de la Sambre, à la périphérie de Maubeuge (Nord).

Dans la ruelle barrée par une voie ferrée désaffectée et bordée d'entrepôts en ruines, subsistent trois maisons identiques accolées. Le propriétaire de l'ensemble possède quatre autres maisons dispersées dans la ville ainsi qu'un petit immeuble de chambres meublées louées à des célibataires.

Il pratique un prix unique - 2 000 francs mensuels - et n'exige ni paiement d'avance ni caution. C'est cela qui a décidé Annie Colpin, en plus de l'absence de charges, « trop lourdes en HLM ». Pour le propriétaire, c'est une aubaine : l'allocation-logement, qui couvre entièrement le montant du loyer, lui est directement payée chaque mois, par la Caisse d'allocation familiale (CAF).

« La CAF lui verse même 78 francs de plus, que j'ai toutes les peines du monde à récupérer », tient à préciser M^{me} Colpin.

La « cuisine » est, visiblement, un appentis transformé à la hâte,



dont le toit, couvert de tôles ondulées vaguement transparentes, ne résiste pas aux grosses pluies. Une cloison de plâtre sépare la pièce du coin salle d'eau-WC, sans tout-à-l'égout ni aération. A l'étage, les sols s'enfoncent, « on a posé des plaques mais ça ne tient pas », se plaint la locataire. Les murs sont rongés par l'humidité et les fenêtres ferment à peine.

Ce cas n'est pas isolé. A quelques kilomètres d'Hautmont, à Neuf-Mesnil, une autre famille en grande difficulté paye 2 500 francs pour une maison de quatre pièces, sans WC intérieur ni eau chaude. « Pour le même prix, constate Béatrice Pissone, directrice de l'association Habitat pour tous, vous louez,

sans difficulté, si vous êtes salarié, un grand trois-pièces dans un immeuble quasi résidentiel. »

Mais les ménages très démunis qui font depuis dix ans la fortune des petits investisseurs dans la région n'ont pas la chance d'être salariés. Pour cette raison, ils sont à la merci des propriétaires peu scrupuleux qui ont su tirer profit des retombées de la récession économique qui a frappé la région.

La CAF, qui, grâce au système du tiers-payant, leur verse directement l'allocation-logement (AL), cautionne, de fait, le système en transformant cette clientèle en grande difficulté en locataires parfaitement solvables. « Aucun risque d'impayés, souligne Béatrice

Pissone. Ces ménages qui vivent presque tous de revenus de transfert et qui sont entièrement couverts par l'AL sont très recherchés par les propriétaires. Bien plus, en tout cas, que les petits salariés. »

Le système pérennise l'insalubrité parce que les Caisse d'allocation familiale (CAF) attribuent l'allocation-logement uniquement en fonction des ressources et de la composition de la famille, sans le moindre contrôle sur l'état des logements. Seuls sont théoriquement exigés la présence d'un point d'eau, l'évacuation des eaux usées, un WC « même commun » et « la possibilité » d'un chauffage. Un conduit de cheminée ou une prise électrique font donc l'affaire.

« L'effet pervers est tel que le loyer est fixé en fonction du montant de l'aide et non du logement, sans qu'aucun critère de confort - hormis un point d'eau - ne soit exigé par la CAF, explique Jean-Marie Allain, fondateur de l'association Habitat pour tous. Le marché fonctionne un peu comme si les pauvres ne pouvant pas accéder à la médecine de ville, l'Etat autorisait les rebouteux à exercer la médecine et remboursait les frais de consultation. »

Dans toute la région Nord, de Maubeuge à Lille, Roubaix ou Valenciennes, un véritable marché du sous-logement a ainsi prospéré. Il y a quelques années, des rues entières étaient à vendre dans les communes de la vallée de la Sambre, la crise industrielle ayant provoqué un exode massif. L'offre pléthorique de maisons individuelles à vendre a fait s'effondrer les prix, tandis que s'accroissait la masse des ménages pauvres en quête d'un logement local. Les petits investisseurs privés ont vite compris le parti qu'ils pouvaient tirer de cette clientèle rendue solvable par l'allocation-logement. Certains propriétaires parisiens modestes se sont ainsi spécialisés dans l'achat à bas prix d'immeubles qu'ils louent. A Jeanmout, par exemple, un immeuble vient d'être acheté 200 000 francs par un de ces spécialistes. Chacun des quatre logements sera loué 2 500 francs. Le retour sur investissement est imbattable : moins de deux ans.

Cette situation est dénoncée dans un rapport de l'inspection générale de l'équipement remis au

secrétaire d'Etat au logement, Louis Besson (lire ci-dessous). Le document stigmatise notamment le système du tiers-payant « qui facilite grandement la solvabilisation officielle de logements qui peuvent être considérés comme des taudis ».

A l'étage, les sols s'enfoncent, « on a posé des plaques mais ça ne tient pas », se plaint la locataire

Ce système pervers cautionne en outre le rejet des familles les plus démunies par les organismes HLM. Il « plombe » aussi les dispositifs d'aides financières mis en place par l'Etat pour aider les propriétaires à réhabiliter leurs logements. Ainsi, dans le Nord, l'association Habitat pour tous peine à promouvoir le « bail à réhabilitation » qui permet pourtant aux propriétaires de toucher une subvention conséquente pour effectuer des travaux. « Soit une heure de ce type seulement ont été signés dans les vingt-trois communes où nous travaillons, constate M. Allain. Tous simplement parce que les loyers sont plafonnés et donc très inférieurs à ce que rapporte, sur le marché non réglementé, un logement parfaitement décent. »

Christine Garin

Squat pour 60 familles dans un îlot vétuste à Paris

C'EST UN CARRÉ d'une dizaine de petits immeubles vétustes, à deux pas du Parc de la Villette. S'y entassent, depuis dix ans, une soixantaine de familles, toutes d'origine africaine, qui squattent, faute de mieux, des logements minuscules. L'îlot Petit, dans le 19^e arrondissement de Paris, condense tout ce qui caractérise la situation parisienne. Propriétaire depuis 1993, la Ville n'a jamais eu de projet pour cet îlot dont les logements ont été abandonnés aux squatters. Le sont-ils tous, d'ailleurs ? Certains locataires, déjà en place en 1993, auraient, après cette date, continué à verser des loyers à leur ancien propriétaire. D'autres assurent qu'ils ont été trompés par de prétendus propriétaires qu'ils ont payés pour entrer dans les lieux.

La confusion est totale, et, depuis huit ans, personne n'a véritablement tenté d'y voir clair. Quand un incendie se déclare - le dernier date du 21 avril -, le logement est muré et la famille sinistrée relogée à l'hôtel ou dans un foyer d'urgence... jusqu'à l'arrivée d'un nouveau ménage. Personne n'y comprend rien, personne n'est responsable et surtout pas la Ville. Elle s'est contentée, pour le moment, de réclamer l'expulsion des occupants mais aucun des 24 jugements d'expulsion obtenus n'a été exécuté. En dépit des efforts déployés par les associations de quartier, la situation s'enlise : les deux partenaires concernés, la Ville de Paris et la préfecture, restent fermes sur leurs positions. La première joue l'usure, table sur le découragement des familles et avance, par la voix de Michel Bultel, adjoint au maire de Paris, chargé du logement, qu'« on ne peut pas donner priorité aux squatters, qu'il faut d'abord expulser et procéder à des relogements, au cas par cas, si nécessaire ». La seconde, soutenue par le secrétaire d'Etat au logement, Louis Besson, attend du maire de Paris qu'il « s'engage fermement et engage ses bailleurs sociaux sur le relogement de la moitié des ménages concernés ». Entre les deux, Roger

Madec, maire (PS) du 19^e qui a succédé à Michel Bultel lors des élections municipales de 1995, réclame inlassablement « une table ronde pour examiner au cas par cas le relogement des familles » ainsi qu'un « projet d'ensemble » pour l'îlot.

Quand un incendie se déclare, le logement est muré et la famille sinistrée relogée à l'hôtel... jusqu'à l'arrivée d'un nouveau ménage

L'îlot Petit n'a jamais fait l'objet d'aucune procédure pour insalubrité alors que le maire de Paris a reconnu, dans une réponse à une question orale posée au Conseil de Paris le 22 mars, « des signalements de saturnisme » dans l'un des immeubles. Et pour cause : il faudrait, pour que soit pris un arrêté d'insalubrité, que la Ville saisisse, puis qu'elle est propriétaire, son propre service d'hygiène, qui a seul pouvoir d'instruire les dossiers en la matière.

La seule avancée récente est l'accord de principe de la mairie de Paris, au Conseil de Paris du 22 mars, pour « une réunion de concertation » sur le sort des familles. « Cette procédure non prévue initialement aura des effets sur le calendrier de l'opération », a risqué le maire de Paris. La Préfecture, de son côté, laisse entendre qu'elle refusera les relogements massifs en hôtels. Le couple et ses deux enfants victimes d'un incendie le 22 mars a pourtant été relogé, par les services municipaux, au foyer d'urgence Baudricourt, dans le 13^e arrondissement.

Ch. G.

Des locataires démunis sans protection légale

UN MARCHÉ OFFICIEL du logement insalubre existe en France. L'ampleur de ce « sous-marché » de « sous-logements » est impossible à évaluer car aucune enquête sur l'insalubrité n'a été menée depuis vingt ans. Parfaitement intégré dans les mécanismes économiques locaux, très rentable pour les propriétaires, il s'adresse à une clientèle très démunie et captive, qui n'a pas accès au parc HLM.

Ce constat introduit un rapport remis, en octobre 1998, à Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, par Nancy Bouché, inspecteur général de l'équipement. Il est connu et régulièrement rappelé par les associations. Dix ans après le vote de « loi Besson » sur le droit au logement, c'est la première fois qu'un expert se penche sur l'incroyable maquis de textes régissant l'insalubrité et le péril et tente de démêler les responsabilités des différents partenaires : administrations d'Etat, collectivités territoriales et propriétaires.

Selon le document, il y a urgence à inverser la logique actuelle, « extrêmement protectrice de la propriété privée au sens le plus traditionnel du terme » mais plus que désinvolte à l'égard des occupants. Juridiquement, en France, « on peut tout louer, tout vendre et tout habiter à n'importe quel prix », rappelle l'auteur. La législation en matière d'insalubrité est très ancienne, souvent mal appliquée et elle ne protège en rien - bien au contraire - les occupants des logements visés.

NORMES D'HABITABILITÉ

Un WC intérieur, un point d'eau, un chauffage : telles sont les normes de « confort » retenues par l'Insee, normes minimales mais auxquelles plus de neuf cent mille logements échapperaient encore. Mais l'état réel des habitations et leur niveau d'entretien n'est pas répertorié. Quand au Code de la santé publique, il limite « aux combles, aux caves et aux pièces non éclairées », ce qui est - théoriquement - interdit à la vente ou à la location. Des normes minimales d'habitabilité sont bien prévues

dans les règlements sanitaires départementaux (RSD) mais elles ne sont applicables que lorsqu'un propriétaire entreprend des travaux. Par ailleurs, la loi de 1989 sur les relations bailleurs-locataires n'oblige pas les propriétaires à louer un logement aux normes.

Dans tous les cas, le locataire lui-même doit prendre l'initiative pour faire valoir ses droits. Or les personnes concernées, généralement parmi les plus démunies,

d'investissement ne peut offrir.

Même la notification, par le préfet, d'un arrêté de péril ou d'insalubrité n'améliore pas le sort des occupants, bien au contraire. Un immeuble est déclaré insalubre sur la base d'un rapport de la Ddass ou du service communal d'hygiène - quand celui-ci existe. S'il est déclaré « insalubre irrémédiable », le préfet peut décider une « interdiction d'habiter ». Si l'insalubrité est jugée « réparable », le préfet peut

Le régime particulier de la Ville de Paris

En matière de traitement de l'insalubrité et de péril, la Ville de Paris jouit d'un régime particulier, hérité du XIX^e siècle. En plus de la commission des logements insalubres, créée en 1850, le conseil départemental d'hygiène instruit les affaires intéressant les îlots ou les immeubles insalubres. Quant au service chargé de l'hygiène, rattaché directement à la direction du logement de la Ville de Paris, il instruit les dossiers pour le compte du préfet de Paris.

Les « immeubles menaçant ruine » relèvent, eux, du préfet de police de Paris qui prend les arrêtés de péril. Quarante-deux architectes de sécurité, recrutés sur concours, assurent la surveillance des immeubles. Quelque 120 immeubles parisiens font ainsi, selon l'inspection générale de l'équipement, l'objet d'une attention particulière. Dix mille lettres de mise en demeure de travaux sont envoyées chaque année. Cent à cent cinquante arrêtés de péril sont pris par an, 80 bâtiments font l'objet de travaux d'office.

étrangers en situation irrégulière, ménages expulsés ou sortants d'hôtels meublés ne sont pas les mieux placés pour livrer bataille contre leurs propriétaires.

Plus paradoxal encore, souligne Nancy Bouché, les aides publiques, fonds de solidarité logement (FSL) et allocations-logement (AL), financent directement l'insalubrité, en toute légalité, concourant au maintien des populations les plus fragiles dans la fraction du parc privé la plus dévalorisée.

« La généralisation du tiers payant - qui permet à la caisse d'allocation familiale de verser directement l'allocation-logement au propriétaire - a facilité grandement la solvabilisation officielle de logements qui peuvent être considérés comme des taudis », s'indigne Nancy Bouché. Pour les propriétaires, ce type de placement immobilier offre « une rentabilité exorbitante, qu'aucun autre type

prescrire des travaux aux propriétaires. Mais il y a loin du principe à la réalité. Les procédures très longues et complexes, inadéquates, notamment, au régime de la copropriété, aboutissent rarement.

Lorsque des travaux sont prescrits, leur réalisation n'est pas contrôlée. Résultat : « On retrouve, vendus par des marchands de biens, des immeubles insalubres et interdits à l'habitation où les travaux n'ont pas été faits et qui seront de nouveaux occupants ou qui, au contraire, après éviction des occupants, seront recyclés. »

La protection des occupants, même locataires en titre, et leur droit au logement sont en fait quasi nuls. Un arrêté de péril ou d'insalubrité « irrémédiable » fait perdre aux occupants le bénéfice du maintien dans les lieux, sans aucune indemnité ni droit au relogement. Du coup, souligne Nancy Bouché, beaucoup d'arrêtés d'in-

salubrité se limitent à interdire l'habitation après le départ des occupants, « en attendant que les choses se règlent d'elles-mêmes ».

Fort de ces constatations, le rapport propose d'accroître la pression sur les propriétaires et de renforcer la protection des locataires mais aussi de tous les « occupants réguliers et de bonne foi », à l'exception « des squatters entrés par voie de fait ».

REMISE À PLAT

Outre la remise à plat des critères d'insalubrité non revus depuis 1971, il suggère que les arrêtés préfectoraux d'insalubrité soit notifiés aux CAF et aux gestionnaires des fonds de solidarité logement (FSL). Leur contenu devrait porter obligatoirement la mention d'un organisme responsable des travaux et des conditions précises du relogement « qui devrait incomber au propriétaire ».

Autre proposition : conditionner l'octroi de l'allocation-logement en tiers-payant à « des normes réelles d'habitabilité qui ne se limitent pas à un point d'eau, comme aujourd'hui ». Il y a urgence, souligne Nancy Bouché, dans la mesure où l'insalubrité, au 1^{er} janvier 1999, dans huit agglomérations, d'une taxe sur les logements vacants depuis au moins deux ans (Le Monde du 24 décembre 1998) devrait remettre sur le marché des logements « qui ont peu de chances d'être en état d'habitabilité sans travaux ».

Salubre, le rapport Bouché sur l'insalubrité arrive paradoxalement près d'un an après le vote de la loi d'orientation contre les exclusions dont l'important volet logement se borne, en matière d'insalubrité, au problème central - mais non exclusif - du saturnisme. Le futur projet de loi sur l'habitat et l'urbanisme sera l'occasion, assure-t-on au cabinet de Louis Besson, de réparer cette lacune et de remanier l'ensemble des textes législatifs et réglementaires sur la question afin d'améliorer la protection des habitants concernés.

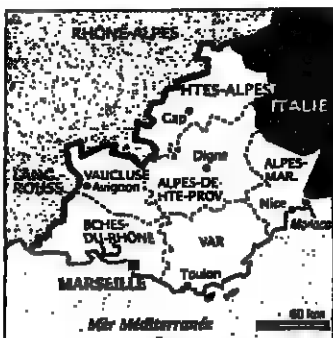
Association communautaire
Assemblée générale
tous les jours
dans le Carreau
Tarif à la ligne
120 F TTC (18,29)
01.42.17.39.80
Fax: 01.42.17.21.55

LES RÉGIONS EN CHANTIERS

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Développer les transports pour désengorger les métropoles

Faiblesse des réseaux ferroviaires, insuffisances des infrastructures routières.... Le casse-tête des déplacements est au cœur des principaux débats d'aménagement du territoire, dans cette région très urbanisée. Droite et gauche affirment leur foi dans les transports collectifs

**MARSEILLE**

MARSEILLE
de moins correspondant régional.
Le diagnostic est partagé de l'autre côté en matière de transport, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) est la veille du choc lourd. Première raison : la saturation des déplacements, générale, et particulièrement marquée dans cette région qui assurent la fonction de passage — entre sud et nord et est et ouest — sur le plan économique. De nombreuses voies routières sont déjà proches de la saturation. Autre raison : les transports collectifs connaissent, comme l'écrit justement la CGT des cheminots, « un retard historique ». Les effets d'engorgement atteignent des niveaux alarmants autour des métropoles. Le moindre incident dans les quartiers de Marseille provoque les embouteillages dans toute l'agglomération, jusqu'à Aix ou Aubagne. Et la situation n'est que meilleure dans les Alpes-Maritimes autour de Nîmes.

Les schémas de réseaux locaux, que prépare et annonce actuellement le directeur de la SNCF, révèle le retard de la région par rapport à ses homologues européennes. De leur côté, les départements de la région, encore si faibles avec leurs autres domaines de développement, comme Marseille, Nice, l'Italie ou Grenoble. La faiblesse, historique elle aussi, de liaisons ferroviaires en direction de ces départements ne simplifie pas le problème. Et les élus locaux imaginent mal leur région avec un nouveau routier plus développé.

Les échanges de circulation intrarégionales s'ajoutent à celle avec le reste du monde. L'abandon du grand canal Rhin-Rhône, condamné par les élus régionaux de diverses tendances, pèse

MAJ 1994 ■ dossiers, comme le report de la déclaration d'utilité publique (DUP) pour l'autoroute A 51 dans les Alpes (Grenoble-Sisteron).

Cette accumulation de problèmes met la question du rapport des pouvoirs principaux de l'aménagement du territoire qui s'ouvre — et bien sûr au cas de l'Union — au plan régional en préparation. C'est l'absence de l'institution régionale qui se prononce. Les consultations vont en révéler l'état, s'il a fait connaître ses intentions générales pour l'aménagement territorial d'aménagement (DTA), que pilote le préfet, n'a pas encore dévolué le périmètre de ses interventions. Cette difficulté, soulignée dans l'entourage du président de la région, Michel Vauvart (PS), se résout à ne pas prendre leur pleine dimension d'aménagement du territoire, vocation naturelle de l'institution régionale. Elle ne peut se réduire à une série de mesures techniques à caractère ad hoc ou local. Le maire de Vauvart (PS), président de l'Union des maires des Bouches-du-Rhône, Jean Bourdin-Paquet (PS), met d'ailleurs l'accent sur cette difficulté lors d'une consultation régionale organisée par le conseil général, en évoquant « l'absence de la région de l'aménagement de l'espace à la plupart des maires ».

D'AUTRES PRIORITÉS

Christian Estrosi, élu des Alpes-Maritimes au président du groupe RPR au conseil régional, se méfie de cet argument de la majorité : « On va de gauche et à droite, mais on ne pourra se faire entendre qu'à travers les conseils généraux » dont quatre sur six sont de droite. Il veut hériter à la bergerie : Michel Rocard, avant la qualité des débats qu'il entretient avec ces présidents des assemblées départementales, qu'il rencontre régulièrement. Mais, surtout, il est sur un conseil régional des transports, qui intégrera des réflexions de six « forums » qui se tiendront d'ici à juin. Elisabeth Guilgou, qui préside une lourde commission de l'aménagement du territoire, en a résumé la philosophie : il faut « combler les lacunes accumulées durant les plans précédents, et pour cela

Une forte demande de transports régionaux ferroviaires

RÉGIONS

Région	en %
ALSACE	7
AQUITAINE	5,5
AUVERGNE	3,2
BOURGOGNE	0,1
BRETAGNE	5,9
CENTRE	3,5
CHAMPAGNE-ARDENNE	0,8
CORSE	non disponible
FRANCHE-COMTÉ	1,8
ÎLE-DE-FRANCE	1,2
LANGUEDOC-ROUSSILLON	3,8
LIMOUSIN	3
LORRAINE	0,7
MIDI-PYRÉNÉES	5,8
NORD-PAS-DE-CALAIS	0,8
BASSE-NORMANDIE	6,5
HAUTE-NORMANDIE	5,9
PAYS DE LA LOIRE	6,8
PICARDIE	1,3
POITOU-CHARENTES	3,4
PROV.-ALPES-C. D'AZUR	3,4
RHÔNE-ALPES	6,8

LES RÉGIONS EXPÉRIMENTALES

ÉVOLUTION 1996-1997
DU TRAFIC VOYAGEURS

ALSACE +2,3%

CENTRE +7,4%

FAVA +3,5%

PAYS DE LA LOIRE +4,2%

NORD-PAS-DE-CALAIS +2,2%

RHÔNE-ALPES +7,2%

Moyenne des six régions expérimentales = +4,7 %

Moyenne des autres = +1,4 %

Depuis janvier, le Limousin est la 7^{ème} région expérimentale de la régionalisation de la SNCF. Ces conseils régionaux ont la faculté d'intervenir pour l'entretien ou le remplacement du matériel roulant, les investissements locaux, la tarification, le renforcement des services... par exemple par le « co-financement » à l'exclusion des services de base.

La régionalisation de la SNCF, entamée depuis 1997, est considérée comme un succès. Le Monde du 31 avril 1998. Le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, a annoncé le 31 mars sa intention d'étendre à l'ensemble des régions cette régionalisation afin d'éviter les inégalités de traitement et un système « à deux vitesses ».

«... et rééquilibrer ». Il faut surtout « sortir du tout-routier, du tout-côtière, du tout-État ».

La visite, au conseil régional, le 12 avril, des ministres Dominique Voynet et Jean-Claude Gayssot, respectivement **ministre de l'Équipement** et **ministre de l'Environnement**, a officiellement **ouvert**

le débat - et les hostilités. La première avait émis des doutes, dans un entretien accordé au quotidien *La Provence*, sur la fonction de l'A 51, pendant que le second dénonçait l'abandon du tunnel de Mercantour. Bernard Lasserre, président du groupe DL au conseil régional, et Christian Estrosi, au

[illegible]

LES RÉGIONS EXPÉRIMENTALES
ÉVOLUTION 1996-1997
DU TRAFIC VOYAGEURS

ALSACE	+2,3%
CENTRE	+7,4%
FRCA	+3,5%
PAYS DE LA LOIRE	+4,2%
NORD-PAS-DE-CALAIS	+2,2%
RHÔNE-ALPES	+7,2%

Moyenne des six régions
expérimentales = + 4,7 %.
Moyenne des autres = + 1,4 %

Depuis janvier, le Limousin est la 7^e région expérimentale de la régionalisation de la SNCF. Ces conseils régionaux ont la faculté d'intervenir pour l'entretien ou le remplacement du matériel roulant, les investissements locaux, la tarification, la renforcement des services — par exemple par le « cadencement » — à l'exclusion des autres des personnes.

sident de la commission des transports et de l'énergie, annonce ses objectifs : la mandature actuelle doit mettre en route le début du doublement de la voie ferrée entre Aix et Marseille et le triplement de celle qui relie Cannes à Nice. Mais Gérard Piel — au-delà — compte sur les « comités de ligne » mis en place pour faire avancer ses idées et se regroupent, les régions ouvrent, SNCF, région, élus locaux, se rescent les besoins. Le président de la commission souhaite plaisir aux élus locaux qui s'opposent aux avancées ou améliorations du rail chez eux : tout le monde sent que c'est un besoin vital ».

En face, Christian Estrosi n'admet pas du tout l'entente dire que « la gauche, c'est le rail, et la droite, les routes ». Il souligne que l'Etat a précédemment majorité, sous la présidence de Jean-Claude Gaudin, qui avait demandé, et obtenu, que la région PACA soit l'une des six régions pilotes qui devaient développer une « politique structurée » des transports (voir infographie). Il se déclare donc volontiers « en faveur du développement des transports collectifs », mais n'empêche pas d'exprimer ses exigences sur le contrat de plan en matière de transports. D'abord, il demande que l'Etat ne triche pas en reportant les crédits non prévus dans le précédent plan sur le prochain. Il tient à préciser en accord sur ce point avec toutes les autres forces politiques, à trois équipements régionaux (lire ci-contre). D'autres priorités se dessinent, selon lui, dans les Alpes, comme Gap-Briançon, ou pour la RN 202 bis, près de Nice, contestée par le nombre d'élus locaux de gauche et dont le tribunal administratif de Nice vient encore d'annuler un acte de procédure.

Mais si l'on veut dépasser les déclarations de principe, dans ce vieux débat, il faudra pourtant débattre tout de même pour débattre de ces choses : les budgets ne sont pas commodes. C'est l'un des enjeux majeurs des discussions annuelles entre tous les acteurs de la région et aussi avec l'Etat.

Michel Samlson

PROCHAINES ARTICLES :
 Île-de-France
 et ses déséquilibres

Les financements croisés

EST L'ÉTAT qui, par manque de ressources financières, a, le premier, tenté le concours de collectivités locales pour monter des opérations qui pourtant relèvent de ses compétences: ainsi s'est installée la pratique du financement par emprunt. Parfois, les collectivités locales, pour financer le budget d'une opération, qui vient frapper à la porte d'un secteur régional ou des conseils généraux. Enfin, les collectivités tentées, pour soigner leur image, de participer à des opérations de « grand public », même si ceux-ci ne s'inscrivent pas directement dans leur champ de compétences. Multitude de leurs logos sur des affiches, des spectacles ou des événements. Les financements ont ainsi pu se multiplier au fur et à mesure que les capacités d'intervention de l'Etat et des collectivités réduisent. Et la réalisation d'une opération n'est rendue possible que grâce à la présence de plusieurs partenaires: l'Etat, la commune, le département, la région, l'Europe.

■ Aspect positif. Le financement croisé permet, parfois, de réaliser des économies d'échelle. Ainsi, la construction d'un gymnase de compétence communale. Mais, en contrepartie de l'usage qu'en font les collèges ou lycées voisins, la municipalité va bénéficier de l'aide du conseil général ou du conseil régional, respectivement chargés de la construction des collèges ou des lycées. C'est le financement croisé qui permet une rationalité dans l'investissement.

■ **Aspect négatif.** La superposition d'intervenants ralentit la prise de décision, voire rend difficile la conduite des opérations. Il en est ainsi de la politique de la ville à laquelle Etat, régions, départements, groupements de communes ou communes sont appelés à participer. D'où, souvent, une déperdition d'énergies sur le terrain.

Si l'un des partenaires rencontre des difficultés pour honorer ses engagements financiers, l'ensemble du projet est retardé. L'Etat pratique parfois ces reports financiers.

chefs de file. De nombreux élus ont aujourd'hui qui la conduite d'une opération revient à un « chef de file ». Mais cela changera-t-il les pratiques ? Dans toute opération, une collectivité assure la maîtrise d'ouvrage. A ce titre, elle devrait piloter le dossier. La loi Pasqua de 1995 sur l'aménagement du territoire prévoyait d'introduire la notion de « chef de file ». Mais le Conseil constitutionnel a, le 27 janvier 1995, considéré que cette notion est anticonstitutionnelle, car actif qu'elle portait atteinte à la liberté d'association des collectivités locales.

Lors de l'examen au Sénat de son projet de loi sur l'aménagement du territoire, fin mars, Dominique Voynet s'est opposée à un amendement des parlementaires qui réintroduisait la notion de « chef de file », au motif que cette notion « doit faire l'objet d'un débat approfondi à l'occasion d'un projet de loi sur la répartition des compétences ».

BESANCON

de notre correspondant

En détaillant l'accord conclu avec Jean-François Humbert, qui faisait de l'ancien UDF le nouveau président de la région, Françoise Comte, Pierre Moscovici (PS), lui-même élu dans le Doubs, ont eu le commentaire, au sein du conseil 3 avril 1993 : « Nous avons offert un modèle à la France. » Un an a passé, mais le projet de loi de décentralisation ne remue pas en cause la stratégie, même si elle souligne les limites : « La droite a eu tendance à en tirer son avantage, et cet accord, signé avec un certain parti politique, a été déséquilibré l'usage par l'exécutif. » Et d'ajouter, « propos de l'ambiance dans les débats d'une assemblée, désormais condamnée à l'entente forcée : « L'apprécié les choses, la compagnie, mais je regrette qu'elles ne soient pas plus... »

Exception faite du FN, rejeté par les deux camps. « Mouvement des jeunes paysans », les parons ont toujours, à gauche et à droite, des PS, PC Verts, divers gauches) ne pas avoir été jusqu'au bout des candidats, comme Pustet, ou encore que la Franche-Comté (la région « réservée », MJC) « en cas de victoire », les protagonistes du contrat républicain assurent tous que, « si c'était à refaire », ils le feraient. Car avec une stricte égalité entre droite et gauche (ou plutôt conseillers chuchoteurs) un FN en position d'arbitre (neuf élus), la région risquait de connaître les Rhône-Alpes, la Bourgogne ou le Languedoc-Roussillon. Ou

une hypothèse, d'hériter d'un président au **limite** du plus âgé. Et l'UDF regorgeait de **sexagénaires**... Face à cette situation, M. **Mitterrand** avait donc préféré **laisser la main** choisir son **exécutif**.

En contrepartie, la gauche a araché plusieurs présidences de commission : les moyens humains et matériels, ainsi que la création d'une commission (aussitôt rebaptisée, par les ultras de l'intergroupe UDF-RPR, les « commissions Micky's ») qui lui a permis de faire du MDC. C'est la seule recherche de consensus.

« Il n'a jamais de question, nous pour nous adversaires, de renier nos convictions, insiste M. Humbert. Un code de conduite existe, il veut pas accord politique sur le fond. exécutif a pris en compte les propositions de la gauche, dès lors qu'elles apprennaient à se accepter. La même formule et des mots différents. C'est la population n'aime pas. La la du succès, c'est l'écrit d'ouverture.

du succès, c'est l'esprit d'ouverture réciproque. »

Krattinger (PS), bras droit de M. Moscovici, pondère tout de même : « L'image de la Franche-Comté est bonne, mais si la droite et la gauche peuvent s'en prévaloir, c'est le plus souvent la gauche qui a effectué le bûcher. » Le 19 décembre 1985, le budget de 1,38 milliard de francs (210 millions d'euros), qui avait été adopté sans difficulté, à la suite de l'abstention de l'opposition, s'est avéré un succès.

férents points, notamment en faveur des lycées. « Pierre Laroche a mis la pression, mais le résultat est là, nous avons gagné », a déclaré M. Laroche.

UDF-RPR, dont une pre

■ La clé du succès, c'est un esprit d'ouverture réciproque ■

La mouture avait été recalée en juin par la gauche, le plan de Franche-Comté 2 000 emplois a lui aussi été adopté six mois plus tard. « Aujourd'hui, 70 % des personnes embauchées dans le cadastre relèvent les publics en difficulté », note l'élu PS. Si nous n'avions pas contraint l'exécutif à améliorer les conditions d'application, nous n'aurions pas pu dire : »

La coalition **gauche** déplore encore « que la droite ait tant **chigné** à accompagner l'action du gouvernement, en particulier **domaine** **35 heures** » elle **sedit** **inquiète** » à la veille de la négociation du contrat de plan Etat-région. « A l'heure où la Franche-Comté aborde cette période charnière, il **impossible** **connaître** **priorités d'un exécutif** » à **contradictions** » plaint M. Krattinger. « L'aboutissement, c'est d'avoir **ministre** qui **directement concernés**, rend M. Moscovici, **qu'il s'agisse**

■ Dominique Voynet pour l'aménagement du territoire, ■ Jean-Pierre Chevènement pour l'intérieur, ou ■ moi-même pour les fonds européens. Mais même s'ils ont des aiguillons positifs. Mais il faut que la droite accepte que le dialogue ne se fasse plus dans son seul sens. »

La négociation à venir devait :
 — décaler, temps, un important
 contentieux autrichien, la mise à
 2 x 2 voies de la RN 19, au
 Langres — Belfort, dont M. Hum-
 rédamaik le « règlement prévi-
 sionnel » de la signature du
 contrat, le plan. En visite à Besan-
 con 2 avril, Dominique Voynet
 déminé le terrain en annonçant
 que le ministre, transports,
 Jean-Claude Gayssot, avait accepté
 le financement de ce chantier, en
 complément des crédits ordinaires
 et du contrat plan. On m'ac-
 cuse de défiance en-
 l'Etat, c'est faux, s'insurgeait
 M. Humbert. Simplement, le vrai
 contrat est, pour moi, celui dans le-
 quel chaque parti peut apporter ce
 qu'il veut, au simple
 catalogue des
 politiques nationales, comme on
 parfois l'impose ici. Afin
 de pas briser leur
 pour la France», droite et gauche
 s'efforcent de construire le
 « compromis positif » comme règle,
 à condition que « le camp d'en
 force » ne dérape pas. « La France
 Comté de la rap-
 pelle M. Moscovici, nous devons
 joindre nos énergies et jouer en-
 semble. On ne peut pas, du terme,
 pour éviter qu'elle ne reste à
 l'écart.

Jean-Pierre Tenoux

HORIZONS

ENQUÊTE

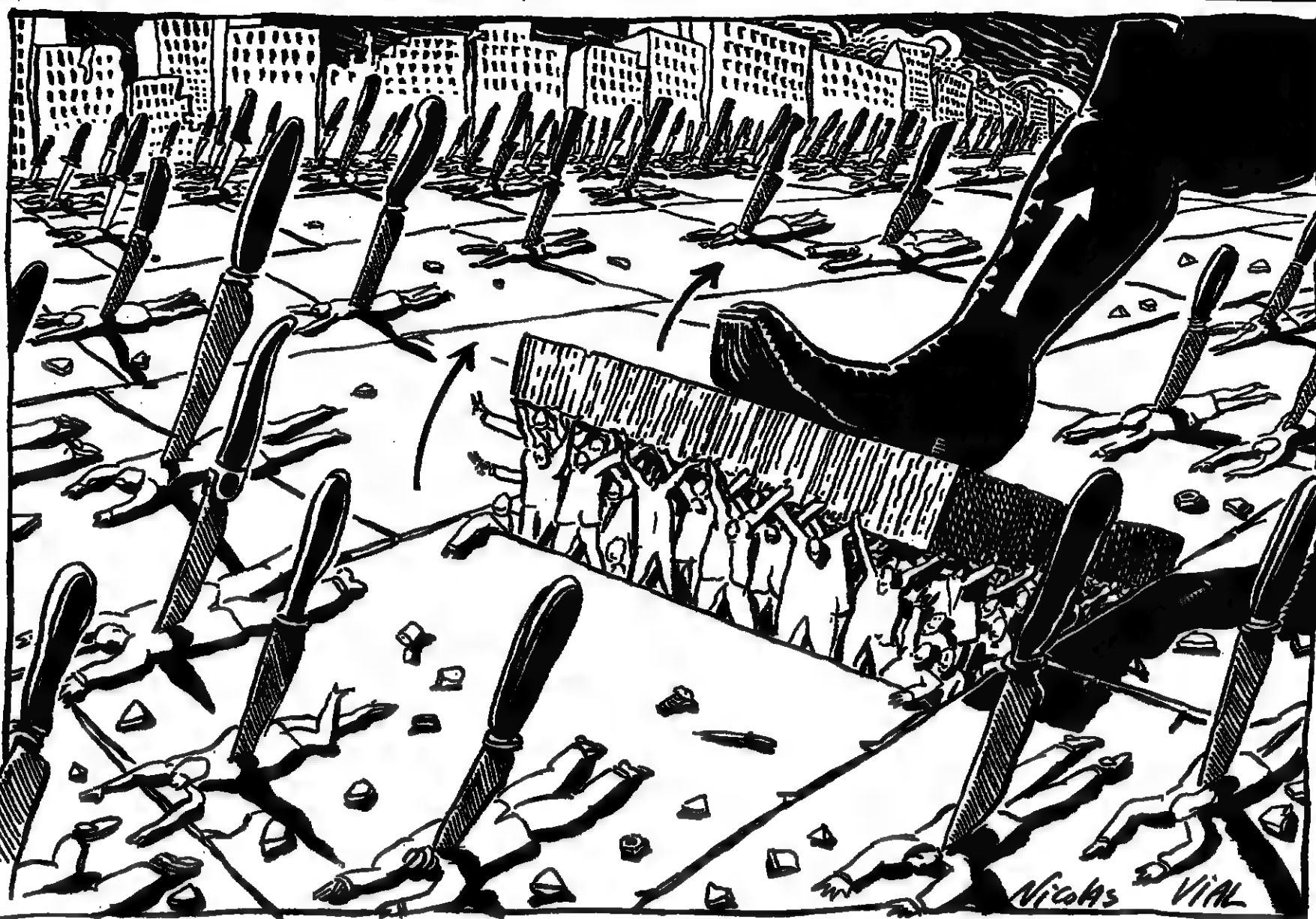
SUR la place des Héros, Jurica regarde le ciel. Les avions de l'OTAN survolent Sarajevo. Un homme en chaise roulante traverse une allée. Faruk arrive, il a pleuré le premier jour. Les attaques de la cause du sport, je supportais. Partisan Belgrade, précise celui-ci qui a perdu trois doigts. « Tais-toi », lui dit, agacé, Jurica. La place des Héros ressemble à une cité d'immeubles ordinaires avec ses balcons rectangulaires et cinq grandes tours. La guerre a commencé ici au printemps 1992. Les lignes avaient entièrement encerclé la cité. Les obus sont tombés, les tours ont brûlé d'un seul coup. « Sur cette place, les gens couraient, ne savaient pas où aller, certains ont sauté par les fenêtres. Les plus vieux ont péri dans les incendies », racontent Jurica et Faruk.

Mira, une voisine, les rejoint. Elle est inquiète pour sa sœur qui habite près d'une raffinerie à Belgrade. « Ma sœur vit à Banja Luka, capitale de la République de Bosnie. Elle, la Bosnienne d'origine serbe, n'a jamais voulu quitter sa cité. « Nous sommes des gens simples. On se prête des cigarettes, quelques marks. Moi je suis croate, lui musulman, elle, est serbe. Jamais on ne va poser la question « qui es-tu ? », commente Jurica. Faruk, défiguré. Une balle lui a atteint son œil droit en 1996. « Je ne sais pas habiter. Je peux me mettre en colère contre quelqu'un. La haine, non : je ne me sentirais pas humain », ajoute-t-il. Dans une cave transformée en tript, des habitants, anciens combattants, et aux échecs. Au fond, Zeljko, seul, les yeux au-dessus de sa bière, dit en français : « Je suis resté en vie, c'est complètement par hasard. »

Au pied d'une des tours brûlées, un homme fume une cigarette devant des containers remplis d'ordures. Il vient de Pec, la deuxième ville du Kosovo. « Il n'y a rien de pire que d'entendre un copain vous dire : fous le camp tout de suite, autrement je vais être obligé de te tirer dessus. » Il a encore en tête les dernières heures vécues à Pec, les cadavres dans les rues, son magasin pillé, les chars pénétrant dans les jardins et tirant des obus, l'argent éparpillé à des kilomètres pour assurer sa fuite, les éclats de rire de ses amis racontant comment la femme de Lodijs s'appelle désormais le « petit plat » après que les bulldozers l'eurent démolie. Sa femme n'a pas eu peur des premières bombes de l'OTAN, « non, jamais », cherche-t-elle à convaincre. « Seulement, les Serbes nous refusaient l'accès aux abris, ils étaient armés. A la fin, ils nous disaient : « dans cinq minutes on ne veut plus vous voir ! »

Alors les retours de l'humanité, lui, sa femme, sa mère, ses frères et sœurs, beaux-frères, belles-sœurs et les enfants, au total vingt personnes, sont hébergés chez Sadbera, l'une des sœurs, sarajéviennes d'adoption, dans un appartement au huitième étage de la tour calcinée. Au moment du départ de Sarajevo, Sadbera s'était enfuie pour se réfugier chez lui à Pec. Dix ans auparavant, elle avait quitté le Kosovo pour aller à Sarajevo, expulsée de son foyer d'étudiants à Pristina par des extrémistes serbes. « Ils commencent à faire leur manifestation, j'avais décroché ma maîtrise d'État. Déjà, c'était impossible d'avoir un travail à Pristina à cause de la nationalité, se souvient-elle. A Sarajevo, je m'étais mariée, j'étais copine, on était amis. On était copains, on était amis, on était amis... », dit-elle encore, rêveuse. Kosovo-Sarajevo, Sarajevo-Kosovo, Kosovo-Sarajevo...

DANS l'appartement, tout le monde s'entasse au rit. « On a fait des efforts pour s'acheter des lits, on n'a plus d'argent pour manger, mais on va essayer les lits », plaisante-t-on. Un frère regarde Sadbera, et dit : « Je comprends mieux ce qu'elle ressent quand elle est venue à la maison. » Une belle-sœur lui la tête : « Je connais les Serbes, ils n'avaient pas de quoi l'acheter, il fallait qu'ils aillent dans les meetings. Les enfants mangent les vieillards, ils donnaient l'impression d'être à la même table. On a perdu la fonction de la-bas. » Un autre frère dit : « Pour l'ancienne Yougoslavie, j'aurais été le premier à me



Kosovo-Sarajevo, les allers et retours de l'histoire

En 1992, ils ont vécu l'enfer du siège de Sarajevo par les Serbes. Certains se sont alors réfugiés au Kosovo. Ils accueillent aujourd'hui des Kosovars et ont un regard désabusé sur l'attitude des Occidentaux face à Milosevic

En 1992, ils ont vécu l'enfer du siège de Sarajevo par les Serbes. Certains se sont alors réfugiés au Kosovo. Ils accueillent aujourd'hui des Kosovars et ont un regard désabusé sur l'attitude des Occidentaux face à Milosevic

En 1992, ils ont vécu l'enfer du siège de Sarajevo par les Serbes. Certains se sont alors réfugiés au Kosovo. Ils accueillent aujourd'hui des Kosovars et ont un regard désabusé sur l'attitude des Occidentaux face à Milosevic

Dubrovnik, Sarajevo, Mostar, Srebrenica, Gorazde, Bihac... énumère-t-il.

Les sentiments sont mêlés. « Ces images de réfugiés nous reviennent à ces quatre années où la communauté internationale, pour calmer un peu les tensions à Sarajevo, a envoyé un peu de pain, un peu de vêtements neutres, mais surtout nous pour tirer », se rappelle Anna, professeur de géographie, chez le mari a été exécuté dans un camp de travail à Gorazde. « Comme au retour : après Sarajevo, le monde a été machiné par la communauté internationale pour observer, les médecins, les ONG, les journalistes, les médias, les ONG, les journalistes, les médias, les ONG, les journalistes, les médias... »

« C'est trop peu ! Trop peu ! », murmure, chaque matin, Golko Beric, en écoutant le bilan des frappes à la radio. Chroniqueur au quotidien Oslobođenje, ce Sarajévien d'origine serbe raconte qu'aucune technologie ne peut être supérieure au « gusla », cet instrument à une corde qui, depuis six siècles, accompagne les poèmes épiques dans le Champ des merles, la place transformée en victoire. « Ce mythe conduit au fait que je ne vois qu'une seule manière pour les Serbes de vivre une victoire historique, c'est que le fascisme serbe connaisse une défaite militaire complète. Milosevic n'est que la métaphore d'une conscience collective. Les membres de l'Académie, qui ont beaucoup voyagé, ont beaucoup observé le monde moderne, ils ont théorisé l'épuration ethnique, qu'en pensez-vous attendre d'un paysan ? »

Pendant les jours et les nuits des bombardements à Sarajevo, Hanifa Kapidzic Osmanagic, professeur de littérature française à l'université, s'est, elle aussi, interrogée sur la manière dont les Serbes pourraient vivre un « après ». « C'est allé trop loin. Je ne sais pas ce qu'il faut faire pratiquement. Les criminels de guerre doivent être jugés, condamnés ; symboliquement, c'est important. On peut se demander dans quelle mesure les extrémistes auraient aussi dangereux, s'ils n'avaient trouvé un autre ex-

« On s'en aperçoit encore aujourd'hui d'une manière de profiter de l'OTAN pour vider le Kosovo. Pour autant, quand je vois toutes ces destructions, ça ne me rend pas heureux. Faut-il tuer des gens ? Ce qui est terrible, c'est quand la télévision parle en Serbie : c'est l'icône, ce sont des saints qu'on ne discute pas. On ne peut pas gagner à côté. Le petit peuple serbe n'y est pour rien, il est manipulé, la guerre dans le monde pour survivre matériellement. »

ANCIEN combattant sur la ligne de front, puis infirmier à l'hôpital de Sarajevo, Enver, trente-deux ans, explique qu'à un moment donné on ne peut plus réfléchir sur « la folie de l'autre, en face » pendant une guerre. « Les choses n'existent plus. Ensuite, les vaincus n'ont plus le droit de parler, les vainqueurs mobilisent leurs artistes. Ce sont toujours les mêmes classes de gens qui restent pendant

Le petit peuple serbe n'y est pour rien, il est manipulé, la tête dans le sable pour survivre matériellement

une guerre. Chez moi, dans cette cité, on n'avait pas assez d'argent pour accumuler des biens, pour la nourriture, on avait seulement un quelconque argent pour défendre sa vie. Le chroniqueur Golko Beric a vu se former une nouvelle classe de riches, des criminels, des militaires, policiers et politiques, dans l'intérieur des parts de territoire. « Arrêtons de parler de cadre politique à la guerre - la Grande Serbie ou la Grande Croatie -, le vrai motif, c'est toujours le pillage, expropriation », poursuit-il.

Parfois, on évoque le rendez-vous manqué de l'histoire, ce morceau de mur de Berlin mal tombé sur la Yougoslavie. Certains intellectuels reprochent aux Occiden-

aux d'avoir accepté les nationalistes et l'anticommunisme, et trop vite accepté l'indépendance de la Yougoslavie.

Certains d'autres, Hanifa Kapidzic Osmanagic, nostalgique du Sarajevo cosmopolite. Elle continue de penser que le passé n'est pas insoluble. Elle aime d'ailleurs s'y référer pour évoquer la « délicatesse » de la Bosnie du Moyen Âge, au moment du Schisme, quand ceux qui se convertissaient entre Rome et Byzance se nomment Bogomiles, « les amis de Dieu », déjà capables de créer une troisième voie, de se dissocier, de réapparaître, toujours en quête d'une alternative. Certains ont survécu à l'arrivée de l'islam, d'autres se sont convertis : leur Église était faible, mais par définition contre l'islam même d'institution. Juifs, orthodoxes, catholiques, musulmans allaient ensuite façonner les nations dans cette même région. « L'esprit de la Bosnie est une possibilité de vivre avec des gens qui ne sont pas de la même religion mais pas tout à fait identiques, c'est-à-dire enrichissants. On a souvent parlé d'esprit de tolérance, mais insister sur le fait, pour les gens, que c'était tout à fait normal, n'y pensaient même pas. »

Hanifa est surprise de voir à quel point, parfois, on ne pense plus aux mauvais souvenirs, que la tendance au bonheur l'emporte. Elle persiste à penser qu'un avenir est possible « ensemble, dans une communauté de langues, de cultures », s'inquiète de ce que l'on a vu de voir un monde économiquement détruit et épuisé. Elle aimerait que « le pardon » soit imposé. Elle aime à se rappeler Sarajevo, là où les Bosniaques, Serbes et Musulmans se sont rencontrés pour la première fois, rencontrés pour négocier. On y distingue des silhouettes d'hommes et de femmes, la moitié effacée dans la pierre, la long d'un boulevard que l'on appelait pendant la guerre la « Sniper Allée ».

Dominique Le Guilledoux
Dessin : Nicolas Vial

هكذا من الأصل

par Bruno Bayen

par François Maspero

par Frédéric Beigbeder

la femme
 nage la
 lide un
 l'empire
 tenu on
 ra un
 les sub
 alon
 gaudes
 droc
 l'actem
 dans le
 pou em
 der, d
 raie de
 que sem
 consid
 mo in
 Carle
 Bert
 les hab
 Wher
 man
 dect
 nation
 qui inf
 candie
 laire d
 l'incer
 conne
 son d
 d'anc
 des p
 point
 l'Etat
 mce, p
 mas e
 l'actio
 rectem
 crise
 prom
 qualite
 betal

Heurs et malheurs du Mercosur

ERIGÉ sur les décombres des dictatures militaires de quatre membres (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay), le commun du Sud (Mercosur) affronte actuellement la crise la plus grave depuis sa fondation, en mars 1990, par le traité d'Asunción. La sévère dévaluation du réal brésilien, qui accuse encore, malgré le net redressement constaté ces derniers jours, une perte de 30 % par rapport au dollar depuis le 1^{er} janvier, trouble en effet dangereusement les flux commerciaux au sein du bloc régional, surtout entre ses deux piliers, le Brésil et l'Argentine. Malgré les gages d'apaisement fournis par la part et d'autre, les sources de contentieux se multiplient. Au point que le ministre brésilien des relations extérieures, Luiz Felipe Lampreia, a menacé de saisir l'Organisation mondiale du commerce (OMC) au cas où Buenos Aires maintiendrait sa récente décision d'exiger le règlement au comptant des importations en provenance des autres pays du Mercosur. La banque centrale argentine a jugé plus prudent de différer au 4 juin l'improbable mesure de protectionnisme.

Définie le 12 avril, la stratégie macro-économique de l'accord tripartite entre l'Argentine, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne (UE) tend à déphaser les taux de change résultant de la baisse du réal. Alors que la grappe monte chez les agriculteurs contre le crédit trop cher, Carlos Menem, le président argentin, s'engage à durcir davantage sa politique fiscale et budgétaire pour compenser la perte brutale de compétitivité des produits de son pays destinés au marché brésilien, débouché de 30 % de ses exportations. La « loi de conversion » qui arme, depuis huit ans, le parti fine, le peso au dollar dans le système du « currency board » ne lui laisse guère la marge de manœuvre sur le front.

INCITATIONS FISCALIS. Au cours du premier trimestre, les ventes argentes au Brésil ont, de fait, chuté de 34 % d'une année sur l'autre. Alors que son équipe économique tablait, fin 1998, sur une croissance annuelle de 11 % du produit intérieur brut, la dévaluation du réal devrait entraîner, selon les dernières prévisions officielles, une récession de l'ordre de -1,5 %.

L'onde de choc provoquée par l'effondrement de la devise brésilienne frappe tout particulièrement l'industrie automobile argentine. Convaincus des potentialités du Mercosur et abreuvés par les principaux constructeurs mondiaux y ont investi, avec l'appoint des fournisseurs de pièces détachées, quelque 27 milliards de dollars (environ 25,5 milliards d'euros). Les stratégies d'implantation ou d'expansion doivent être précipitamment révisées en fonction de la trajectoire du réal : de janvier à mars, les exportations de voitures du Brésil, qui absorbe la moitié de la production de son voisin (457 000 en 1998), ont dégringolé de 51 %.

NETAITE STRATÉGIQUE. « Dans un marché unique où un pays est plus compétitif de 25 % que l'autre, il est logique que les investissements se dirigent vers le Brésil », constate, avec appréhension, l'ambassadeur argentin au commerce, Roberto Lavagna, dans les colonnes du quotidien économique brésilien *Gazeta Mercantil*. En transférant il y a quelques semaines le montage de son modèle Sierra Mille de son usine de Córdoba (Argentine) vers celle de Betim (Brésil), Fiat a apparemment amorcé une retraite stratégique, qui risque de faire tache d'huile. Pris au piège du peso fort, les sous-traitants argentins militent, dans l'espoir d'une hypothétique normalisation du marché, en faveur de la prorogation pour deux ans du « régime automobile » commun, accord tacitement globalement favorable à l'Argentine, qui arrive à terme à la fin de l'année.

Comment le jusque-là florissant Mercosur, dont le volume d'échanges a quasiment décollé au cours de la décennie, a-t-il subi de telles tempêtes monétaires ? M. Menem prêche obstinément la « pureté » simple des économies de marché. Son ancien « super-ministre » de l'économie, Domingo Cavallo, s'emploie de son côté à convaincre le président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, des vertus d'un « currency board », grâce auquel il est venu à bout de l'hyperinflation en Argentine. En attendant que le débat lancé sur l'adoption d'une monnaie commune (repoussée diplomatiquement au calendrier à Brésil) fasse son chemin, les chefs d'entreprise argentins et brésiliens s'efforcent de désamorcer de

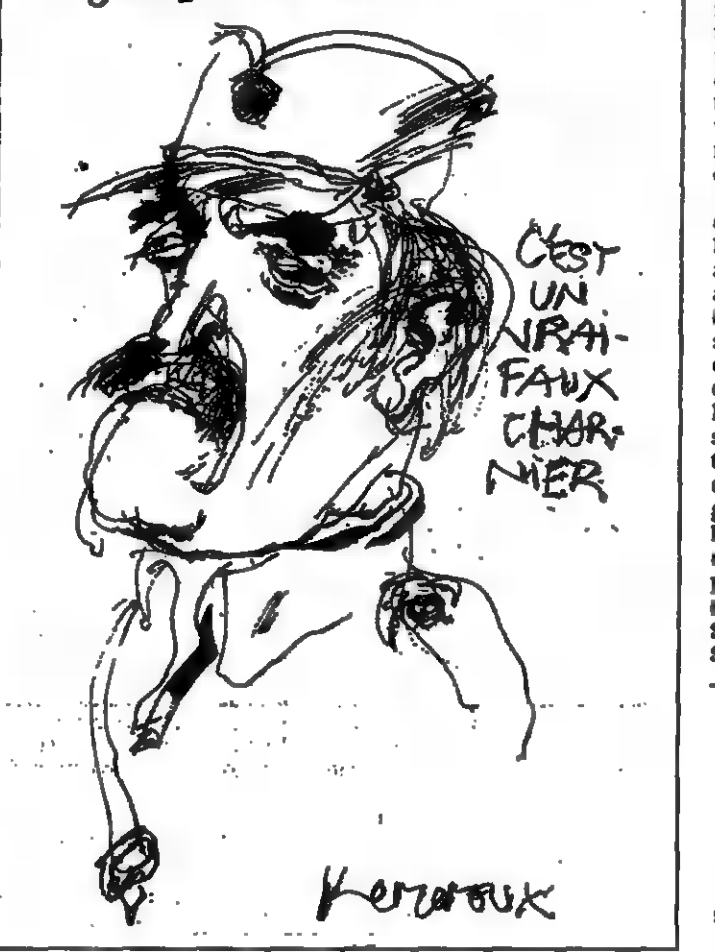
concert les crispations protectionnistes. Des négociations ont même commencé dans les secteurs les plus sensibles (agroalimentaire, textile et habillement) en vue de préserver, y compris par l'application de quotas temporaires, la dynamique du Mercosur.

Soumis à des turbulences économiques inédites, le Mercosur est en train de prendre la mesure de ses insuffisances structurelles avec la volonté de sauvegarder les acquis. Sur le plan politique, la crise institutionnelle déclenchée au Paraguay par l'assassinat du vice-président Luis María Argüa a contribué à renforcer la cohésion de l'axe Brasilia-Buenos Aires dans leur zone d'influence diplomatique. Menacé de destitution, l'ex-président Raúl Cubes, remplacé à la tête de l'Etat par le président du Congrès, Luis Macchi, a trouvé refuge au Brésil.

Son « parrain », le général (de réserve) rebelle Lino Oviedo, protagoniste majeur des derniers événements, s'est résigné, lui, à la diplomatie en Argentine. Depuis la Déclaration d'Ushuaia (Argentine), parue en juin 1998, la rupture du processus démocratique dans l'un des pays membres est possible de son expulsion du Mercosur. L'issue pacifique et constitutionnelle de la crise paraguayenne fournit opportunément l'occasion à Joaquín Folca, professeur de droit à l'Université fédérale de Rio, de renvoyer l'éponge à ses horreurs du Kosovo. « Ces dernières années, nous avons appris en Amérique du Sud, écrit-il dans une tribune libre de la *Folha de São Paulo*, à régler nos problèmes politiques par le droit et la négociation ».

Jean-Jacques

Les gens par Kerleroux



Le retour de la révolution nihiliste

Suite de la première page

Au moment même où la rouge-brune Europe, la Turquie voisine lide un nationalisme plus légitime parce que plus intégrateur, un « loi de conversion » qui arme, depuis huit ans, le parti fine, le peso au dollar dans le système du « currency board » ne lui laisse guère la marge de manœuvre sur le front.

Bien plus important encore, les habitants de Tokyo ont massivement voté, il y a deux semaines, en faveur d'un gouverneur indépendant, le nationaliste Shintaro Ishihara, qui a infligé une défaite totale au candidat éminemment humanitaire du Japon qu'est l'ancien responsable du Haut-Commissariat aux réfugiés, Yasushi Akashi. On ne saurait plus clairement exprimer un rejet, déjà potentiellement violent, des politiques de conciliation des Etats-Unis et la Chine japonaises. L'establishment japonais, qu'Ishihara, excellent falsificateur, présente comme directement responsables de la crise japonaise. Un véritable programme commun anti-mondialiste, anti-humaniste, anti-libéral est ainsi en train de bouillir dans les

pensées populistes autoritaires à l'échelle de la planète. La crise serbe est l'occasion de se pencher sur la question. Essayons brièvement d'en établir la généalogie véritable : le chef néocomuniste russe Zouganov a parfaitement raison de tout faire remonter à 1914 à 1953, qu'il salue comme les meilleures de son point de vue, car c'est bien là, au cœur pourtant de la victoire sur le mal absolu, fut le nazisme que tout commence... par l'aven d'une révolution imminente. Car Staline a beaucoup mieux compris que les nationalistes que le monde n'est pas la sienne, mais celle de ces grands hommes qu'il a détruits, Trotski et Toukatchevski qui ont fait l'armée rouge de Joukov, Boulharine qui a reconstruit l'université soviétique de Kapitsa et de Sakharov, et Orlov qui ont fait le meilleur de la planète, et il n'aime pas ces communistes d'Europe centrale, ces survivants de la guerre d'Espagne, si semblables aux vieux bolcheviks russes qu'il vient tout juste d'exterminer et que, pourtant, dans de mieux, l'armée rouge en train de marcher aux commandes de la moitié du continent européen.

« COSMOPOLITE ». Contre eux, bientôt, puis contre ceux qui les protègent encore, l'indifférence Beria compris, il va lancer ses chiens. Car le patron a l'oreille fine : la marche de plus en plus résolue qui clôt le premier mouvement de la *Symphonie Lenine* par Chostakovitch, il a bien entendu l'immense poussée libératrice démocratique de 1945, comme il a perçu avec effroi l'enthousiasme naïf de son peuple pour la Grande Alliance avec les Etats-Unis dont la tech-

nique impressionne tant les soldats du front. Alors, Staline invente : le tiers-mondisme, lorsqu'il confie à un Chon Enlai interrogé que les Russes ne sont pas nationalistes ; le nationalisme-révolutionnaire chauvin, lorsqu'il fait du mot de « cosmopolite » l'accusation suprême et définitive ; le darwinisme national, lorsqu'il annonce froidement dans l'écrit sur la linguistique que certaines petites langues meurent tout naturellement de leur mort naturelle au profit des grandes et qu'il instaure à l'échelle du grand empire une sorte officieuse de rang pour toutes les nationalités, qui va du grand-russe jusqu'au dépeint des peuples punis collectivement, Tchétchènes, Tatars de Crimée, sans compter les juifs déportés après le complet des médecins de 1937 à occuper qui ont quelle même à peu près traversée.

Trop de gens ont connu de l'empire soviétique cet évangile de l'union pour un front national immensité lorsque l'on ramène, comme aujourd'hui à la Douma, ses héros majeurs. Recyclés en héros des héros communistes par le tiers-mondisme le plus stupide, cette idéologie de synthèse a nourri la postérité de l'autre « Grande Alliance », celle de Ribbentrop et de Molotov qui permet d'admirer tout ensemble Hitler et Guevara, le général Tojo et Kadhafi, Peron et Subhas Chandra Bose, le rival malintentionné et pro-nazi de Gandhi.

Pour autant, peut-on parler ici de synthèse active du communisme et du fascisme ? En aucun cas. Si je préfère, depuis le début, évoquer le nihilisme, terme sans limite vague mais éternellement vierge de souvenirs historiques trop précis, c'est parce que ce mouvement relatif, rompt de manière radicale avec le nihilisme

commun des deux matrices d'origine, le nazisme et le fascisme. L'optimisme historique prométhéen, la volonté de puissance et le solisme dogmatisme qui l'accompagne. Ni les coupe-jarrets serbes, ni leurs admirateurs moscovites, ni les partisans d'Hitler au Japon, ni les petites frappes au pouvoir à Caracas, ni les copains parisiens de feu Haïlier ou disciples de Benoist, ni d'ailleurs le misérable trait d'union qui était Staline à la grande époque, n'en mènent large : tout au contraire, ils se sentent terrassés, et durablement, par des forces plus grandes, universelles, telles que le commerce, la technique, le droit, la démocratie, la promotion des femmes.

Alors ne les voyez-vous pas appeler les peuples à les suivre, prendre l'avenir à l'ennemi de la justice de leur cause. Précisément, l'humanité, ils ne veulent connaître qu'eux-mêmes, du temps qu'ils vivent ne retiennent que le passé, du monde qui s'est évanoui l'avenir le plus longtemps, sans proposer la moindre utopie salvatrice : leur politique est celle du ressentiment, leur stratégie repose sur l'usage insatiable de la pulsion de mort. Le nihilisme ethnocentrique, version l'histoire des grands opéras totalitaires du siècle qui s'achève peut-être de révéler d'autant plus demeure sans doute longtemps décentré, déliquescence, et pour finir délinquance. Ce nihilisme des petits particularismes nationaux et régionaux n'a rien d'exaltant - Mladic n'est pas Manstein, Patrick Buisson n'est pas Céline, ni Alain de Bureaud n'est pas Heidegger non plus - mais il n'est pas le plus en plus nécessaire.

Alain Adler pour le Monde

Le Monde

RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-77-20-00. Télécopieur : 01-42-77-21-21. Télex : 206 111 F
Tél. : 01-42-77-32-30
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

OTAN : l'enjeu de Washington

LA froide finie, l'OTAN a manqué son premier d'après-guerre froide. Les optimistes n'en valent qu'il s'agit précisément d'une première, réclament un temps de rodage ; ils demandent qu'un jugement définitif ne soit pas porté plusieurs semaines. Mais il est un point sur lequel les uns et les autres sont d'accord : la crédibilité de l'OTAN, celle de son avenir, se joue au Kosovo. Si elle veut réellement prendre en charge les conflits à venir, l'OTAN doit changer, très vite.

Tout aussi urgent, sinon plus impératif encore, le deuxième sujet du sommet de Washington : l'européanisation de l'OTAN. L'évolution de l'OTAN n'est pas un simple jeu de mots. Car il y a tout de même quelque chose d'extraordinairement dérangeant dans l'affaire du Kosovo. Voilà un conflit européen, qui engage l'Europe, au « traitement » duquel les Européens ont pris une part primordiale, mais pour lequel ils ont dû demander l'assistance militaire des Etats-Unis. La première fois que les Américains ont réalisé par eux-mêmes comme au Kosovo, les Etats-Unis ont demandé l'assistance militaire des Européens. Ce sont les Européens qui ont sollicité l'assistance américaine, parce qu'ils n'avaient pas les moyens militaires à leur disposition. Dans la décennie à venir, les Européens doivent consacrer à l'Europe la même énergie et le même talent qu'ils ont dépensés, ces dix dernières années, au service de l'Europe. Sans à renoncer à être une puissance politique.

Le Monde est édité par le SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur de la rédaction : Fabrice Pothier
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Renard, Pierre Georges, Jean-Pierre Lhoteau
Directeur artistique : Dominique Rognerie
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Edith Lemaître (éditorial et analyses)
Laurie Guillemain (suppléments et culture générale), Michel Kohnen (Détours),
Bibi Le Bouder (Jeunesse), Patrick Jancou (France), Patrick Mouton (Société), Claire Blaud (Entreprises),
Jacques Baud (Littérature), Jacques Sarragusa (Culture), Christian Maud (Sport),
Rédacteur en chef technique : Eric Auzan
Rédacteur : Robert Solé
Directeur éditorial : Edith Lemaître ; directeur délégué : Anne Chappellon
Conseiller de la rédaction : Alain Rolla ; directeur des relations internationales : Daniel Veron ;
parapentisme audiovisuel : Bernard Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Millaud, président ; Michel Nollat, vice-président
Anciens :
André Laurens (1962-1963), André Pouchon (1963-1965), Jacques Lecaillon (1965-1966)
Le Monde est édité par le SA LE MONDE
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 965 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde,
Fonds communs de placement des personnes du Monde,
Association Valbert-Bonne-Méry, Société anonyme des Sociétés du Monde,
Le Monde Entreprises, Le Monde Interactif,
Le Monde Press, L'Espresso, Le Monde Prévisions, Claude Bernard Participations.

Il y a 50 ans, dans le Monde

Les postulats de la radiesthésie

LA RADIESTHÉSIE postule que les corps sont entourés d'un champ électrique de l'espace, d'un champ d'action analogue à un champ électrique ou électromagnétique, bref, qu'ils émettent une énergie de nature inconnue dans la baguette ou le pendule perpendiculaire à la direction.

Les radiesthésistes qui prennent le pendule, quand il pénètre dans le champ, auraient en effet une cause physique extérieure et la baguette qu'éprouve le pendule aurait un seul bien différent de celui des perceptions grossières : ces phénomènes surviendraient quand il y a résonance, un accord, synchronisation entre la baguette et le système pendule-pendulisme.

Pour expliquer, les comparaisons les plus courantes sont empruntées à la TSF : le corps humain serait un ensemble de condensa-

par ses muscles, circuits par ses cellules, etc. Il dit qu'il s'agit là de suppositions purement gratuites : expérience n'est venue jusqu'à présent justifier ces hypothèses. Mais ce qui frappe le lecteur impartial, par-delà les divergences doctrinales, c'est l'appel à la comparaison, c'est-à-dire au raisonnement par analogie, qui n'est jamais que plus ou moins probable et d'une probabilité indéterminée. C'est aussi l'incessant verbiage pseudo-scientifique, l'emploi de mots à consonance scientifique par des gens, dit Louis de Broglie, « dont la plupart confondent les notions les plus distinctes et interprètent les faits de la physique moderne de la manière la plus fantaisiste ».

André Lemaître
(24-25 avril 1949.)

Le Monde sur tous les supports

Téléphonique : 3615 LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-42-77-20-00
ou sur microfilm du Monde : 01-42-77-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 06-36-68-03-78

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 24 AVRIL

MONNAIE UNIQUE Alors que l'euro avoisine son plus bas niveau - il cote autour de 1,06 dollar pour un euro - depuis son lancement début janvier, la Banque cen-

trale européenne (BCE) réaffirme sa confiance dans une monnaie « solide et stable ». Il n'exclut pas que le conflit du Kosovo joue un rôle dans les fluctuations de l'euro.

CHRISTIAN NOYER, le vice-président français de la BCE, estime que « l'euro est une monnaie très solide, parce que notre politique monétaire est orientée vers la sta-

bilité des prix et que son pouvoir d'achat est donc préservé ». **BAISSE DES TAUX**, décidée jeudi 8 avril, par la BCE, se justifiait par le souci d'aider au retour de la

croissance la plus élevée possible. **NUMERO DEUX** de la BCE souligne que le dialogue puisse se développer avec les milieux politiques sur l'analyse de la situation.

La BCE invite à ne pas sous-estimer « la force intrinsèque de l'euro »

Dans un entretien au « Monde », Christian Noyer, le vice-président français de la Banque centrale européenne, affirme que la monnaie unique est « solide et stable » et se montre serein face à ses fluctuations actuelles

CHRISTIAN NOYER, quarante-huit ans, vice-président de la Banque centrale européenne (BCE). Il fait partie des six membres du directoire qui pilote, aux côtés des présidents des banques centrales nationales, la politique monétaire de la zone euro. Cet ancien directeur du cabinet du ministre des finances, de l'économie et de l'industrie Jean Arthuis, de 1995 à 1997, fut aussi directeur du Trésor de 1997 à 1999. Il est en fonctions à la BCE depuis le 1^{er} juin 1998. Jeudi 8 avril, la BCE a maintenu son principal directeur à 2,5 %.

« Que pensez-vous de la baisse de l'euro, qui tourne autour de 1,06 dollar pour un euro ?

« Une certaine volatilité est normale dans les grandes monnaies. Cette volatilité reflète notamment la position des grandes économies dans le cycle. Mais il faut garder l'esprit que l'euro est une monnaie très solide, parce que notre politique monétaire est orientée vers la stabilité des prix et que son pouvoir d'achat est donc préservé. Par ailleurs, la zone euro dispose d'un confortable excédent de sa balance des paiements, ce qui constitue un fort soutien de l'euro.

« Le conflit du Kosovo joue-t-il un rôle ?

« C'est un facteur qui peut avoir une influence.

« L'effritement de l'euro ne risque-t-il pas d'affaiblir sa réputation ?

« Naturellement, nous sommes extrêmement attentifs à ce que la monnaie unique change n'atteigne pas la confiance dans l'euro. Ce n'est pas le cas : l'euro, je le répète, est une monnaie solide et stable, qui est déjà formidable-

ment soutenue par les investisseurs du monde entier. Les marchés auraient tort de sous-estimer la force intrinsèque de l'euro.

« Songez-vous à intervenir pour soutenir le cours de l'euro ?

« C'est une question à laquelle je ne répondrai pas.

« Revenons à la baisse des taux de 0,5 point, à 2,5 %, décidée quinze jours. Pourquoi cette baisse, alors que l'économie de la zone euro avait repris de la vigueur au premier semestre ?



CHRISTIAN NOYER

« Cette décision a été prise en parfaite concertation avec notre conseil d'administration. Nous avons eu connaissance du ralentissement survenu fin 1998 et les premières indications sur le ralentissement de la zone euro nous ont permis d'avoir une idée plus précise de la situation à laquelle le minimum était susceptible de se produire au cours du reste de l'année 1999. Les deux piliers de notre stratégie monétaire nous indiquent clairement que la stabilité des prix était le véritable objectif à long terme. Les indicateurs de monnaie ne signalaient pas de risques et les autres indicateurs nous montraient une moindre pression sur la balance des paiements et un ralentissement écono-

mique. Il y avait donc place pour une baisse des taux.

« L'ampleur de la baisse peut-elle pas, au contraire, laisser entendre que la situation économique est particulièrement préoccupante ?

« Nous n'avons pas voulu vouloir envoyer un signal clair, le plus clair possible, de façon à réduire les incertitudes, à provoquer une modification des comportements et à éviter le retour de la croissance la plus élevée possible.

Notre mission prioritaire, c'est le maintien de la stabilité des prix

possible. Dès lors que nous étions convaincus qu'il était préférable de baisser le taux directeur pour une période aussi longue que possible et ne pas procéder à de petites étapes, ce qui aurait entretenu l'incertitude.

« Quel impact sur la situation économique peut avoir le conflit du Kosovo ?

« Pour l'instant, les conséquences économiques du conflit sur la conjoncture, il est plus difficile à évaluer. Il est clair que le jour sur les marchés, qui peuvent avoir une réaction dans un sens ou dans l'autre, pendant quelques semaines, il est sans doute encore trop tôt pour faire un constat.

« Votre décision a été interprétée par certains comme un changement de philosophie par rapport à la logique monétaire incarnée par la Bundesbank. En vous saluez-vous ?

« J'insiste beaucoup sur le fait que cette décision est totalement en ligne avec la stratégie que nous avons adoptée. Notre mission prioritaire, c'est le maintien de la stabilité des prix. Nous sommes convaincus que garantir la stabilité de l'ensemble des acteurs est une des conditions fondamentales pour exploiter au mieux le potentiel de croissance de la zone. Nous ne voyons pas de contradiction entre cet objectif prioritaire et la meilleure croissance possible. La meilleure croissance, sans heurts inutiles, est une croissance non inflationniste. Lors d'un ralentissement économique, les pressions sur les prix sont plus fortes. La cohérence avec notre objectif sur les prix est d'avoir une politique monétaire un peu plus accommodante.

« Cette baisse ne traduit-elle pas le rapport de force entre l'euro et le dollar ?

« Cette baisse ne traduit pas le rapport de force entre l'euro et le dollar, mais le conseil des gouverneurs ?

« Cette baisse ne traduit pas le rapport de force entre l'euro et le dollar, mais le conseil des gouverneurs ?

« Cette baisse ne traduit pas le rapport de force entre l'euro et le dollar, mais le conseil des gouverneurs ?

« Cette baisse ne traduit pas le rapport de force entre l'euro et le dollar, mais le conseil des gouverneurs ?

« Cette baisse ne traduit pas le rapport de force entre l'euro et le dollar, mais le conseil des gouverneurs ?

« Cette baisse ne traduit pas le rapport de force entre l'euro et le dollar, mais le conseil des gouverneurs ?

« Cette baisse ne traduit pas le rapport de force entre l'euro et le dollar, mais le conseil des gouverneurs ?

fois, l'essentiel du chômage en Europe ne provient pas d'une activité insuffisante, mais du fait que nous ayons des dysfonctionnements dans l'organisation des marchés du travail, des biens et des services. Si nous voulons avoir un potentiel de croissance plus élevé, et surtout un contenu en emploi de la croissance plus élevé, il faut que nous procédions à un certain nombre de réformes. Quand je dis "nous", évidemment, cela dépend des gouvernements. J'ai été très heureux de constater, lors de la rencontre des ministres des finances de l'Union, le week-end dernier à Dresde, que des derniers ententeurs des questions de fond.

« Comme la réduction des déficits budgétaires ?

« Sur ce plan, j'espère que les économies dégagées sur le front de la dette grâce à la baisse des taux serviront au désendettement, car la baisse des déficits est un élément essentiel de la confiance, donc de la croissance.

« La démission du ministre allemand des finances, Oskar Lafontaine, a-t-elle facilité la baisse des taux ?

« Nous n'avons jamais pris de nous ne prendrons jamais une décision en relation avec la vie politique dans l'un ou l'autre des États de la zone euro.

« Comment fonctionnent vos relations avec les milieux politiques ?

« Avant la possibilité de donner la politique monétaire avec eux est encadrée en raison de notre indépendance, autant nous avons toujours dit que nous étions prêts à entretenir un dialogue sur l'analyse de la situation et sur l'explication de nos orientations. Nous sommes particulièrement heureux que ce

dialogue puisse se développer dans les réunions de l'Euro II, et dans d'autres, lorsque le ministre des finances d'un pays qui fait partie de l'Union participe à une réunion des gouverneurs. Au début, on était un peu timide, mais maintenant, il y a un processus qui va mûrir. Avec le Parlement européen, nous sommes au-delà de ce qui est prévu par le traité, puisque le président de la BCE, Wim Duisenberg, est allé quatre fois par an les parlements nationaux. Il faut que les citoyens soient convaincus que la banque centrale prend en charge leurs intérêts, qu'elle défend la valeur de la monnaie. Nous voulons être le plus proche possible de l'ensemble des citoyens.

« A Dresde, les ministres ont évoqué le renforcement du pilotage économique de la zone euro ?

« Non. Ce qui a été dit à Dresde est cohérent avec ce que je viens de rappeler. Il est clair que les ministres des finances économiques, et, par ailleurs, que l'on dialogue ensemble.

« L'idée d'une conférence annuelle entre gouvernements et partenaires sociaux vous intéresse-t-elle ?

« Elle rejoint notre souci de dialogue. L'indépendance avec laquelle le conseil des gouverneurs prend ses décisions n'est pas incompatible avec le dialogue, à condition que chacun garde ses responsabilités. Que l'on demande, par exemple, à la BCE son expertise d'analyse macro-économique sur les évolutions salariales, on ne la refusera pas.

Propos recueillis par Philippe Ricard

Le CMF joue l'apaisement entre la BNP et SG-Paribas

CEUX QUI ATTENDAIENT un geste du conseil des fiduciaires financiers (CMF) pour clarifier les modalités des offres publiques d'échange (OPE) concernant la BNP, la Société générale et l'Union européenne ont dû attendre un peu. Jeudi 22 avril, le garant de l'orthodoxie boursière a repoussé à la mi-juin une éventuelle décision sur les modalités de clôture des offres.

Dans un avis, il s'est borné à indiquer qu'elles interviendraient ensemble au moins huit jours après l'arrêt de la cour d'appel de Paris. Celle-ci avait prononcé sur le recours déposé par la Société générale contre la décision du CMF de réviser les offres OPE présentées par la BNP. Les trois offres en cours pourraient théoriquement se terminer à la fin de mai ou au début de juin.

Cette position d'attente du conseil suscite les critiques. « Le CMF s'occupe plus de relations avec les entreprises concernées que de l'intérêt des actionnaires, comme c'est son rôle », tempère un analyste. Les porteurs de titres de Paribas se trouvent dans une situation délicate. Ils ne peuvent pas se déclarer « sereinement » entre les deux offres de la Générale et de la BNP, en raison du flou qui entraîne la poursuite simultanée des offres. Un flou qu'on ne manque pas de souligner du clan SG-Paribas.

Pour justifier son attitude, le conseil fait valoir que, dans les circonstances actuelles, les calendriers des offres ne peuvent être arrêtés de façon définitive. L'autorité boursière ne souhaite pas établir un échec, qui risque d'être caduc si la cour d'appel de Paris donne raison à la Société générale ou si une surenchère est déposée sur l'une des offres. Le CMF ne peut pas non plus céder aux pressions dont il est l'objet pour intervenir dans le débat. Ainsi, il ne donne pas l'impression de

favoriser un des protagonistes en clôturant une offre avant une autre. Il se contente de présenter les offres par les différentes parties concernées, en enlevant toute importance.

Comme il l'avait fait, cet été, dans le conflit Bouygues-Boillore, le CMF essaye de calmer les esprits. Dans une communication, il a rappelé qu'il revient aux parties concernées d'assumer avec loyauté la confrontation des offres et de respecter la transparence et l'intégrité du marché. Cette mise au point fait suite aux accusations - venues de toutes parts - de manipulations des offres de Paribas des banques impliquées.

ACCORDS SECRETS

Le conseil a été également irrité par la découverte de pactes d'actionnaires entre Axa et Paribas d'une part, le CMF générale, Peugeot et Pernod Ricard d'autre part, qui avaient été jusqu'à présent cachés aux marchés. Ces accords ont été mentionnés dans les notices d'information visées par la Commission des opérations de Bourse (COB), publiées à la mi-février, après que la Société générale et Paribas eurent annoncé leur mariage.

Ce manquement grave aux règles d'information des actionnaires pourrait d'ailleurs faire l'objet d'un engagement d'une procédure administrative par la COB contre la Société générale et Paribas. Théoriquement, André Lévy-Lang, président du directoire de Paribas, et Daniel Bouton, président de la Société générale, qui ont engagé leur responsabilité en signant les notices d'information, pourraient chacun écoper d'une amende de 10 millions de francs maximum.

Joël Maréchal

Nantes : journée banque morte très suivie à la Société générale

NANTES

de notre correspondant

« La mobilisation a été importante, surtout compte tenu du grand nombre de personnes en vacances. » Jean-Marc Fraïin, directeur des res-

REPORTAGE

Les grévistes s'inquiètent des conséquences d'une fusion, quelle qu'elle soit

sources humaines du département des titres de la Société générale, qui emploie un millier de personnes à Nantes, ne chipotait pas, jeudi après-midi, sur la participation des salariés à la grève à l'appel de plusieurs syndicats. Dans le réseau des vingt-trois agences dépendant de la direction Nantes, la participation aurait approché les 70 %, obligeant vingt d'entre elles à fermer. Toujours selon la DRH nantaise, un tiers des mille salariés travaillant au département des titres ont quitté à 13 heures le grand bâtiment en forme d'arc qui surplombe la sortie de la ville et ne sont pas revenus de la journée. « Cette participation est d'autant plus significative que la grève d'un service client

de notre n'a aucune répercussion à l'extérieur et n'est pas médiatisable, ce qui ne pousse pas les gens à la faire », ajoutait-il, sans craindre le contre-emploi, ni de percevoir dans ce mouvement un signe sans équivoque de soutien au personnel vis-à-vis de la direction.

Côté grévistes, la soudaine sollicitude des dirigeants de la banque sur le maintien des effectifs n'a pas échappé à l'ironie. « Ils ne nous ont pas habitués à ce genre d'attention », remarquait en souriant Jacques Cordron, élu CFDT au département des titres et représentant des salariés au comité de groupe. « Nous n'avons pas fait grève pour Bouton, mais contre les conséquences d'une fusion. Il est vrai que le projet de la BNP nous inquiète plus que l'autre, mais nous sommes opposés au rapprochement avec Paribas », ajoutait-il, en témoignant de l'inquiétude régnant chez les salariés. « C'est un sujet de préoccupation permanente. On a l'impression de compter pour rien, même si les dirigeants respectifs se jettent à la figure des arguments sur le sujet. »

L'exemple du département des titres de Nantes est typique du risque encouru aux yeux de Philippe Renaudineau, syndiqué CFDT lui aussi : « La BNP a exactement le même centre à Dinan. Elle y gère les portefeuilles des mêmes types de clients. Paribas a un à Créteil pour des por-

tefeuilles plus importants. On ne peut pas croire qu'avec une fusion il y ait trois départements titres, avec trois services informatiques différents et au bout du compte le même niveau d'emploi. »

Cette certitude ne semblait pourtant pas partagée par les salariés des trois banques. A Nantes, la CFDT avait renoncé à élargir le mouvement au sein de la BNP, faute de mobilisation chez les intéressés. « Nous avons écrit nos collègues du syndicat de la BNP. Malheureusement, les salariés des patrons ne nous ont pas répondu, car ils ont peur de l'encadrement. Dans une OPE, il y a la proie et le prédateur. Les salariés de la BNP pensent que leur emploi sera menacé parce qu'ils sont chez le prédateur », confiait Philippe Renaudineau.

Les grévistes du département des titres de la Société générale sont d'autant plus dépités par les perspectives de fusion que l'activité a nettement repris en 1998, obligeant même la banque à embaucher, alors qu'elle avait l'intention de faire à deux reprises pour réduire l'effectif ces dernières années, avant de signer un accord local de réduction du temps de travail à 32 heures entrant dans le volet défensif de la loi Robien.

Dominique Luneau

Une mobilisation forte, un motif ambigu

POUR UNE FOIS tout le monde, direction et syndicats, était d'accord sur le taux de grévistes. La quasi-totalité (environ 98 %) des 2000 agences de la Société générale étaient fermées, jeudi 22 avril après-midi, en raison de l'opération « banque morte » organisée par l'intersyndicale de l'Union européenne pour dénoncer la logique des fusions et des suppressions d'emplois, et particulièrement la fusion SG-BNP-Paribas (SBP). Au siège de la banque, à la Défense, les débrayages ont été également nombreux, y compris parmi les cadres, et notamment ceux qui ont quitté à 13 heures l'Association pour le raid de la BNP (plus de 4000 adhésions) animée par Yves Tuloup, directeur des activités relations à la SG. A 14 heures, les gens

sont sortis de la tour, jusqu'à 15 heures, et ont fait une marche dans le quartier de la Défense. Parmi les sommes retrouvées pour une photo de famille sur les marches de la Grande Arche », explique M. Tuloup.

BIEUVILLANCE

Mais cette unanimité de façade cache une grève d'un genre un peu particulier où, dans certaines agences, l'initiative de fermer le rideau est venue des directeurs eux-mêmes. Un au-delà des revendications syndicales, cette journée banque morte conforte la direction dans son opposition à la double offre publique d'échange (OPE), lancée par la BNP. C'est pourquoi elle a fait preuve d'une certaine bienveillance, en

se démentant que les heures de grève soient payées.

Aussi, certains syndicats ne cachent pas leurs craintes de récupération du mouvement. Revendiquant le « grand succès » de la journée qui marque « l'irruption du mouvement dans le monopole boursier », les syndicats de la SG ont déclaré que leur action « ne doit pas être récupérée avec des fonds de pension ». Pour Michel Marchet (CGT), cette action va « créer une situation nouvelle, susceptible de faire échouer l'offre BNP, mais aussi de contraindre l'opération SG-Paribas à se faire sur d'autres bases ».

Les syndicats vont déterminer les suites à donner à leur action, qu'ils souhaitent :

puissance ». Ils veulent accentuer la pression, surtout si la plupart d'entre eux s'alignent sur cette fusion, en fonction de leur origine professionnelle. Par ailleurs, la remise à plat de la convention collective et l'accord de branche sur les 35 heures, signé par le seul SMO-CGT, ont provoqué de vives tensions internes. Dernier épisode en date, la dissolution, jeudi, de la déléguation CFDT de la banque. Même si cela préfigure un regroupement de l'actuelle fédération et des syndicats CFDT de la Banque de France et du Crédit foncier de France, cette réorganisation tombe dans une période troublée, où des équipes de la CFDT s'opposent à leur fédération.

Sophie Fay et Stéphane Lauer

Les télévisions spécialisées dans l'information météorologique aux Etats-Unis et au Canada ont renoncé à exporter leur concept en Europe et concentrent leurs investissements sur les services interactifs dans la perspective de la convergence entre le petit écran et l'ordinateur

ées sur un millier de micro-
gous de 10 kilomètres. Il en
registre 40 000 visites chaque jour.
Pour aller plus loin dans l'interac-
tivité, M. Morissette vient de lancer
un site payant destiné aux agricul-
culteurs, et ouvrira début mai un
second site en ligne dédié au
golf, avec des prévisions pour cha-
cun des 1 000 parcours du Québec.

« Dans les prochains mois, nous aurons un
nouveau service comme
annonce-t-il. Et dans cinq
ans, l'activité principale ne sera plus
la traditionnelle, mais les
services interactifs, qu'ils
soient en ligne ou sur celui de l'ordi-
neur. Le service personnalisé
vers « l'information spécialisée sur
demande » est suivi par le leader

été de la météo, qui couronne
est attribué, dimanche 15 avril

mondial **multimédia**. Landmark Communications. Ce dernier détient désormais 50 % du capital du groupe canadien (30 % des droits de vote). De la concurrence stérile du début des années 90, on est passé à une démarche de synergie. « Avec la convergence entre télévisi-
on et Internet, les frontières de-
viennent une notion très artificielle », avance M. Morrisette. Nous préfé-
rons jouer sur la force et la complémentarité de nos marques commerciales respectives. »

MOTUS. Les professionnels du cinéma et les chaînes de télévision semblent s'être donné le mot pour se réagir à l'initiative gouvernementale de la signature d'un protocole d'accord entre Canal Plus et le Bu-nu de liaison des organisations de cinéma (BLOC), fraction dissidente du Bureau de liaison des industries du cinéma (BLIC). Chez S.O. S, le PDG, Patrick Le Lay, a donc décidé de ne faire « *aucun commentaire* ». Ce silence devrait permettre jusqu'à la mi-juin, date de la signature, la cour d'appel de Canal Plus après sa condamnation par le Conseil de la concurrence pour abus de position dominante.

Dans la coulisse, certains articles

gouvernementaux le droit de faire la chronologie des médias et elle le droit à une presse libre et indépendante, à une presse privée et à la possibilité de réglementer la diffusion des livres.

L'autre point de friction est l'abattement de 20 % consenti à Canal Plus pour ses frais de décodage de deux horizons. A cause de la migration des abonnés vers le numérique, le cinéma français pourrait perdre 70 millions de francs par an.

Malgré leurs divergences, Canal Plus et le BLOC, d'un côté, TPS et le BLIC, de l'autre, ne ferment pas la porte à une prochaine négociation. Tous ont intérêt à trouver un terrain d'entente. A défaut, les lois seraient au gouvernement dans le cas de réélection.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélevement automatique, les tarifs d'abonnement, etc. :
téléphonez sur 01.42.17.32.90 de 9h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension temporaire, un numéro excoffré sur 03.69.97.00 (9h-17h/mj)

Four on America's (005750) is published daily for \$ 927 per year. "Le Monde", 21, rue Claude Bernard 75042 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain, NY, US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to M&J of N.Y. Box 15-18, Champlain, NY 12919-1518.

For the US, subscriptions outside the US: A. INTERNATIONAL MEDIA INC. 3300 Parkway North 404 Virginia Beach, VA 22204-4381 USA. Tel.: 703-426-30-33

RADIO : Albert Aigoud, un des fondateurs de « Nulle part ailleurs », sur Canal Plus, et Jean-Luc Hees, directeur de Inter, qui a la production d'un magazine quotidien « Synergie ». La nouvelle émission sera diffusée à partir du 26 avril à 18 h 15.

SKYROCK : Le groupe qui commande le radio de Médiamétrie, qui se réunira jeudi 10 juin, organise une vote pour que le programme d'audience soient diffusés aux 11-14 ans. Première radio des moins de 14 ans. Skyrrock, qui réalise 6,9 % d'audience, compte sur 3,2 millions d'auditeurs.

PRESSE : Le magazine *Men's Health*, édité par le groupe américain Time, vient d'être lancé en France. Vendu 20 francs, ce bimensuel destiné à un public masculin prévoit de devenir mensuel à l'automne. Il vise les 100 000 exemplaires.

AUDIOVISUEL : Le groupe luxembourgeois CLT-UFA a réduit sa perte nette en 1998 à 14 millions d'euros, contre 71 millions d'euros en 1997, a indiqué le premier groupe audiovisuel européen, jeudi 22 avril dans un communiqué.

Algoud, un des
Nulle part all-
Plus, directeur
ecteur de France
production in-
otidien » Syner-
émission sera dif-
5 avril à 18 h 15.
que le comi-
amétrie, qui se
uin, organise un
estival d'au-
scules aux 11-
radio des mois
ock, qui réalise
des concerts par

VOTRE ABONNEMENT

● L'action BNP s'échangeait vendredi 23 avril en hausse de 0,68 % à 73,35 euros, le titre Société générale en progression de 0,18 % à 159,8 euros et Paribas en hausse de 0,97 % à 97,95 euros. ■ Ces cours, les parités proposées par la BNP dans le cadre de sa double OPE valorisent l'action SG à 157,17 euros et l'action Paribas ■ 100,65 euros. L'OPE de SG sur Paribas valorise, elle, le titre Paribas ■ 99,87 euros.

■ L'action Vivendi s'échangeait en hausse de 0,68 % à 221 euros vendredi. Le groupe a décidé, jeudi 22 avril, de porter son émission d'obligations convertibles de 2,6 milliards d'euros (17,05 milliards de francs) à 2,85 milliards d'euros. Cette opération destinée à financer en partie le rachat de US Filter avait été souscrite plus de deux fois lors de son lancement, selon le groupe.

● La valeur Europe 1 reprenait sa cotation vendredi avec un bond de 28 % à 288 euros, après avoir été suspendue le 9 avril lorsque le groupe Lagardère avait annoncé qu'il rachetait les 55 % restants du capital d'Europe 1.

● **L'action France Télécom** prenait 0,33 % à 74,4 euros vendredi matin. Le groupe français a indiqué qu'il ferait toutes les démarches nécessaires pour défendre ses droits après que Deutsche Telekom lui a tourné le dos pour se rapprocher de Telecom Italia. Le titre réagissait également aux rumeurs d'une alliance possible de France Télécom avec Cable & Wireless.



VENDREDI 11 AVRIL Cours relevés 10h15
Liquidation : 23 avril

France ▶	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. semaine	Valeur (en millions)
CLAYTON (TFP)	140,00	140,00	991,21	—	108
DUPONT-MATHIAS (TFP)	143	143	982,82	—	1000
RENAULT (T.P.)	180,00	180,00	2059,68	+ 1,16	1000
SAINT GERMAIN P.	180,00	180,00	1109,84	+ 0,88	1000
THOMSON SA (TF)	184,40	184,40	2029,46	+ 1,01	1000
AGF	48,18	48,18	918,03	+ 0,74	80
AIR FRANCE CPE N	182,00	182,00	106,98	+ 1,18	84
AIR LIQUIDE	105,00	105,00	990,60	+ 0,86	70
ALCATEL	90,00	90,00	783,50	+ 1,29	10
ALSTOM	30,00	30,00	148,90	+ 0,80	40
ALTRAN TECHNI. & AUTOS CA	211	211	1487,08	+ 0,81	10
ATOS CA	74,00	74,00	691,21	+ 1,21	5
AVIS	116,00	116,00	471,24	+ 0,80	8
BAL INVESTS	34,00	34,00	168,90	+ 0,86	100
BAZAR HOT. VILLE	100,00	100,00	711,71	+ 0,48	80
BERTRAND FAURE	54,70	54,70	989,80	+ 0,54	5

BIC	48.10	94.08	306.22	+0.93	
B.I.P.	72.95	74.16	557.58		
BOREAL	17.95	17.95	477.21	-0.15	
BONJOUR	34.50	34.50	1184	+0.25	
BONJOUR	34.50	34.50	93.77	-0.27	
BOUYGUES	224	224.20	1468.06	-0.22	
BOUYGUES OFFS.	30	30.05	20.51	+2.16	
CA	6.19	6.19	42.04		
CANAL V	25.00	25.00	108.14	-1.64	
CAP GEMINI	19.70	19.70	676.33	-2.04	
CARDONE LOBBAIN	48.55	48.55	822.07		
CARTELO	34	34.1	4880.94	-1.04	
CASINO GUICHARD	34	34.05	379.14	-0.34	
CASINO GUICHARD	34	34.05	379.14	-0.34	
CASIMIRO DUBAI	215	215	1433.43	+0.95	
CAVALI	92.20	92.20	567.40	-3.28	
CECOT (LT)	137.20	137.20	900.91	-0.94	
CERUS	0.90	0.90	44.81		
CEST	41.80	41.80	333.45	-0.72	
CHARGEURS	51.80	51.80	40.09	-1.00	
CHRISTIAN DIOR	44.25	44.25	233.27	+1.34	
CHRISTIAN DIOR	44.25	44.25	865.82	-0.24	
CIF	70.75	70.75	10.00	-0.24	
CINEMAS FRANCAIS	33.50	33.50	332.25	-0.93	
CLARINS	95.55	95.55	548.28	+2.36	
CLIP MEDICAL	22.70	22.70	567.40	-3.28	
CNP ASSURANCES	22.70	22.70	19.23	-0.30	
COFOPH	77.00	77.00	823.46	+2.43	
COLAS	177	177	1139.68	-1.97	
COMPTON ENTREPR.	4.22	4.22	1.37	-0.25	
COR	2.58	2.58	235.15	-1.07	
CREDIT COMMERCIAL	15.31	15.31	94.11	-4.80	
CREDIT COMMERCIAL	15.31	15.31	94.11	-4.80	
CREDIT LYONNAIS	54.70	54.70	367.09	-0.38	
CS SIGNAL(CS&S)	54.70	54.70	91.15	-0.15	
CYBER	244.20	244.20	1574.50	-1.84	
DANONE	139.20	139.20	880.20	-1.92	
DASSAULT-MATHE	35.75	35.75	228.20	+3.01	
DE	10.40	10.40	14.14	-0.14	
DEMARVAL	71.40	71.40	471.83	+0.70	
DEMARVAL-P&L	71.40	71.40	70.91	+0.73	
DESAR	159.00	159.00	17.95	-0.28	
DIC (DOLLARS MT)	28.48	28.48	58.49	+0.25	
DYNAC	28.48	28.48	130.67	-1.68	
ECA	110	110	779.35	+3.27	
EDF	151.50	151.50	411.87	-0.39	
EF AQUATIME	151.50	151.50	877.67	+1.51	
EMARIT	35.80	35.80	257.08	-1.18	
ESM&S BECHIN	256.62	256.62	1015.59	-1.70	
ESORINT INTL ADP	256.62	256.62	2013.15	-2.24	
ESORINT INTL ADP	256.62	256.62	514.83	-0.24	
EURO DISNEY	256.62	256.62	987.29	-0.65	
EURO DUNEY	256.62	256.62	1.87	+2.84	
EURO DUNEY	256.62	256.62	787.19	+0.68	
F&M	1.48	1.48	1.48	100	
F&M&AC S.A.	1.48	1.48	0.42	-0.20	
FINATEL	19.50	19.50	119.50	-0.70	
FIVES-LILLE	71.30	71.30	422.45	-1.12	
FIVES-LILLE	71.30	71.30	749.57	-0.50	
FRANCO-BELCOM	89.80	89.80	4490.61	-0.40	
GALERIES LAFAYET	110	110	7425.43	-1.28	
G&P	78.90	78.90	7425.43	-1.28	
GAUMONT	9.80	9.80	400.13	-2.24	
G&Z ET BAUM	41.28	41.28	572.52	+0.98	
GECNA	41.28	41.28	879.26	-0.98	
G&Z ET BAUM	41.28	41.28	74.74	-0.74	
GRANDSIMPON	33.05	33.05	159.74	+1.48	
GROUPE ANDRE S.A.	121	121	900.45	-1.68	
GRANDSIMPON (LT)	121	121	155.94	-0.91	
GR&Z CTM	67.67	67.67	81.68	-0.88	
GR&Z CTM	67.	67.	234.32	-0.21	
G&Z CTM	67.	67.	234.32	-0.21	

GRUPE PARTOUCHE.....	82,80	82,78	411,81	-0,07
GUILBERT.....	128,50	128,7	846,18	+0,28
GUYENNE CASCOQUE.....	394,50	392	2804,13	+0,83
HACHETTE FILIALE.....	211	212	1410,31	+1,80
HALL WERTSIN.....	181,70	181,5	1.507	-0,09
IMACT.....	118	118,50	764,19	+0,57
IMMOBILES DE PCE.....	10,50	10,50	10	0,03
INROCAMBES ENTER.....	67,80	68	446,05	+0,74
INTRA.....	20,24	20,24	14,04	0,54
INTERBAN.....	22,10	22,10	144,97	-
INTERTECHNIQUE.....	313,80	309	2158,10	-1,40
ISAT.....	63,65	63,60	424,90	-0,07
JAFI LEFEVRE.....	87,15	87,15	592,09	-
KLEPERRE.....	81,30	81,3	554,60	-0,48
LABINAL.....	217	216,50	1481,30	-0,23
LACASSE.....	81,30	81,3	552,52	-0,52
LACARDIERE.....	33,45	33,4	217,12	-0,04
LAPEYRE.....	88	87	430,49	-1,51
LEBON (CIE).....	41,36	41,36	269,27	-
LEGEND.....	87,15	87,15	592,77	-2,31
LEGRAND ADP.....	122,10	122,05	806,17	+0,05
LEGES INDUST.....	40,70	40,68	280,60	-0,08
LEONARD.....	114,50	114,5	745,99	-
L'OREAL.....	603	598	5002,50	-1,16
LMWH MOET HEN.....	243	243,50	1595,04	+0,09
MAIRIA WENDLER.....	158,80	157	1025,15	-0,73
METABOL.....	1,11	1,11	5,73	-
MOCHLIN.....	45	44,84	294,13	-0,03
MONTEPLY SA.....	92	92	213,64	+1,87
MORIN.....	10,38	10,38	80,77	-1,73
NATEOS.....	80	80,00	325,93	-
NEOPOST.....	18,25	17,75	114,48	-2,78
NEOPOST DENTURES.....	27,00	27,00	172,19	+1,33
NORD-EST.....	125,25	125,25	772,19	-
NORDORD (INT).....	73,10	73,10	455,89	-4,92
NRG S.....	1,50	1,50	8,77	-
OLIVIER.....	7,90	7,90	51,23	-1,13
PARBIA.....	87	87	653,20	-
PATHTE.....	228	227	1422,46	-0,67
PECHINIE ACT ORD.....	87,20	87,20	562,59	-
PERINNO-INDUST.....	80,80	80,8	423,38	-
PEUGEOT.....	161,50	161,5	1050,19	-
PRIMAULT-PRATERE.....	15,00	15,00	97,73	-
PLASTIC OMNIVOL.....	78,70	78,70	618,50	-0,61
PRIMAACZ.....	85	85,47	442,12	+0,69
PROMODIS.....	388	387,50	3868,88	-0,73
PUNO.....	104,83	104,83	675,88	-
REMY CONTRAUX.....	15,08	15,08	98,38	-0,39
RENAULT.....	57	56,97	240,47	-0,01
RENOVA.....	75,50	75,50	481,91	-
RENUIT.....	16,23	16,23	107,30	-0,30
RHONE POULENC A.....	500	500	285,94	-0,00
ROCHET-FAURES CO.....	101	101	642,12	-
ROCHELLE (SA).....	2,81	2,81	17,58	-0,15
ROYAL CANIN.....	81,38	80,97	372,52	-0,29
RUZE IMPERIALS (L).....	1064	1064	8774,43	-0,83
SACRE.....	54,80	54,80	342,80	-
SACRE SA.....	600	599	3079,79	-0,17
SANTI-GODARD.....	184,10	184,10	1221,98	-1,54
SAUVEPIER (SA).....	74	72,25	476,88	-1,78
SAUVEPIER (INT).....	148,10	148,10	925,88	-
SAUPEPIER (NS).....	49,05	49,05	320,78	-0,90
SCHNEIDER SA.....	65,85	65,80	364,71	-0,14
SEB.....	47,15	47,15	298,87	+1,78
S.E.R.....	67,60	67,60	433,53	-0,59
SEIFEMEC SA.....	62,15	62,15	409,87	+0,88
SEIFA.....	68,20	68,20	399,78	-1,17
SENEBIRMANQUE.....	63,65	63,65	424,70	-
SEPM.....	37	37	242,70	-
SICE.....	38,80	38,80	262,71	+0,39
SILCO.....	17,08	17,08	850,21	+4,58
SILIC SA.....	87,15	87,15	592,77	-
SINCO.....	81,75	81,75	535,92	-0,03

91	S.I.T.A.	191	096,30	■ ■ ■ ■	+1,57	50
10	SEUS ROSAGNOL	■ ■	180,75	78,70	-2,01	25
100	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	■ ■ ■ ■	140,70	■ ■ ■ ■	-1,75	5
20	SOCOFRANCE	■ ■ ■ ■	122,40	■ ■ ■ ■	-2,21	50
100	SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE	150,80	189,80	1026,10	■ ■ ■ ■	50
50	SOCOPARC (P.N.)	80,80	187,60	458,51	+1,14	50
20	SOMMER-ALBERT	25,85	89	170,55	+1,36	5
10	SOPHIA	38,73	29,88	■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■	75
100	S.P.R. COLIMABIE	■ ■ ■ ■	29,12	170,47	-0,56	■ ■
100	STRAZ FACCINI	81	214,10	111,18	+0,62	■ ■
10	BUJF LYONNÈSE S.A.	100	230,00	1059,49	-0,58	■ ■
100	SYNTHELABO	■ ■ ■ ■	20,29	270,95	-0,56	■ ■
100	TECHNIPAR	100	401,40	■ ■ ■ ■	+1,30	20
50	THOMSON-CSF	20,58	20,72	188,39	-2,94	20
100	TOTAL	111	17,28	768,78	-0,67	50
10	UNILEVER	104	104	■ ■ ■ ■	+0,80	100
40	UNION ASSUR.FOAL	108,30	110	■ ■ ■ ■	+0,84	10
10	USINOR	14,88	14,83	■ ■ ■ ■	-0,88	20
50	VALDOR	87,37	87,88	535,28	-0,36	■ ■
2	VALLUURE	■ ■ ■ ■	231,75	7,74	-0,74	■ ■
2	VAN BANQUE	27,90	28	■ ■ ■ ■	+0,36	■ ■
20	VIVENDI	■ ■ ■ ■	200,00	■ ■ ■ ■	+0,85	■ ■
100	VOISIN-DE-SOMER	19,80	25,18	65,22	-0,71	10
100	ZODIAC DIV. DW	120	209,92	1367,67	-1,71	■ ■

	Priorité	Cours en francs	Cours en francs	% Var. valeur	Valeur nominale (F)	
100	AMERICAN EXPRESS	■ ■ ■ ■	945,50	+1,57	■ ■	
70	A.T.T. F.	82,40	89	534,77	-2,91	■ ■
100	BARON GOLD	■ ■ ■ ■	120,84	■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■	■ ■
100	CROWN CORP. ORD.	30,13	■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■	■ ■
100	DE BEERS	20,81	20,84	143,98	+1,08	■ ■
100	DW PONT NEMOURS	54	■ ■ ■ ■	182,70	-4,94	■ ■
100	ERCO	■ ■ ■ ■	182,70	■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■	■ ■
100	FORD MOTOR	39,25	39,85	380,65	■ ■ ■ ■	■ ■
38	GENERAL ELECT.	106,10	200,80	682,69	-0,47	■ ■
100	GENERAL MOTORS S.	12,80	12,80	850,68	■ ■ ■ ■	■ ■
100	HYDRA	6,54	6,60	43,89	+1,88	50
10	IBM	183,10	180,78	1181,98	-1,63	■ ■
100	ITO YOKOHAMA	97,85	97,85	850,68	■ ■ ■ ■	■ ■
100	MATSUSHITA	17,25	18,46	121,02	+0,52	60
10	MC DONALD'S	42,48	40,88	270,52	-2,85	■ ■
100	MERCK AND CO.	71	76,71	483,44	+3,80	■ ■
100	MICHELIN CORP.	8,85	8,85	455,27	■ ■ ■ ■	■ ■
16	MOBIL CO. F.	92,76	96	823,16	+2,42	1
3	MORGAN J.P.	152,30	222,80	959,60	+1,92	■ ■
100	NIPP. MATHPAC	■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■	■ ■
100	PHILIP MORRIS	31,07	32,02	210,46	+0,66	■ ■
30	PROCTER GAMBLE	93	91,81	102,82	-1,18	■ ■
100	SECA ENTREPRISES	15,06	16	118,07	+0,27	50
100	SCHEIBERER	46,40	46,40	299,51	■ ■ ■ ■	■ ■
100	SONY CORP.	86,18	86,89	55,29	+0,83	60

ABRÉVIATIONS :
S = Bordeaux ; U = Lille ; Ly = Lyons ; M = Matalatry ; N = Nancy ; N = Nantes ;

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3) = coupons détachés ; ■ droit détaché ; ■ contrat d'animation ; ■ = offert ; ■ = demandé ; ■ offre réduite ; ■ demande réduite ; ■ cours prioritaire.

DERNIÈRE COLONNE RM (M) :
Lunel date pariel ; % variation 31/12 ; (M) : Montant des dividendes ; montant en euros ; Montant des coupons ; paiement des dividendes ; coupon ; Lunel date vendredi ; compensation ; Vendredi date samedi ; nominal

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Value	Delta	Value	Delta
ADAPARTNER S	187.00	+0.38	JOLIEZ-REGOL
ASB SOFT	105.00	+2.01	JOLIEZ-REGOL
ALPHA MEDIA	180.00	+3.43	LACTO GROUP
ALPHA MOI	180.00	+1.47	MEDITEE S
ALTAMIR C	618.00		MILLE ANNE S
APPUCHE ON	15.00	-0.49	MORDAL FRCH
ASTRA	8.00		OUTICE
ATT	13.00		ONACOM
AVENIR TELEC	381.00	-1.11	ORIS INTL INC
BELVEDER	923.00	-1.90	PRESICE GROUP
BIOCODE S	95.11		PHONE SYSLNE
BWP OF CT	906.00		PICOGIGA
CB SYSTEMS	39.58	+0.29	PROLOGUCI SOF
CEERP	47.02	-0.13	QUANTEL
CHEMINER S	5.10	-0.12	RAI SENTE
COI	974.00	-1.08	RAI SENTE INTL
CRYO INTERAC	116.01		RECT S
CRYPTO PRESS P	8.28	-0.08	RESPONSE S
CSHAW S	91.22		RICHINA RUBIN
DESK	150.00	+0.90	SILICOMP S
DESK B9	19.00		SIRC RECYCLA
DMS S	48.94	-1.28	SOI TEL SII
DURAND ALLEN	507.00		STELAR
DURAN DUBO	124.03		SYNTELE S
EFFER S	127.10	+1.40	LA TETE DA
ELIOPH S	97.00	-0.08	THEVETECH L
EURO CARGO S	74.78		TITUS INTER
EUROSTAT S	26.00	+0.40	TITUS INTER
FARMASIN R	65.07	-0.78	TRANSCHE S
FIN SYSTEM	82.57	+1.06	TYE S
FLOREANET	92.00	-0.25	VALORUM S
GENEXIS S	355.19	-1.54	V CON TELEC
GENESTY S	85.00		WESTERN TELE
GRAND	29.00		


34,57	2,06
14750	---
116,76	0,58
180,87	0,70
1176,70	2,88
46,87	4,88
18,77	7,14
18,67	2,74
104,88	1,80
30,07	---
---	---
69,30	0,66
880,37	0,88
121,04	---
---	---
131,10	0,37
---	7,81
66,88	1,68
74,12	2,58
487,87	1,88
189,18	7,78
34,27	2,77
940,30	---
880,07	1,82
70,84	16,82
110,30	0,28
32,88	0,28
188,48	10
80,88	---
882,70	0,86
187,27	---
---	---
146,87	0,45
5,18	0,84
188,88	0,45
---	0,66
77,18	---
882,48	1,58
---	---
882,48	0,81
---	---
70,87	0,46
8,87	---
31,78	---
47,48	0,88



Bora. Tous les prétextes sont bons 

70,94	+ 16,92		
110,20	+ 0,20		
92,90	- 5,08		
183,48	- 10		
80,03	—		
882,77	- 0,05		
187,27	—		
144,91	- 0,45		
11,12	+ 0,04		
160,20	- 0,48		
11,10	+ 0,06		
770,50	—		
859,39	- 1,58		
859,39	—		
228,90	+ 0,01		
859,39	+ 0,46		
5,07	—		
31,78	—		
30,49	+ 8,00		

VENDEUR: 23 AVRIL

Une  Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ►	Cours en francs	Cours en francs	15 Vie
ADA	420,80	+ 2,40	
AGF	420,80	+ 0,10	
ALCEC	420,80	+ 1,40	
ALP	420,80	+ 1,40	



textes sont bons



ALPHAROMA 897,91 + 8,56

ASSUR-BO-POP 838,28

ASSYSTEM 3 111,28

BENITEAU CO 1004,25 0,50

BICC CARONE 95,55 0,16

BIDIRON (LYN) 309,80 1,82

BOISSET (LY) 182,85 0,80

BOZEL CHANG 274,11 0,57

BONDUABLE 110,07 0,08

BORCEDES (I) 99,86 1,47

BRIGGS 274,11 0,16

BUCROMA 1 196,89 1,28

BUCROCHE PASQ 890,39

BUT SA 1 399,20

SOLIER 414,20 0,80

COU-CHE DES 196,89 0,84

CECEDIM 6 214,42 8,44

CAILLÉ & V.

CALOIRE AT

C.A. MORBIHAN

CADU NORO

C.A. OISE CC

CARIS DE C

C.A. TOULOUSE

CAEN CC NV

CECAN TOURL

CEGEMTA

DAFFA-MALLIN

GRUPPE J.C.D.

DAUPHIN OIT

DECAN GROUPE

DU PAREIL, AU

ENTRELEC CB

L'ENTREPRISE

ETAM DEULO

EUROPERMINE

EURO-EXTING

EXPANS SA

FACTOMER

FACTORM NV

FANVELY

FIMACO

FIMATIS/DEL

FIMFINO

FLO (GROUPE)

FOURMONT

FRANKIN 2e

GAUDIN FRAN

GE 2000

GEORGES LOC

G.E.O.

G.E.P. PASQU

GR. INDOUSTRI

GR. INDOUSTRI

GO SPORT

FINANCIERES C

GRAND MARINI

GRUPPE MOU

GUERRET SA

[illegible][illegible][illegible][illegible][illegible]

هكذا من الأصل

malgré la réussite actuelle de l'Olympique lyonnais. ● PATRICK GUILLOU, le défenseur latéral de l'équipe stéphanoise, symbolise le renouveau d'un club qui redécouvre l'ambition.

RTL & LCI

Garhi, fils putatif de Lucy et possible premier artisan

Découverte en Ethiopie d'un australopithecus vieux de 2,5 millions d'années qui pourrait être l'ancêtre direct de l'homme

IL SE NOMME *Australopithecus garhi*. Il y a 2,5 millions d'années, dans la vallée de l'Awash, près du petit village de Bouri, il pourrait bien être l'ancêtre direct du premier représentant de la lignée humaine - *Homo habilis* - et descend peut-être de la célèbre Lucy. Il a été découvert par une équipe de paléontologues américains, éthiopiens et japonais dirigée par Tim White (université de Berkeley, Californie) et Berhane Asfaw (service de recherche de la vallée du Rift, Ethiopie), qui le décrivent dans l'édition du 23 avril du magazine *Science*.

« Il se trouve au bon endroit et au bon moment pour être l'ancêtre du plus ancien *Homo* connu. Et il a dans sa morphologie ne l'empêche de tenir ce rôle », écrit Tim White dans cet article de présentation.

Son crâne et ses dents témoignent, selon lui, d'une structure directe avec l'*Australopithecus africanus*, espèce dont fait partie Lucy, qui vivait dans la même région 700 000 ans avant lui. Un détail particulièrement intéressant pour les spécialistes qui, depuis plusieurs années, discutent chaudement pour savoir de quel australopithecus descendait la lignée *Homo*.

la jonction avec *Homo habilis*, le classement de cette course à l'ancêtre pourrait être remis en cause. Yves Coppens, codécouvreur de Lucy, qui a vu les fossiles de Garhi, estime néanmoins qu'il descend plus probablement d'*Anamensis*.

OUTILS IMPORTÉS

Les australopithecus avaient - comme les singes - des bras longs par rapport à leurs jambes, alors qu'*Homo habilis* (vieux de 1,7 million d'années) possédait les avant-bras plus courts et les membres longs des hommes modernes. Les ossements retrouvés non loin du crâne de Garhi dénotent une anatomie située entre les deux, qui aurait donc évolué vers une morphologie plus humaine. Mieux encore : ils gisaient au milieu de pierres taillées et d'os d'animaux qui avaient visiblement été découverts et brisés à l'aide de ces outils. Le terrain environnant était dépourvu de pierres adéquates pour les fabriquer sur place, ces outils ont probablement été apportés. Sans doute, estime Tim White et ses collègues, depuis le « gisement » proche du Gona, une célèbre zone d'exploitation qui jusqu'à présent attribuait - faute de fossiles trouvés sur place - à *Homo habilis*.

Les découvreurs de Garhi reconnaissent néanmoins que ces premières décisions doivent être confirmées par d'autres découvertes. En effet, bien qu'ils se trouvent dans des terrains datant de la même période, rien ne permet, pour l'instant, d'affirmer qu'il s'agit de la même lignée. Mais la découverte de Garhi est certaine que les fossiles gisant parmi les outils de pierre appartiennent à la même espèce que les fragments de crâne et les dents de Garhi. Il aurait fallu, pour cela, pouvoir attribuer tous ces ossements au même individu, ce qui n'est pas le cas. Le débat reste ouvert.

Jean-Paul Dufour

Le premier arbre moderne poussait il y a 370 millions d'années

C'ÉTAIT le roi des forêts du dévonien. Voilà quelque 370 millions d'années, mais avant l'apparition de la forêt bouillie du charbon, il avait colonisé les vastes territoires, de l'équateur aux latitudes boréales. *Archaeopteris* pouvait atteindre 30 mètres de haut et le diamètre de son tronc dépasser 1 mètre. Comme la majorité des plantes de son époque, il se reproduisait à l'aide de spores, à l'image des fougères et des prêles actuelles : les plantes à graines n'allaient se développer que plus tard. Mais il ressemblait déjà aux arbres modernes.

La parenté entre *Archaeopteris* et les arbres actuels avait été mise en évidence par les paléobotanistes depuis la découverte des fossiles. Mais les fossiles retrouvés jusqu'alors n'avaient donné qu'une image fragmentaire. On avait, simplement, que, comme les contemporains arborescents, il émettait des branches par division de son sommet (apex), qui se partageait en deux sections, la plus grosse prolongeant le tronc, l'autre donnant naissance à une branche horizontale à feuilles planes, avec une disposition adaptée à la capture de la lumière. Les rameaux avaient une durée de vie assez brève et tombaient spontanément, sans que la plante présente de cicatrices sur les troncs des branches exhumées.

VICTIME DE SON SUCCÈS ?

La découverte, dans des sédiments marins de la région d'Erfoad (Sud-Est marocain), de la plus importante collection de troncs, racines, branches et ramures d'*Archaeopteris* connue à ce jour - cent cinquante échantillons - ont été prélevés en printemps 1998 -, dans un état de conservation exceptionnel, permet aujourd'hui aux scientifiques d'affiner ce portrait. Dans la livrai-

son du 22 avril de la revue *Nature*, Brigitte Meyer-Berthaud (laboratoire de paléobotanique à l'université de Montpellier), Stephen Schekler (département de biologie de l'institut polytechnique de Virginie) et Jobst Wendt (institut de géologie et de paléontologie de l'université de Tübingen) reconstituent, à partir de l'observation de centaines de fossiles ligneux, sa structure et ses processus de croissance.

Entre ses ramifications, de longues distances aux frondes fougères, *Archaeopteris* développait aussi des branches latérales pérennes, comme les arbres actuels. Sans doute augmentait-il de cette manière sa capacité de survie en une détérioration de son apex et il peut-être pourquoi ces arbres adventifs allaient ensuite être remplacés par l'évolution. L'expansion de ce pionnier pourrait s'expliquer par une autre innovation de son appareil végétatif, capable, comme les arbres actuels, de multiplier par bouturage.

Après avoir régné en maître sur notre planète, *Archaeopteris* allait pourtant s'éteindre, entre le dévonien et le carbonifère, il y a environ 360 millions d'années. Les chercheurs s'interrogent sur les raisons de sa disparition. Peut-être, avance Brigitte Meyer-Berthaud, fut-il victime de son succès : « Les premières forêts ont contribué à la formation de niches écologiques propices à l'apparition de nouvelles espèces. La biomasse végétale, en piégeant le gaz carbonique de l'atmosphère, a eu pour effet de réduire l'effet de serre. Le climat s'est alors refroidi, conduisant aux glaciations de la fin du dévonien qui pourraient lui avoir été fatales. »

Pierre Le Hir

Un réacteur nucléaire de Civaux a franchi sans bogue toutes les dates à risques

Un test grandeur nature simulé le passage du 9-9-99, de l'an 2000 et du 29 février 2000

Le nucléaire civil est l'un des secteurs sensibles à l'irruption dans les systèmes informatiques du double zéro de l'an 2000 (« Le Monde Interac-

tif » du 14 avril). EDF consacre 600 millions de francs (91,5 millions d'euros) aux études visant à garantir la sûreté de son parc. Pour un essai, un

de ses réacteurs les plus récents, entièrement informatisés mais pas encore en service, vient de fonctionner quatre jours « dans l'an 2000 ».

CIVAUX (Vienne)

La centrale nucléaire de Civaux (Vienne) a effectué mardi un curieux « voyage » dans le temps. L'horloge centrale du réacteur numéro 2, en voie d'achèvement sur les rives de la Vienne, a été avancée jusqu'au 8 septembre 1999 - la veille du 9-9-99 - et a passé ce cap jugé délicat par nombre d'informaticiens. Elle a ensuite fait un saut jusqu'au 31 décembre 1999 afin d'affronter prématurément la date fatidique du passage à l'an 2000. Enfin, elle a anticipé sur le 29 février 2000, autre échéance redoutée. « Nous avons fonctionné quatre jours dans l'an 2000 », résumait Jean-Michel Peyrouton, du Centre national d'équipement nucléaire, en présentant à Civaux le test effectué par EDF. Puis il a fallu revenir au présent, opération tout aussi cruciale en cas de « pépin informatique ». « Le test a montré qu'un saut en arrière était le plus simple, et qu'il permettait de gérer la crise le mieux venu », précise Jean-Michel Peyrouton, pour qui la nécessité d'un tel repli temporel paraît cependant « peu probable ».

Des essais « complets » représentatifs ont été menés sur les systèmes centralisés du « contrôle commande » de la tranchée, chargé de piloter la réaction nucléaire. Bilan : « Aucun dysfonctionnement n'a été constaté », hormis sur un système « non vital ». Pour Yves Corre, qui supervise le passage à l'an 2000 à la direction d'EDF, le test de Civaux « conforte la méthodologie suivie par EDF » pour prévenir le bogue du millénaire, « priorités » de l'électri-

ciens, qui consacre au total 600 millions de francs (91,5 millions d'euros) à la question.

REPASSER EN MODE MANUEL

Le nucléaire civil fait en effet partie des secteurs jugés sensibles à l'irruption dans les systèmes informatiques du double zéro de l'an 2000. EDF doit pouvoir garantir la sûreté de son parc nucléaire, mais aussi la fourniture de l'électricité à ses clients le jour « J ».

« Le risque nous paraît maîtrisé, sans qu'on puisse parler de risque

900 MW, qui entrera dans l'an 2000 avec huit heures d'avance sur la France.

Pourquoi cette rétrospective du seul test en vraie grandeur à un réacteur encore à l'arrêt ? Parce que le cœur de Civaux n'a pas encore reçu son combustible nucléaire, et qu'un éventuel démarrage serait sans conséquence. Mais que, surtout, il appartient avec les réacteurs de Chooz B1 et B2 et son clone Civaux 1, au « palier N4 », la dernière génération, entièrement informatisée, du parc électronu-

cléaire français. Les paliers plus anciens sont moins sensibles au risque informatique. L'entretien s'est donc concentré sur le système de conduite du N4, qui s'appuie sur 47 calculateurs reliés aux 200 armoires et totalisant 7 000 cartes électroniques, lesquels dirigent

eux-mêmes 3 000 actionneurs de pompes et autres clapets. Selon Jean-Michel Peyrouton, environ un quart des systèmes étaient concernés par le passage à l'an 2000 et ont nécessité des modifications. Un test relativement simple qui n'a pas été un souci de robustesse des systèmes de la conception. Actuellement, les réactions seraient affectées à 80 %.

« L'objectif est de les achever avant l'été », assure Yves Corre. Si d'aventure un bogue devait survenir, l'équipe de conduite aurait toujours la possibilité de passer en commande analogique, troquant claviers et manettes pour des boutons-poussoirs insensibles aux caprices des 0 et 1 du langage binaire.

A l'Institut pour la sûreté des installations nucléaires (IPSN), où l'on suit pas à pas les travaux d'EDF, on attend avec intérêt les résultats du test de Civaux. La méthode initiale de l'électrique, qui consistait à reconstituer en copie l'ensemble des systèmes sensibles, a été jugée nécessaire, mais insuffisante. Il lui a fallu demander d'envisager différents scénarios de défaillance « en profondeur » des systèmes, notamment la défaillance des réacteurs, des systèmes élémentaires, et de les tester dans des situations de vingt-quatre heures ou de cas d'incident ou d'accident. « Pour l'instant, nous n'avons pas reçu tous les résultats », indique Jean-Christophe Niel, adjoint du chef du département évaluation de sûreté de l'IPSN, qui juge que les essais « sont courts » pour donner un avis à l'autorité de sûreté avant l'été.

Hervé Morin

Trois défis à relever pour l'Europe spatiale

« SI ELLE veut jouer au jeu du prochain siècle politique et économique en rapport avec sa taille, ses richesses et son héritage scientifique », l'Europe doit se doter d'une politique et de programmes spatiaux ambitieux, car, sans espace, il n'y a pas d'avenir », a expliqué Peter Creola, président du comité sur la politique spatiale à long terme de l'Agence spatiale européenne (ESA), en présentant, mercredi 21 avril, le deuxième rapport d'orientation de son comité.

Les dix prochains siècles, l'Europe doit, selon le comité, s'efforcer de maintenir une priorité d'affirmation de son leadership scientifique d'une Amérique qui a consacré 21,21 milliards d'euros à l'espace en 1997, quand l'Europe n'en dépensait que 4,06, le Japon 1,85 et la Russie 1,16. L'Europe a dû s'imposer sur le marché des lanceurs spatiaux avec Ariane, mais elle doit consolider ses positions et combler des manques criants, notamment dans la construction des satellites de reconnaissance ou de navigation.

Elle doit aussi relever un second défi en participant à une meilleure gestion du « vaisseau Terre ». De nombreux pays ont commencé pour prévenir les dangers du réchauffement climatique, les catastrophes naturelles ou encore la pollution possible avec un millénaire. Enfin, c'est le troisième défi, elle doit participer à l'exploration du système solaire pour trouver les ressources nécessaires aux générations futures.

Pour répondre à ces trois défis, le comité propose vingt actions, dont la recherche de planètes extra-solaires, l'envoi de missions à l'espace, un système de navigation par satellites, la réalisation de micro-satellites et de satellites de surveillance des catastrophes naturelles, la participation à un programme lunaire international, la « manipulation des conditions météorologiques » depuis l'espace ou encore l'exploitation minière d'astéroïdes.

C. Ga.

C'est avec des records qu'on bâtit une Légende.

2ème radio musicale*

3 559 000 auditeurs quotidiens

NOSTALGIE

LA LÉGENDE

NRJ Regies, la consommation aujourd'hui.
Tel. : 01 40 71 11 00

مكتبة من الأصل

[illegible]

Lente atténuation des pluies

SAMEDI, la pluie continue à toucher les régions situées au nord de la Loire, ainsi que la plupart des reliefs, où la pluie fait quelques apparitions. Plus au sud, ainsi que dans les régions de l'ouest, le temps est plus clément. Les régions méditerranéennes bénéficient d'un bon ensoleillement au prix d'un fort vent.

Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie. - Le temps est avec un ciel qui se partage tout au long de la journée. Passages nuageux et périodes de soleil. Le maximum de température se situe vers 13 degrés à la côte, 15 ou 16 dans l'intérieur.

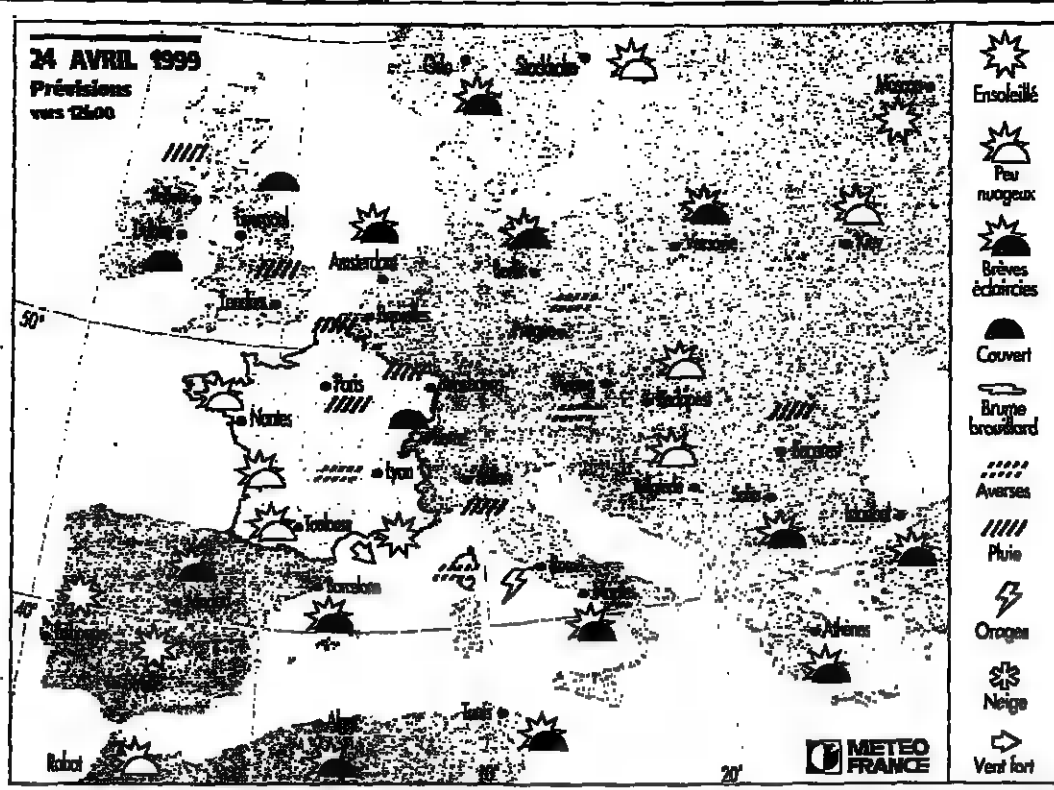
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Dans le Centre, les nuages laissent passer par moments le soleil. Dans les autres régions, la matinée est grise, avec de la pluie. L'après-midi une amélioration se produit par le sud-ouest, mais seules l'Ile-de-France et la Haute-Normandie en bénéficient. Il fera de 13 à 15 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Les nuages dominent par moments de pluie. Il fera de 13 à 15 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Dans les Pyrénées, les nuages s'accrochent, et peuvent donner par moments un petit peu de pluie, ainsi qu'un peu de neige en altitude de 1700 m. Partout ailleurs, nuages et soleil se partagent équitablement le ciel. Il fera de 13 à 15 degrés.

Limousin, Anvergne, Rhône-Alpes. - En Anvergne, le ciel est nuageux à la limite entre les nuages. En région montagneuse, les nuages dominent le plus souvent, et peuvent donner de la neige en altitude de 1000 m. Il fera de 11 à 14 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Les régions côtières bénéficient d'un bon ensoleillement, mais le vent d'ouest ou nord-ouest souffle jusqu'à 70 ou 80 km/h en rafales. Il fera de 15 à 17 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

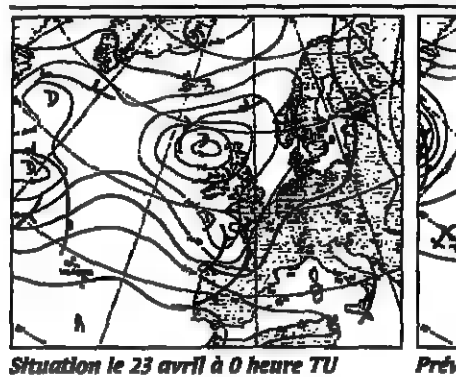
PÊCHE. Parution de l'édition 1999 du guide national des Gîtes logis de pêche (60 F ou 70 F par correspondance, tél. : 01-49-70-75-75) répertoriant les séjours dans 71 départements français. Il s'agit de maisons rurales, gîtes d'étape (hébergement collectif) ou séjours (bâtisses à louer), chambres et hôtels à proximité des lieux de pêche et aménagés à propos : local pour entreposer le matériel, vivier pour les poissons, appâts, documentation, cartes.

HÔTELS. La maison de couture italienne a décidé de se lancer dans l'hôtellerie haut de gamme. L'ouverture d'un premier hôtel en Australie, sur la Gold Coast, annonce l'ouverture des JO de Sydney, en l'an 2000. Autres destinations envisagées : la Floride, la Californie et les îles grecques. Ces hôtels porteront la griffe de la maison de couture qui en signera le design et la décoration.

PRÉVISIONS POUR LE 24 AVRIL 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température
et l'état du ciel : S : ensoleillé; N : nuageux;
C : couvert; P : pluie; N : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	7/15 P	PARIS	11/15 P	LYON	11/15 P	
ALGER	18/24 S	BARCELONE	9/18 N	MARSEILLE	14/20 S	VALENCE	12/18 S
AMSTERDAM	15/22 N	BELFEST	7/13 P	MONTPELLIER	14/20 S	TOULOUSE	14/20 S
BRUXELLES	12/18 N	BERNE	8/17 N	NAPLES	10/15 S	VALD'AUVERGNE	12/18 S
COPENHAGUE	8/17 N	BUDAPEST	9/15 N	ROME	10/15 S	VIENNE	12/18 S
DUBLIN	7/14 S	DUBLIN	7/14 S	SEVILLE	14/20 S	GENÈVE	11/15 P
FRANKFURT	10/16 S	FRANKFURT	10/16 S	ST-PETERSBURG	6/11 N	STOCKHOLM	12/19 N
GENÈVE	11/15 P	GENÈVE	11/15 P	TENERIFE	18/24 S	VIENNE	12/18 S
Helsinki	10/16 S	Helsinki	10/16 S	ISTANBUL	12/19 N	VIENNE	12/18 S

VENISE	11/15 P	LE CAIRE	22/29 S	14/27 S
VIENNE	12/18 S	MARRAKECH	16/25 S	16/25 S
AMSTERDAM	15/22 N	NAIROBI	16/25 S	16/25 S
BRUXELLES	12/18 N	PRINCE-EDOUARD	16/25 S	16/25 S
COPENHAGUE	8/17 N	SAO PAULO	16/25 S	16/25 S
DUBLIN	7/14 S	TOULOUSE	14/20 S	14/20 S
FRANKFURT	10/16 S	VALD'AUVERGNE	12/18 S	12/18 S
GENÈVE	11/15 P	VIENNE	12/18 S	12/18 S
Helsinki	10/16 S	ISTANBUL	12/19 N	12/19 N



SPORTS D'HIVER

Grande glisse de fin de saison

DES CHUTES DE NEIGE un temps frais maintenant des chutes de neige pour la pratique du ski. Les pistes sont au nord et au sud d'une neige poudreuse, légère et en hiver. Celles exposées au sud dégèlent. La neige ainsi transformée, fondue sur quelques centimètres, douce et facile à pratiquer. La meilleure glisse s'apprécie autour de 2 000 m d'altitude, entre 11 et 14 heures. En début de matinée, gorgée d'eau, colle aux planches. Mieux vaut choisir les stations d'altitude qui demeurent ouvertes jusqu'au mai (voire plus). Consultez les horaires de service pour les week-ends des 8-9 mai. Consulter le 3615 En Montagne.

Val d'Isère, les stations privilégiées. Incitant sept jours d'hôtel et remontées mécaniques, le Val d'Isère, depuis le village de la Grave (hôtels deux étoiles en demi-pension : moins de 300 F (46 €) par personne, tél. : 04-76-79-92-46), offre une exceptionnelle situation sur plus de 100 km de dénivelé.

Les hauteurs de neige dans les stations

VOICI les hauteurs d'enneigement du jeudi 22 avril. Les données communiquées par l'Association des stations de ski françaises et les renseignements sur rendez-vous au 08-36-68-64-04, par Minitel au 3615 En montagne, et sur Internet : www.ski-france.fr.

DAUPHINÉ-ISÈRE
L'Alpe d'Huez : 175-350; Alpe du Grand-Serre : n.c.; Auris-en-Champs : n.c.; Autrans : 50-110; Chamrousse : 130-160; Le Collet d'Allevard : 100-130; Les Deux-Alpes : 100-130; Lans-en-Vercors : n.c.; Lans-le-Vaupion : n.c.; Les Sept-Laux : 80-160; Villard-de-Lans : 100-130.

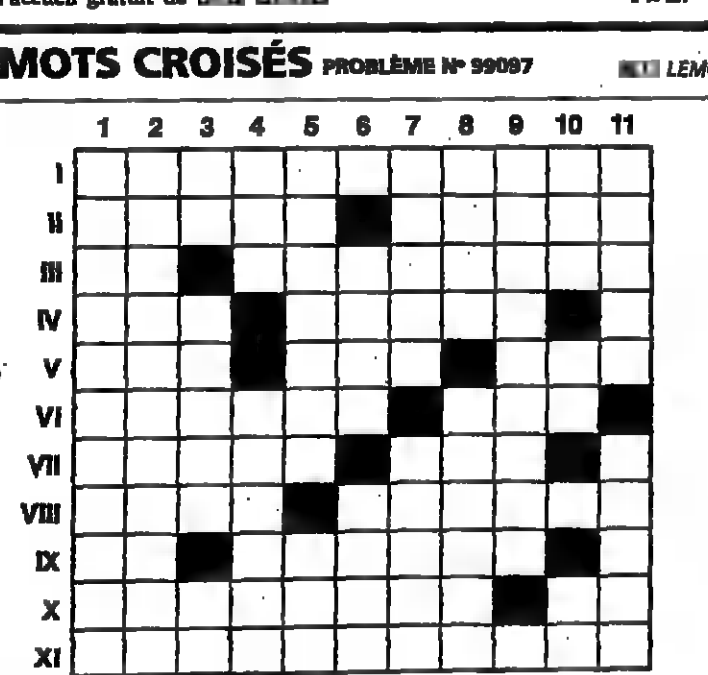
HAUTE-SAVOIE
Avoriaz : n.c.; Les Carroz d'Arches : 48-690; Chamonix : 70-370; Châtel : 100-310; La Clusaz : 30-330; Combloux : n.c.; Les Contamines-Montjoie : 15-220; Flaine : 170-690; Les Gets : 60-220; Le Grand-Bornand : n.c.; Houches : 20-150; Megève : 60-250; Morillon : 0-680; Morzine-Avoriaz : 10-310; Praz-de-Lys-Sommand : 130-210; Praz-sur-Arly : n.c.; Saint-Gervais : n.c.; Samoëns : n.c.; Thollon-les-Mémoires : n.c.

UN CHALET AU QUÉBEC

Air Canada propose de découvrir la famille, la province du Québec et de séjourner dans la région de la Mauricie, non loin du lac Chrétien, dans un chalet de 120 m². En plus, la location d'un chalet pour les personnes coûte 170 F (26 €) par jour, pour un adulte, 170 F (26 €) pour les enfants de six à douze ans (gratuit pour les moins de six ans). Un forfait 9 jours/7 nuits en location est proposé à 760 F (726 €) pour un chalet (hébergement seul) pouvant accueillir quatre « grands » et six « petits ». À ajouter, le vol Air Canada Montréal, jusqu'au 30 avril à 2 590 F (395 €) hors taxes pour un adulte et 1 943 F (296 €) pour les moins de 12 ans. Renseignements au 01-40-15-15-15.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 39087
SOS Jeux de mots : LEMONDE, 10px (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT
1. d'un problème à l'autre.
2. Théâtre couvert. Inspira Goethe et Tourner.
3. Tradition japonaise.
4. bout de bois.
5. Séparation. Point de départ de la traite.
6. Rincer à moitié. Changement de ton. Tombent si on ne les accroche pas.
7. Vous entraînent dans la tourmente. Fait tache au soleil.
8. Dame à bonne culture. Solide.
9. Sa voie est toute tracée.
10. valeur des formes.

VERTICALEMENT
1. Trop tendues.
2. Agréable diffusion.
3. Négation. Renvoie plus loin. Signent les pistes.
4. A la limite heure.
5. Problèmes qui ne se résolvent que par le jeu.
6. Diplôme.
7. Au complet. Une fois pour toutes.
8. Gar-

PHILATÉLIE

LE THÈME de la Camargue, sujet du timbre-poste à 3 F qui émis lundi 24 avril, n'est pas inédit. En effet, les flamants roses illustrent un timbre de Camille Camille, en 1970. En 1978, la série artistique propose les Chevaux de Camargue d'Yves Brayer. En 1995, un timbre d'usage courant, dessiné et gravé par Jacques Jubert, reprend un paysage de Camargue. En 1998, enfin, dans une série consacrée aux chevaux mise en œuvre par Roxane Jubert, le timbre à 3 F figure en compagnie du pardennais, du trotteur et du pottock.

Une Camargue sauvage et naïve

par Christian Broutin, imprimé en héliogravure de quarante. La vingt-cinquième aura lieu les 24 et 25 avril à Strasbourg, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à l'Hôtel du Département, place du Quartier-Blanc; à Arles, au bureau de poste temporaire ouvert au parc de la Camargue, du Pont-du-Rousty, à Saintes-Maries-de-la-Mer.

Les timbres français de l'an 2000

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT l'industrie, Christian Pixerot, a signé l'acte fixant la première partie du programme philatélique de l'an 2000.

Timbres-poste avec surtaxe profit de la Croix-Rouge : Journée du timbre (sans doute Tintin); personnages célèbres : Alexandra David-Neel (1868-1969), Norbert Casteret (1897-1987), Paul-Emile Victor (1907-1995), Jacques-Yves Cousteau (1910-1997), Haroun Tazieff (1914-1998), Eric Tabarly (1931-1998); Croix-Rouge.

Timbres-poste sans surtaxe : Claude (1445-1510), Camille Claudel (1864-1943); Europa; nature de France, spectacle du monde vivant (quatre timbres); cité de Carcassonne; émission commune France - Nouvelle-Zélande; bicentenaire du corps pré-

مكتبة من الأمل

Tom Waits, la passion animale du blues

Après six ans d'absence, le chanteur revient avec « Mule Variations », disque de plaisirs simples

EST-CE un hasard ? Après le romantisme beat des années 70 pour le label Asylum, après les expériences surréalistes de la période Island dans les années 80, Tom Waits est aujourd'hui hébergé par une maison de disques à dominante punk, Epitaph, qui a la particularité de posséder un label, Fat Possum, refuge de vieux bluesmen - R. L. Burnside, Johnny Farmer, T. Model Ford... - parmi les plus âpres et rustiques d'Amérique. *Mule Variations* - après la Guerre de sécession, ne promettrait-on pas à chaque esclave affranchi, « seven acres and a mule » ? -, son premier album depuis six ans, est bien le disque d'un franc-tireur radical, enraciné dans la vase du Mississippi. Tom Waits récapitule les différentes façons dont il a envisagé cette musique ancestrale depuis trente ans.

A commencer par là où il avait abouti avec *Bone Machine* (1992), l'album qui précède ses collaborations avec Jim Jarmush - *Night on Earth* - et Bob Wilson - *The Black Rider* -, un disque obsédé par la mort, l'apocalypse et la rédemption. Plusieurs morceaux de *Mule Variations* - *Louise of the Road*, *Eyeball Kid*, *Fillipino Bux Spring Hog* - semblent joués sur cette « machine à os » qui décarasse, concasse et met en scène le blues des origines. Des forçats cassent des cailloux, frappent sur des gamelles, une voix rongée par l'alcool et la nicotine chante dans le tuyau d'un poêle. Le tout pourrait être enregistré par Alan Lomax, ethnomusicologue américain des années 30, mais la stylisation anguleuse et foldingue de ce

« primitivisme » est le dernier reliquat du cabaret dadaïste ouvert par Tom Waits au moment de *Swordfishtrombones*, *Raindogs* et *Frank's Wild Years*. A l'époque, le pianiste inventait, à la manière d'Harry Partch, ses propres instruments. Aujourd'hui, il demande à un DJ improbable, M. Mark « The III Media » Reitzman, de scratcher avec des gramophones.

POULES ET ABOIEMENTS Mais ces « variations » sont aussi un glissement vers moins d'abstraction. Le blues n'est pas simplement détourné au profit d'inventions instrumentales et poétiques. Sa représentation « figurative » la plus dénuée, la plus campagnarde (dans *Chocolate Jesus*, accompagné par l'harmonica de Charlie Musselwhite, parient sur l'efficacité des plaisirs simples. On avait rarement autant dansé sur un disque de Tom Waits. Sur cette trame riche, dans ces ambiances de *juke joints* du Delta, le Howlin' Wolf californien exprime tout son talent de conteur. Dans un exercice de narration pure, le drôlatique et paranoïaque *What's he Building*, il tricote à nouveau avec le théâtre et le fantastique. Mais ces chansons sont surtout l'occasion de ressusciter une galerie de personnages mythiques : paumé du petit matin, marin ou paysan alcoolique, clochard cé-



Tom Waits. De nouveaux haillons sur des personnages familiers.

lesté, taulard, hobo hurlant à la lune tel un vieux coyote...

Inspiré par Jack Kerouac et William Burroughs, le pianiste a depuis longtemps façonné ces archétypes. Il les a personnalisés au point de souvent les incarner lui-même dans la vingtaine de films auxquels il a participé, du *Down by Law* de Jim Jarmush au *Short Cuts* de Robert Altman. Cette imagerie d'ailleurs eu le temps d'imprégner d'autres disciples : Nick Cave, Sparklehorse, Beck... Les risques de caricature pourraient être sonnée de Damoclès. Mais, avec Kathleen Brennan, sa femme et sa collaboratrice depuis *Swordfishtrombones*, l'héritier de la *beat generation* et de Captain Beefheart sait encore sculpter des mots et des images inédites pour habiller ses vieilles figures de nouveaux haillons. On reste saisi, par exemple, devant sa *Black Market Baby*, cette « fille du marché noir », « diamant qui veut rester charbon ».

Dans cet album, Tom Waits pousse parfois le « post-modern-

nisme » jusqu'à retrouver ses sensations de piller de piano-bar. Sur le clavier, les doigts réapprennent des langoureux noctambules. La bure du blues rural se pare du veours du jazz. Le timbre cabossé cherche à s'éclaircir. Dans *Take it with Me*, la voix rouillée à des blancs-chers d'aube. *House Where Nobody Lives*, Georgia Lee semblent lancer des regards nostalgiques vers *The Heart of Saturday Night*, *Nighthawks at the Diner*, albums des années 70. Le classicisme peaufine les mélodies. Dans le très beau *Hold On*, la guitare brute de Marc Ribot, éternel complice, trouve des scintillements de ballade « springsteenienne ». Certains parleront de régression. Voyageant à travers les humeurs bleues qui l'ont inspiré durant sa longue carrière, Tom Waits a peut-être pensé que 1999 était une bonne année pour boucher une bouche.

Stéphane Davet

★ *Mule Variations*, 1 CD Epitaph, 6547-2. Distribué par PIAS.

SÉLECTION DISQUES

PHILIPPE FÉNELON

Dix-huit madrigaux d'après des poèmes de Rilke. André Pons-Vallée (Violon), Gilles Delage (alto), Elena Andreyev (Violoncelle), Caroline Delume (théorbe), Les Jeunes Solistes, Rachel Saffir (direction).

Temps fort du Festival d'automne 1996, le cycle des *Madrigaux* de Fénelon inspiré des *Duisener Elegien* de Rilke confirme au disque son statut d'exception dans la production lyrique de cette fin de siècle. Ces dix-huit miniatures s'apparentent à des fenêtres symboliquement ouvertes sur l'infini d'un dialogue sensible (du poète, du compositeur, de l'auditeur) avec soi-même. Le style confine à l'effacement ; du concept d'inédit comme de la notion d'époque. L'écriture vocale serpente entre Monteverdi et Holliger. Les ponctuations instrumentales reviennent encore plus de liberté à l'image du théorbe, ancré par son timbre dans un passé de légende (celui de la lyre) et par son expression mélodique (très itinérante), dans le seul présent qui compte : celui d'un texte capable de parler à tout un chacun. Pierre Gervasoni

★ 1 CD Grave GRCD 10.

Distribué par Concord.

CHRISTOPH WILLIBALD GLUCK

Armide. Jacques Mireille Delunsch, Charles Workman, Laurent Naouri, Yann Beuron, Brett Polegato, Nicole Heaton, Ewa Podles, Françoise Masset, Chœur et Ensemble Les Musiciens du Louvre, Marc Minkowski (direction).

Marc Minkowski insuffle à l'opéra de Gluck son habituelle énergie. Ferrailant dans les marches militaires, soulevant les orages ou fouaillant les enfers, il entraîne avec lui ses Musiciens du Louvre au meilleur de leur forme : vents pimpants, cordes tout à tour tendues ou féroces. Dans cette œuvre où la fée se dispute au drame amoureux, il est aussi à l'aide dans les deux registres. Mireille Delunsch, un peu froide au début, s'empare du personnage d'Armide avec une émotion, une flamme, une rage qui éclatent dans le grand récitatif et l'air final. La chaleur de la voix de Renaud (Charles Workman) a, il est vrai, de quoi l'émouvoir. Les autres rôles sont parfaitement distribués, tant pour la complémentarité des timbres (Yann Beuron et Brett Polegato, les deux chevaliers, Nicole

Heaton et Françoise Masset, le duo des suivantes) que pour la virtuosité vocale (Ewa Podles dans le grand air de « La Haine »). Leur diction est impeccable, ce qui permet d'apprécier la poésie du livret de Quinault que Gluck a « piqué », post mortem, à Lully. Pierre Moulinier

★ 2 CD Archiv Produktion 459-616-2.

Distribué par WEA.

JOHANNES BRAHMS

Concerto pour violon et orchestre Sonate pour violon et piano n° 3 Maxim Vengerov (Violon), Orchestre symphonique de Chicago, Daniel Barenboim (piano et direction).

On a souvent été déçu, voire choqué, par le relâchement de la direction de Barenboim. Il sait, à l'occasion, remarquablement organiser une matière sonore que, le lendemain ou la veille, il laissera aller à vau-l'eau. Tel est cet imprévisible et infatigable musicien. Ce soir d'octobre 1997, au Symphony Hall de Chicago, l'envie et l'énergie de faire de la musique étaient là. Maxim Vengerov (qui peut aussi laisser gâcher si facilement les choses) concentre son discours, son émotion. Barenboim dirige et accompagne (le beau mouvement lent, si émouvant, avec la participation obligée d'un hautbois - qui agaga tant Joseph Joachim quand il lut l'œuvre pour la première fois - ici sublimement joué par le « nouveau » hautbois solo de l'orchestre, Alex Klein) à l'unisson. Le troisième mouvement est cursif et non cette lourde danse qu'on en fait souvent. La *Sonata op. 108*, enregistrée, elle, en studio, un an plus tard, n'est pas insubmersible.

Renaud Machart

★ 1 CD Teldec 0630-17144-2.

MILT JACKSON, THE CLAYTON-HAMILTON ORCHESTRA

Explosive

C'est un big band à l'ancienne (cinq trompettes, cinq trombones, cinq saxophones, une rythmique), avec un répertoire éprouvé d'arrangements de standards et de compositions récentes, un soliste en invité, le vibraphoniste Milt Jackson (l'homme du Modern Jazz Quartet, des rencontres décisives avec Thelonious Monk, John Coltrane, Miles Davis, Ray Charles ou Ray Brown). Hors du temps, hors des modes, *Explosive* a le titre évocateur. Quelle classe, quelle envie de jouer de la part de tous les mu-

siciens, quelle entente. Jackson prend des soufflements de distinction et de swing, l'orchestre s'empare avec lui (superbe *Evidence*), les arrangements de John Clayton Jr. (*Dead 10 A*, *Along Came Betty*) relèvent d'une tradition où le goût de la danse et le sens du tempo juste rendent illibés chaque partie (Count Basie, Benny Carter, Quincy Jones). Rarement l'air de « C'est dans les vieux pots... » n'aura paru aussi adéquat dans le jazz actuel. Sylvain Siclier

★ 1 CD QWest 9362-47286-2.

Distribué par WEA.

THREE WINDOWS + TWO

A Portrait of Jimmy Giuffrè

Début juin 1998, l'Association pour le jazz et la musique improvisée (AJMI) à Avignon fête à la Manutention, à l'ombre du Palais des papes, son vingtième anniversaire. Parmi les événements musicaux, deux concerts étaient dédiés à la musique de Jimmy Giuffrè, clarinettiste, flûtiste et saxophoniste né à Dallas en 1921. Cinq solistes en accord avec la délicatesse de ce découvreur et d'effricheur discret de formes du jazz moderne, chez qui prime l'attention à la mélodie. Les auteurs de cette union qui tient autant de la formation de chambre que du combo West Coast sont le clarinettiste et saxophoniste André Jaume - depuis plusieurs années ami et interlocuteur de Giuffrè -, le guitariste Rémy Charnasson, le batteur Randy Kaye, le trompettiste Jean-François Canape et le contrebassiste Bob Harrison. Des artistes dont le lyrisme et la générosité sont le plus franc des hommages à un maître. S. St.

★ 1 CD Celp C39. Distribué par Harmonia Mundi.

JASON FALKNER

Can You Still Feel ?

Avec *Presents Author Unknown* (1996), Jason Falkner avait trouvé la Toison d'or, signant un des plus excitants disques de power-pop de la décennie. Secondé pour son deuxième essai par Nigel Godrich, producteur du O.K. Computer de Radiohead, le Californien se présente, sur la pochette, sur une piste d'aéroport, prêt à décoller. Le staccato au kérosène de *Author Unknown* provoque l'envol, avant la descente de *Revelation*, slow envoûté bercé de cordes. Puis, l'album se fige en position stationnaire dans le ciel. En panne sèche d'innovation - mais jamais d'inspiration -, Jason Falkner livre un disque dont tous les titres auraient

pu figurer sur le précédent. Douze chansons bien ficelées mais aux arrangements routés tant le multi-instrumentiste, en quête du mur du son de Phil Spector, se complait à empiquer six-cordes éternelles, claviers volés aux Cars et aux Motors et chœurs beatlemaniaques. Ces réserves faites, *Can You Still Feel* est infiniment plus recommandable que n'importe quel Lenny Kravitz.

Bruno Lesprit

★ 1 CD Elektra/Warner 7559 62205-2.

MYLÈNE FARMER

Innamoramento

La construction de la mécanique d'apparence fragile des chansons de Mylène Farmer repose sur un credo philosophique : l'ivresse des profondeurs - les siennes. Tout, musicalement, traduit cet intérêt quasi exclusif pour le chavirement, phase de préplaisir, qui permet tous les murmures et suggestions verbales (« *Tout ce que tu sursures, et l'essaim bat la mesure* », dans *L'âme-Stram-Gram*). Ces points de passage entre la vie et la « petite mort » de la naissance sont traduits par des nappes de brume synthétique, des vents, des orages, des voix en filte angélique, des sons électroniques, et une rythmique très abdominale (de la danse organique). *Innamoramento*, l'amour naissant en Italien, sert de parade aux dérivés mélodramatiques d'*Anamorphosée*, paru en 1995. Militante de la féminité diaphane, auteure de tubes (*Pourvu qu'elles soient douces*, *Libertine*, *Sans contrefaçon*, *Désenchantée*) depuis la fin des années 80, Mylène Farmer confie à son habitude la responsabilité de la musique à Laurent Boutonnat. *Innamoramento* navigue entre efficacité dance (*L'amour naissant*) où la voix se noie, insupportables scies pour FM marchandes (*Dessine-moi un moulin*) et jolies chansons tréfilées (*Je te rends ton amour*, *Innamoramento*, *Serais-tu là*), où Farmer cultive un charme d'adolescente pècheresse.

Véronique Mortaigne

★ 1 CD 547373-2 Polydor.

PARIS COMBO

Living Room

Un combo, c'est d'abord une joyeuse troupe d'heureux mélangeurs de jazz, de musette, de tango renversé et de swing manouche. Le combo parisien, dont la chanteuse s'appelle Belle du Berry et le directeur musical David Lewis (un Australien), tourne aux États-Unis qui l'apprécient pour son charme très parisien (au sens du jazz). Cette

DÉPÊCHES

■ CINÉMA : la sélection officielle du Festival de Cannes (Le Monde du 23 avril) s'est enrichie in extremis d'un autre film, hors compétition, *Adieu plancher des vaches* d'Otar Iosseliani, et de *Judy Berlin*, premier film de l'Américain Eric Mendelsohn, qui sera présenté dans un certain regard. Par ailleurs, la Semaine de la critique a annoncé sa sélection, entièrement consacrée à des premiers et deuxième films : *Hold Back the Night*, de Philip Davis (Grande-Bretagne) ; *Belo Odeio*, de Lazar Ristovski (Yougoslavie) ; *Siam Sunset*, de John Polson (Australie) ; *Flores de otro mundo*, d'Iciar Bollaín (Espagne) ; 7/25, de Wataru Hayakawa (Japon) ; *Gemide*, de Sendar Akar (Turquie) ; *Strange Pits of Passion*, d'Elise McCredie (Australie).

■ TOP-IFOP/ITE-LIVE : deux semaines après sa sortie, *Hors Saison*, de Francis Cabrel, n° 1 au Top, est déjà double disque de platine (plus de 600 000 exemplaires vendus). Il coiffe Mylène Farmer, qui prend le chemin des écoliers à la 2^e place, avec *Innamoramento*. Entrée fracassante, néanmoins attendue, de Supertramp avec un live qui ne présente pas que du neuf, il *Was The Best of Times*, 3^e. Suivent, dans l'ordre : le rap tendance « la belette » de Manau, le romantique *Sogno* du ténor-pop Andrea Bocelli, *Toujours moi* d'Axelle Red, la night-chubuse Cher, la gentille Héléne Segara, Céline (Dion) et, 10^e, Notre-Dame-de-Paris. En tête des singles, Larusso, Tu m'oublieras.

■ ROCK : le chanteur et guitariste Tom Petty a annoncé le 21 avril, lors de la présentation à Londres de son nouvel album *Echo* (avec The Heartbreakers, chez Warner Bros.), que le groupe The Traveling Wilburys devrait se reformer. Outre Petty, cette formation avait réuni Bob Dylan, George Harrison et Jeff Lynne. Ensemble, ils avaient enregistré deux albums, l'un en 1988 (avec Roy Orbison), l'autre en 1990. La reformation de The Traveling Wilburys pourrait aboutir à une tournée.

B X
MAN

www.boxman.fr
Plus de musique, pour plus de monde

Francis CABREL

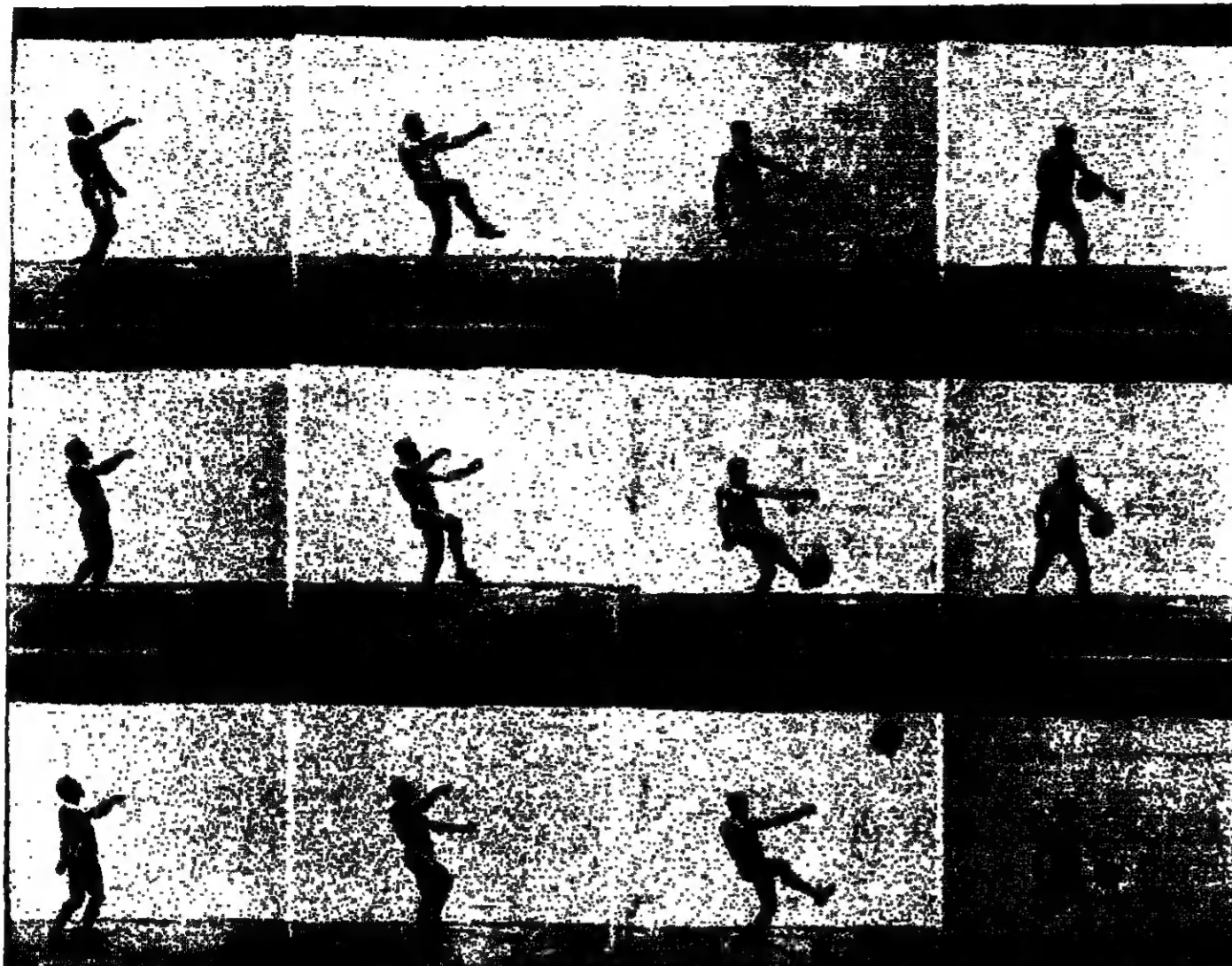
Hors saison

107 F

Prix TTC valables jusqu'au 30/05/99, hors frais d'expédition

www.boxman.fr

سكوا من الأصل



Lancer du ballon avec le pied. Chronophotographie à douze objectifs, tirage sur papier, vers 1895.

Albert Londe, « touriste de la science » et pionnier de l'instantané

ALBERT LONDE, Mission du patrimoine photographique, Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4^e. Tél. : 01-42-74-47-75. M^o Saint-Paul. Tous les jours de 10 heures à 18 h 30. Fermé le lundi. 25 F et 15 F. Jusqu'au 6 juin. « Albert Londe », texte d'André Gunthert, Nathan, coll. Photo Poche, 144 p., 64 photos, 57 F.

C'est une curiosité qui est présentée à l'Hôtel de Sully, en la personne d'Albert Londe, photographe méconnu de la fin du XIX^e siècle, un touche-à-tout, dont la passion conductrice est la photographie, portée par un goût pour les expérimentations et l'invention de machines optiques. L'œuvre ? Elle désorientait. Parce qu'elle est à la fois grave et légère, millimétrée et insouciance.

Albert Londe (1858-1917) avait son quartier général à l'hôtel de la Salpêtrière à Paris, où il occupait le poste de directeur du service photographique. Ce service, tout en étant étroitement associé à celui du docteur Charcot, avait son autonomie, son personnel et des moyens importants. On imagine donc que Londe était, un peu comme Mary, Janssen ou Duchenne de Boulogne, un de ces savants ou médecins qui ont utilisé la photographie à des fins médicales, notamment pour l'observation de

cas. Londe en effet, après Muybridge et Marey, s'est lancé dans une analyse photographique du mouvement (chronophotographie) en profitant des progrès techniques en matière d'émulsion. Il est vrai aussi qu'il a enregistré et décrit toutes sortes de sous-bretards hystériques.

L'exposition, forte de deux cents tirages originaux, offre une large part aux planches de couleur véritable sur lesquelles Albert Londe collait des images rehaussées de textes relatifs à la personnalité du patient et à la nature de la pathologie. Ces images nouvelles pour l'époque provoquaient une solide réticence de la part de l'institution hospitalière mais elles servaient à illustrer les cours de Charcot, ainsi qu'aux médecins et aux étudiants qui accouraient de l'Europe entière pour les consulter.

Un public de spécialistes ou d'amateurs, animé par la curiosité, voire un soupçon de voyeurisme, trouvera aujourd'hui son compte devant des images médicales que l'on attend plutôt dans un livre et qui, accrochées sur les cimaises comme un tableau, deviennent ambiguës.

Mais il y a plus que cela chez Albert Londe parce qu'il n'était justement ni scientifique ni médecin, mais un « touriste de la science », comme le qualifie joliment André Gunthert, dans l'ou-

vrage qui accompagne l'exposition. Ce dernier ajoute : « Il est celui qui transpose les acquis expérimentaux de la chronophotographie dans le vocabulaire de la pratique amateur. Il peut, à ce titre, être considéré comme l'un des inventeurs de la photographie instantanée comme genre ».

Albert Londe, à par exemple mis au point un appareil à douze objectifs, qui lui a permis de décomposer la marche d'un patient, rendue hétéroclite par une déviation effrayante de la colonne vertébrale. Les médecins, semble-t-il, ont été peu convaincus. En revanche, et nous sommes loin de l'hôpital, l'amateur de photographie prendra du plaisir devant quelques séquences consacrées au tennis, au football, à la course à pied, voire à l'étude du geste du forgeron, dont on peut supposer qu'elles avaient quelque utilité pour les étudiants en histoire de l'art.

UTILE ET FACILE

Albert Londe était aussi le fondateur, en 1887, de la Société d'excursions des amateurs photographes (SEAP), bande de joyeux drilles si l'on en croit une image qui montre six de ses adhérents s'amuser à sauter une barrière de la Salpêtrière — archétype de l'instantané. Les membres de la SEAP se rendaient en forêt de Fontainebleau où à

l'hippodrome de Paris pour capter la vie, comme le ferait un reporter d'aujourd'hui. Mais ces instantanés sont à relativiser. Londe a photographié « tout ce qui bouge », dit André Gunthert. Mais il s'agit plutôt d'« instantanés répétés et attendus » à une époque où capter une image dans la rue, sans préparation, était impossible.

En fait, Londe, en militant et pédagogue de la photographie — il a multiplié les conférences et les livres —, voulait montrer combien la photographie était utile et qu'elle pouvait être pratiquée par M. Tout-le-Monde. Que c'est un outil de son temps. Au-delà de la médecine et de la criminologie — il a collaboré avec Alphonse Bertillon —, elle pouvait servir à montrer la tour Eiffel en construction, une momie égyptienne, un feu d'artifice, un numéro d'éléphants au cirque...

Reste que si Londe est un pionnier, il ne fut pas le seul, et que son œuvre ne méritait sans doute pas autant d'images répétitives au mur. En ce sens, l'ouvrage d'accompagnement est plus adapté. C'est en fait au tournant du siècle, que surgira le premier grand amateur génial, qui fera révoluer la photographie : Jacques-Henri Lartigue.

Michel Guerrin

« La Dame de pique » en un huis clos psychiatrique

LA DAME DE PIQUE, de Tchekovski, Vladimir Galouzin (Hermann), Maria Gavrilova (Lisa), Helga Demesch (La Comtesse), Marianna Tarasova (Pavline), Pavlo Hunka (Comte Tomszky), Victor Torres (Prince Jeletzky), l'Orchestre et le Chœur du Théâtre communal, Semyon Bychkov (direction), Lev Dodine (mise en scène), David Borovski (décor), Chloé Obolenski (costumes). FLORENCE, Théâtre communal. Prochaines représentations les 24, 27, 29 avril, à 20 h 30. Tél. : 00-39-055-27-791.

FLORENCE

de notre envoyé spécial Le spectacle débute là où le récit de Pouchkine s'achève et où la partition de Tchekovski a refusé d'entrer : dans la chambre numéro 17 de l'hôpital psychiatrique Obuhov de Saint-Petersbourg. Et c'est là que nous resterons. Il n'y aura ni campagne, ni printemps, ni plongeon de Lisa dans la Neva. Il n'y a que les murs, le lit, les camisoles de force, les cauchemars

de Hermann, qui ne se suicide pas mais reste enfermé à l'asile. Un flash-back aussi réel qu'une vraie représentation, *La Dame de pique* devient du *Marat-Sade*. Une fois de plus, l'oppression déchaîne l'imagination de Lev Dodine, le metteur en scène russe qui signe ce spectacle inaugural du Maggio Musicale florentin, coproduction de Florence, de l'Opéra d'Amsterdam et de l'Opéra de Paris qui le présentera à l'automne.

Le public ne lui a pas pardonné ce choix, il a hué Dodine et ses collaborateurs, réservant des applaudissements chaleureux aux chanteurs et à Semyon Bychkov (direction). La rage a été motivée par le retrait de certains moments musicaux et par l'adjonction de nouveaux vers au livret.

Au XIX^e siècle, les chanteurs adaptaient les partitions au gré de leurs caprices, de leurs exigences propres et de leurs limites. Ce sont maintenant les metteurs en scène qui réactivent la dramaturgie des opéras. Y a-t-il des limites à ce genre d'intervention et la liberté est-elle totale ? Toute nouveauté est-elle possible ? Est-ce la

force de la tradition qui explique que les réactions soient plus violentes dans les salles d'opéra que dans les théâtres de prose, ou l'art musical est-il plus délicat que l'art de la parole ?

« UN SPECTACLE COURAGEUX »

« C'est un spectacle courageux et cohérent qui crée une très forte tension dramatique », déclare Bychkov prenant la défense de Dodine. Il est difficile de dire s'il s'agit d'une conviction réelle ou de solidarité entre artistes russes. Dans sa direction d'orchestre transparaissent les mondes musicaux de Tchekovski, son amour pour Mozart, l'attraction pour le folklore russe, l'aspect obsessionnel et visionnaire qui casse l'atmosphère de divertissement et la tragédie.

Il est cependant pénible d'écouter le chœur des jeunes filles en regardant de tristes folles emmaillottées dans leurs camisoles. Et la dernière partie de cartes n'est pas jouée dans une salle de jeu élégante mais sur ce lit omni-présent et simplement recouvert

d'un tapis vert. Dodine est un dramaturge génial qui court le risque de rester prisonnier de ses obsessions. Combien de temps encore les cauchemars du passé vont-ils limiter la créativité des artistes de l'ex-Union soviétique ?

Le ténor Vladimir Galouzin, ancien acteur de théâtre et d'opéra, à une voix sûre, souple, consciente de ses moyens et douée d'un talent récitatif admirable : il accompagne son chant de gestes, de tics, de névroses, de regards de fou révélateurs de sa parfaite imprégnation du personnage. Maria Gavrilova est correcte, quelques aigus étant un peu trop grinçants. Helga Demesch — qui fête sur scène ses soixante-dix ans ! — joue merveilleusement désinvolte avec le fantôme de la voix de La Comtesse au point de la rendre presque irrécusable. Elle meurt elle aussi sur ce lit, en camisole blanche. Sans doute la folie de Hermann est-elle contagieuse.

Sandro Cappelletto (Traduit de l'italien par Adriana Cavalletti)

SORTIR

PARIS

Orchestre philharmonique de Radio-France
Un monde séparé Hindemith de Bruckner. Le *Concerto* du premier nous vaudra d'entendre la Russe Natalia Gutman, qui est assurément « la » violoncelliste de notre époque : son jeu austère mais toujours expressif devrait faire paraître l'œuvre de Hindemith sous son meilleur jour. Quant à Marek Janowski, il a la connaissance intime de l'orchestre brucknérien et devrait soulever d'enthousiasme le public de la salle Pleyel dans une symphonie réellement exaltante... quand elle est maîtrisée.
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e. M^o Terminus. Le 23, à 20 heures. Tél. : 01-45-61-53-00. De 80 F à 190 F.
Baster
Repéré aux Découvertes du Printemps de Bourges en 1994 où il représentait la Réunion, ce groupe, formé autour du guitariste Thierry Gaultier, fut l'un des premiers à donner du ressort électrique au maloya dès le début des années 80. La jeunesse réunionnaise plébiscite ses textes incisifs et sa musique ouverte sur

le reggae.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10^e. M^o Château-d'Eau. Le 23, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.
Thierry Lang
Pianiste originaire de Fribourg, Thierry Lang est un jeune soliste brillant et un compositeur plutôt inspiré dans le registre du jazz. Son groupe comprend le bassiste Henri Känzig et le violoncelliste Daniel Pezzotti. Deux bons signes.
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1^{re}. M^o Châtelet. Le 23 et 24, 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.
Juan Cammona, Jose Mendez, Ensemble Borbore
Installé dans le sud de la France, Juan Cammona est un guitariste flamenco dont le discours musical révèle un don d'invention radieux et captivant (albums disponibles chez l'empreinte Digitale-Harmonia Mundi). Il a, entre autres distinctions, accompagné le chanteur Agujetas au cours de sa tournée en 1991.
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16^e. M^o Passy. Le 24, à 17 h 30. Tél. : 01-42-30-15-16. 30 F.

GUIDE

REPRISES CINÉMA

Le Complot de Toulon de Jean-Claude Bierce. Français, 1995 (1 h 21).
La République, 1^{re} (01-48-05-51-33).
Docteur Polanski de Stanley Kubrick. Britannique, 1963, noir et blanc (1 h 33).
Le Champ d'Espérance Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60).
Vidéodrome de David Cronenberg. Canadien, 1982 (1 h 28).
MIC2 Beauport, 3^e (08-36-68-14-07, 2,23 Fmin).

RETROSPECTIVES

Aki Kaurismäki
A l'occasion de la sortie de *Juha* (Le Monde du 15 avril), le cinéma MIC2 Beauport présente une rétrospective du cinéaste finlandais Aki Kaurismäki. Au programme : *Crime et Châtiment* (1983), *Shadows in Paradise* (1988), *Hamlet Goes Business* (1987), *Arvi* (1989), *Leningrad Cowboys Go America* (1989), *La Vie de bohème* (1992), *La fille aux allumettes* (1990), *Fai engagé un tueur* (1990), *Les Leningrad Cowboys rencontrent Molotov* (1994), *Tiens ton foulard Tatiana* (1994), *Au loin s'en vont les nuages* (1996).
MIC2 Beauport, 50, rue Rambuteau, Paris-3^e. M^o Rambuteau. Tél. : 08-36-68-14-07 (2,23 F min). Tous les jours à 11 h 30. 29 F.
Clint Eastwood
A l'occasion de la sortie de *Jugé coupable* (Le Monde du 22 avril), le cinéma Ardenne présente une rétrospective du cinéaste américain Clint Eastwood. Au programme : *Josey Wales hors-la-loi* (1976), *Honky Tonk Man* (1982), *Pala Rider* (1985), *Chasseur blanc, cœur noir* (1990), *Impitoyable* (1992), *Un monde parfait* (1993), *Sur la route de Madison* (1995), *Grand Action*, 5, rue des Ecoles, Paris-5^e. M^o Cardinal-Lemoine. Tél. : 01-43-29-79-89. Jusqu'au 27 avril. 32 F et 42 F.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 Fmin).

VERNISSAGE

Claes Goudelock, Julian Schnabel
Galerie Thaddäus Ropac, 7, rue de Valenciennes, Paris-3^e. M^o Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-42-72-99-00. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 23 avril au 29 mai. Entrée libre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (« 16 F de commission par place »). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Paco Sory Group
Surset, 60, rue des Lombards, Paris-1^{re}. M^o Châtelet. Le 23 et 24, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.
Cala
Élysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris-18^e. M^o Anvers. Le 22, à 19 h 30. Tél. : 01-55-07-06-00.
Jean Guidoni
Théâtre Silva-Monfort, 106, rue Brandan, Paris-19^e. M^o Porte-de-Nevers. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-45-31-10-96. 140 F. Jusqu'au 9 mai.
Karin Kacel
Glaç'Art, 743, avenue de la Porte-de-la-Villette, Paris-19^e. M^o Porte-de-la-Villette. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-40-36-55-65. 120 F. Jusqu'au 1^{er} mai.
Maurane
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-9^e. M^o Opéra. Le 23 et 24, à 19 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. De 160 F à 230 F.

RÉSERVATIONS

Moï... Pas moi
Désir et permis de conduire et *Je veux rester à la surface*, d'Édith Jelinek (mise en scène de Mathias Fohrmann) ; *La Sainte Femme*, de Jean-Claude Carrière (mise en scène Marguerite Von Trotta), avec Hanna Schygulla.
Théâtre des Amandiers, 7, avenue Picasso, 92 Nanterre. Tél. : 01-45-14-70-00. Du 4 au 22 mai. De 55 F à 140 F.
Plèces de guerre
d'Edward Bond, mise en scène de Jean-Pierre Vincent.
Théâtre des Amandiers, 7, avenue Picasso, 92 Nanterre. Tél. : 01-45-14-70-00. Du 8 mai au 13 juin. De 55 F à 140 F.
Casimir et Caroline
d'Odou von Horvath, mise en scène Jacques Nichet.
Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris-20^e. M^o Gambetta. Du 7 mai au 13 juin. 01-44-62-52-52. 110 F.
Françoise Renée Duché (Léon)
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^o Alma-Marcou. Le 9 mai, à 11 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. 60 F et 120 F.
Hopkinson Smith (Outh)
Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris-9^e. M^o Grands Boulevards. Le 10 mai. Tél. : 01-48-24-16-97. De 90 F à 200 F.
Stefano Di Battista, Flavio Bolto Quintini
Surset, 60, rue des Lombards, Paris-1^{re}. M^o Châtelet. Du 11 au 14 mai. Tél. : 01-40-26-46-60.
Beastie Boys
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris-12^e. Le 11 mai, à 19 h 30. Tél. : 01-46-68-44-68. 198 F.
Eagle Eye Cherry
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-9^e. M^o Opéra. Le 13 mai, à 19 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. 159 F.
Underworld + Illusions
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-13^e. M^o Porte-de-Pantin. Le 17 mai. Tél. : 01-42-08-50-00.
Jewel
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-9^e. M^o Opéra. Le 18 mai, à 20 heures. Tél. : 01-47-42-25-49. 170 F.
Jan Lauwers
No Beauty for Me There Where Human Life is Rare : création pour huit acteurs-danseurs. Jan Lauwers (chorégraphie).
Théâtre de la Ville, Les Abbesses, 31, rue des Abbesses, Paris-18^e. Du 18 au 20 mai. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F et 140 F.
DERNIERS JOURS
25 avril :
Le Grand Cabaret de la peur et Richard III
Deux nouvelles créations de Geneviève de Kermabon.
Espace chapiteau du parc de La Villette, Paris-19^e. Tél. : 08-03-07-50-75. 30 F et 110 F.
Mark Rothko
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 71, avenue du Président-Wilson, Paris-19^e. Tél. : 01-53-67-40-00. 35 F et 45 F.
Surfleurs
de Xavier Durringer, mise en scène de l'auteur.
King
de Michel Vinaver, mise en scène de Alain Françon.
Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris-20^e. M^o Gambetta. Le 22 et 23 mai. De 80 F à 160 F.
L'inspecteur général
de Nikolai Gogol, mise en scène de Michèle Langhoff.
Théâtre des Amandiers, 7, avenue Picasso, 92 Nanterre. Tél. : 01-45-14-70-00. De 55 F à 140 F.
26 avril :
Un ami du Cézanne et de Van Gogh : le docteur Gachet (1826-1908)
Galerie nationales du Grand Palais, avenue Winston-Churchill, entrée place Georges-Clemenceau, Paris-8^e. Tél. : 01-44-13-17-17. 35 F et 48 F.

GUIDE TÉLÉVISION

21.30 L'été...
21.35 L'été...
21.40 L'été...
21.45 L'été...
21.50 L'été...
21.55 L'été...
22.00 L'été...
22.05 L'été...
22.10 L'été...
22.15 L'été...
22.20 L'été...
22.25 L'été...
22.30 L'été...
22.35 L'été...
22.40 L'été...
22.45 L'été...
22.50 L'été...
22.55 L'été...
23.00 L'été...
23.05 L'été...
23.10 L'été...
23.15 L'été...
23.20 L'été...
23.25 L'été...
23.30 L'été...
23.35 L'été...
23.40 L'été...
23.45 L'été...
23.50 L'été...
23.55 L'été...
24.00 L'été...

21.30 L'été...
21.35 L'été...
21.40 L'été...
21.45 L'été...
21.50 L'été...
21.55 L'été...
22.00 L'été...
22.05 L'été...
22.10 L'été...
22.15 L'été...
22.20 L'été...
22.25 L'été...
22.30 L'été...
22.35 L'été...
22.40 L'été...
22.45 L'été...
22.50 L'été...
22.55 L'été...
23.00 L'été...
23.05 L'été...
23.10 L'été...
23.15 L'été...
23.20 L'été...
23.25 L'été...
23.30 L'été...
23.35 L'été...
23.40 L'été...
23.45 L'été...
23.50 L'été...
23.55 L'été...
24.00 L'été...

21.30 L'été...
21.35 L'été...
21.40 L'été...
21.45 L'été...
21.50 L'été...
21.55 L'été...
22.00 L'été...
22.05 L'été...
22.10 L'été...
22.15 L'été...
22.20 L'été...
22.25 L'été...
22.30 L'été...
22.35 L'été...
22.40 L'été...
22.45 L'été...
22.50 L'été...
22.55 L'été...
23.00 L'été...
23.05 L'été...
23.10 L'été...
23.15 L'été...
23.20 L'été...
23.25 L'été...
23.30 L'été...
23.35 L'été...
23.40 L'été...
23.45 L'été...
23.50 L'été...
23.55 L'été...
24.00 L'été...

21.30 L'été...
21.35 L'été...
21.40 L'été...
21.45 L'été...
21.50 L'été...
21.55 L'été...
22.00 L'été...
22.05 L'été...
22.10 L'été...
22.15 L'été...
22.20 L'été...
22.25 L'été...
22.30 L'été...
22.35 L'été...
22.40 L'été...
22.45 L'été...
22.50 L'été...
22.55 L'été...
23.00 L'été...
23.05 L'été...
23.10 L'été...
23.15 L'été...
23.20 L'été...
23.25 L'été...
23.30 L'été...
23.35 L'été...
23.40 L'été...
23.45 L'été...
23.50 L'été...
23.55 L'été...
24.00 L'été...

21.30 L'été...
21.35 L'été...
21.40 L'été...
21.45 L'été...
21.50 L'été...
21.55 L'été...
22.00 L'été...
22.05 L'été...
22.10 L'été...
22.15 L'été...
22.20 L'été...
22.25 L'été...
22.30 L'été...
22.35 L'été...
22.40 L'été...
22.45 L'été...
22.50 L'été...
22.55 L'été...
23.00 L'été...
23.05 L'été...
23.10 L'été...
23.15 L'été...
23.20 L'été...
23.25 L'été...
23.30 L'été...
23.35 L'été...
23.40 L'été...
23.45 L'été...
23.50 L'été...
23.55 L'été...
24.00 L'été...

21.30 L'été...
21.35 L'été...
21.40 L'été...
21.45 L'été...
21.50 L'été...
21.55 L'été...
22.00 L'été...
22.05 L'été...
22.10 L'été...
22.15 L'été...
22.20 L'été...
22.25 L'été...
22.30 L'été...
22.35 L'été...
22.40 L'été...
22.45 L'été...
22.50 L'été...
22.55 L'été...
23.00 L'été...
23.05 L'été...
23.10 L'été...
23.15 L'été...
23.20 L'été...
23.25 L'été...
23.30 L'été...
23.35 L'été...
23.40 L'été...
23.45 L'été...
23.50 L'été...
23.55 L'été...
24.00 L'été...

21.30 L'été...
21.35 L'été...
21.40 L'été...
21.45 L'été...
21.50 L'été...
21.55 L'été...
22.00 L'été...
22.05 L'été...
22.10 L'été...
22.15 L'été...
22.20 L'été...
22.25 L'été...
22.30 L'été...
22.35 L'été...
22.40 L'été...
22.45 L'été...
22.50 L'été...
22.55 L'été...
23.00 L'été...
23.05 L'été...
23.10 L'été...
23.15 L'été...
23.20 L'été...
23.25 L'été...
23.30 L'été...
23.35 L'été...
23.40 L'été...
23.45 L'été...
23.50 L'été...
23.55 L'été...
24.00 L'été...

21.30 L'été...
21.35 L'été...
21.40 L'été...
21.45 L'été...

هكذا من الأصل

Omar Bongo, le président gabonais, soutient Roland Dumas

DANS UN ENTRETIEN diffusé par France Inter, vendredi 23 avril, Omar Bongo, président du Gabon, actuellement aux États-Unis, a apporté son soutien à Roland Dumas à propos de l'affaire Elf.

« Roland Dumas, c'est un gars bien, c'est un homme qui a toujours été très élégant », a-t-il indiqué en évoquant les soupçons portés sur les cadeaux offerts par Christine Deviers-Joncour au président du Conseil constitutionnel, actuellement en congé de sa fonction.

« Les histoires de tableaux, de statuettes, de chaises, c'est comme si Roland Dumas était un chômeur qui, à cause d'elle, se trouve avec des pantalons, des chemises, des costumes, alors qu'elle a succombé à son charme. »

M. Bongo a pu alléguer précieusement que M. Dumas n'était pas le seul à « avoir bouffé de l'argent », d'Elf, sans toutefois révéler le nom d'autres personnalités. Enfin, concédant que M^{me} Deviers-Joncour avait eu « le courage de parler comme ça », il a ajouté : « M. Dumas, je le connais, cet homme est très pudique. »

Le juge espagnol Baltasar Garçon enquête sur une persécution des juifs en Argentine

Entre 1976 et 1983, ils auraient été très nombreux parmi les « disparus »

MADRID

de notre correspondant

En attendant que se dénoue le long et compliqué processus judiciaire qui s'achèvera peut-être un jour par l'extradition vers l'Espagne d'Augusto Pinochet, le juge madrilène Baltasar Garçon, à l'origine de l'arrestation du vieux général, continue d'instruire ses dossiers sur les anciennes dictatures chiliennes et argentine. Et c'est un épisode peu connu qu'il est en train d'excaver des oubliés de la mauvaise conscience argentine : celui d'une répression « antisémite » particulièrement organisée au sein de la répression générale.

Le 5 mars, le juge a reçu un rapport détaillé de deux cents pages, qui lui est parvenu grâce au travail effectué depuis plusieurs années par la Commission de solidarité avec les familles des prisonniers politiques, des disparus et des morts en Argentine (Cosofam), une organisation basée à Barcelone qui existe depuis 1977. La Cosofam, qui a enquêté en Argentine, a porté plainte auprès de la justice espagnole pour « la violation des droits de l'homme des juifs argentins durant le régime militaire ». Il ressort

de ses enquêtes, qu'au temps de la dictature militaire (entre 1976 et 1983), les juifs d'Argentine, qui ne représentaient qu'un peu plus de 1 % de la population, ont représenté jusqu'à 12 % et plus des trente mille disparus.

« Il ne s'agit pas de distinguer qui est juif ou non juif, a expliqué un des avocats de la Cosofam, mais de fournir, à travers ce document, un apport supplémentaire, dans la lutte contre les méfaits de dictatures qu'il faut atténuer de tous côtés. »

SYMBOLISME NAZI

Pour étayer ce dossier, le juge Garçon avait convoqué une dizaine de témoins, lundi 19 et mardi 20 avril, à Madrid. Certains étaient venus avec la photo d'une fille disparue, épinglée au revers de la veste, ou le souvenir très présent de vexations qu'ils ne peuvent oublier. « Les détenus juifs, ils les faisaient marcher à quatre pattes, et certains ont été obligés de crier : nous ne sommes que des chiens de juifs », raconte l'un d'eux, tandis qu'un autre ajoute : « Il y avait des symboles nazis partout, dans certains centres de détention, ils obligeaient les

juifs à saluer bras tendu et à crier des slogans hitlériens. » A en croire ces témoignages, dont Daniel Goldman, rabbin de Buenos Aires, le journaliste argentin Herman Schiller, qui créa le Mouvement juif des droits de l'homme, ou Marilide Mellibovsky, une des fondatrices des Mères de la place de mai, être juif pouvait suffire à se faire emprisonner. Herman Schiller possédait dans sa documentation les preuves de ce qu'une vingtaine de personnes ont été séquestrées contre rançon. Quant à ce que seuls leurs cadavres soient restitués, une fois la somme acquittée.

En tout, le juge Garçon a recueilli des informations sur près de deux cents cas avérés de disparitions. Un premier aperçu de ce que semble avoir été la répression contre les juifs. Une sorte de « plan d'urgence », pour évacuer les trois cent cinquante mille juifs d'Argentine, à travers le Brésil, avait même été mis sur pied par des organisations juives des États-Unis, et des milliers de visas déjà demandés. Ce plan ne fut jamais appliqué.

Marie-Claude Decamps

A Sainte-Marie-aux-Mines (Vosges), un tunnel routier est fermé au trafic

LA PRÉFECTURE des Vosges, en accord avec la préfecture du Haut-Rhin, a décidé, jeudi 22 avril, de fermer à la circulation le tunnel routier de Sainte-Marie-aux-Mines (Vosges) pendant au moins cinq jours. Une anomalie sur le moteur d'un extracteur d'air a été constatée lors d'une visite hebdomadaire d'entretien des installations de sécurité, et la fermeture a été ordonnée sur proposition de la Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône (SAPRR), a précisé la préfecture des Vosges, dans un communiqué.

La fermeture de cet ouvrage, long de 7 kilomètres, durera jusqu'à la remise en état des installations, dont la date exacte sera connue sous 48 heures. Ancien passage ferroviaire ouvert à la circulation routière en 1976, le tunnel de Sainte-Marie-aux-Mines est emprunté par 3 000 véhicules par jour, dont 30 % de poids lourds. A la suite du drame du tunnel du Mont-Blanc, des élus du conseil général avaient interpellé, fin mars, le préfet des Vosges, Dominique Schmitt, sur la sécurité de ce boyau, une structure monotube, comme celui du Mont-Blanc.

L'Etat verse son financement aux partis politiques

UN DÉCRET publié au Journal officiel du 20 avril fixe le montant des aides versées par l'Etat aux partis politiques pour l'année 1999. Inchangée depuis 1995, la somme globale que se partagent 54 formations est de 526,5 millions de francs (79,7 millions d'euros). Sa répartition, qui est fonction du nombre de parlementaires de chaque parti et du nombre de voix obtenues aux législatives de 1997, ne varie que très peu par rapport à 1998. Les modifications proviennent essentiellement des élections sénatoriales de septembre 1998 et des législatives partielles.

Le PS et le PRG perçoivent, conjointement, la plus grosse dotation, 169 millions de francs (25,8 millions d'euros). Ils sont suivis par le RPR (112,9 millions de francs, ou 17,1 millions d'euros), l'UDF et Démocratie libérale (105 millions de francs, ou 16 millions d'euros) qui, en dépit de leur séparation en 1998, continuent de percevoir cette somme dans une structure commune, le PCF (40,6 millions de francs, ou 6,19 millions d'euros), le FN (41,1 millions de francs, ou 6,27 millions d'euros) et les Verts (11,7 millions, ou 1,78 millions d'euros). Les autres partis perçoivent moins de 10 millions (1,52 million d'euros).

DÉPÊCHES

■ HÔPITAUX : 85 % des Français estiment que la qualité de vie en milieu hospitalier est satisfaisante, selon un sondage de TNSI réalisé, jeudi 22 avril, par la Fondation hôpitaux de Paris-hôpital de France. Neuf personnes hospitalisées sur dix partagent cet avis favorable. Le plus fort sujet de mécontentement porte sur la mise à disposition de lieux d'accueil pour les familles (51 % d'insatisfaction), l'information du patient (46 %) et l'accueil aux urgences (40 %). En tête des attentes, figure le soulagement de la douleur (64 % de réponses).

■ SANTÉ : répondant au mouvement de grève des internes des hôpitaux, engagé lundi 19 avril, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité, Martine Aubry et le secrétaire d'Etat à la Santé, Bernard Kouchner, ont rappelé dans un communiqué, jeudi 22 avril, que « les gardes doivent payer ». La garantie du paiement des jours de garde figurera dans un arrêté que le gouvernement s'engage à publier très prochainement.

■ SERVICE PUBLIC : La Poste a annoncé, jeudi, une série de mesures comme la réduction de l'attente à cinq minutes maximum d'ici 2003 et la modulation des horaires selon les bureaux. Une enquête réalisée par la Sofres avait indiqué que le temps d'attente était la principale cause d'insatisfaction des 9,5 millions de clients quotidiens de la Poste.

■ EMPLOI : le tribunal de grande instance (TGI) de Caen, siégeant en audience de référé, a ordonné jeudi la suspension du plan social de Moulinex qui vise à supprimer 190 emplois à Falaise (Calvados) et à Fresnay-sur-Sarthe (Sarthe). Le tribunal de Caen a estimé que « le plan social (...) n'est pas conforme à la loi ».

La CFTC maintient sa candidature à la présidence de la CNAF

LA CFTC a décidé, jeudi 22 avril, de maintenir la candidature de Nicole Prud'homme à la présidence de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), en dépit de la polémique suscitée par cette nomination. Dans un communiqué diffusé jeudi soir, la CFTC a souligné que « la respectabilité de Nicole Prud'homme, établie par les nombreux mandats qu'elle a déjà assumés, notamment en tant que présidente du Comité interministériel de l'action sociale de la fonction publique, justifie le choix fait sur elle ».

Présentée, dans un tract anonyme circulant parmi les administrateurs de la CNAF, comme une proche des milieux catholiques intégristes, M^{me} Prud'homme doit remplacer Jean-Paul Prost, vice-président de la CFTC, démis de son mandat de président de la CNAF en février dernier, et privé, jeudi, de son mandat de responsable politique du groupe protection sociale au sein de la confédération pour s'être publiquement opposé au président de la CFTC, Alain Deleu.

L'assemblée générale de la Société des lecteurs du « Monde »

LA SOCIÉTÉ des lecteurs du Monde tiendra son assemblée générale annuelle le samedi 8 mai à 15 heures au CNIT, 2, place de la Défense (92053 Paris - la Défense). Les actionnaires qui n'auraient pas reçu de convocation sont priés de se faire connaître auprès du secrétaire de la société (21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél. : 01-42-17-25-01 ; télécopie : 01-42-17-21-17). Les pouvoirs ou votes par correspondance doivent parvenir au secrétariat de la Société des lecteurs avant le 6 mai.

Pour la première fois, tous les lecteurs du Monde auront la possibilité de suivre les débats de l'assemblée générale qui seront diffusés sur le site Internet du journal (<http://www.lemonde.fr>). Les sociétaires (et eux seuls) pourront par ce moyen poser des questions sur la marche de l'entreprise et sur les activités de la société. Il ne leur est pas possible, en revanche, de voter.

Les documents de l'assemblée générale (rapport de gestion, résolutions, comptes) sont consultables sur le site à partir du 5 mai ainsi que les articles du numéro 32 (avril 1999) de la Lettre d'information de la SDI.

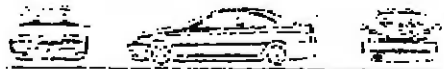
Tirage du Monde daté vendredi 23 avril 1999 : 531 010 exemplaires.



Nouveau coupé BMW Série 3

4m48, 1475 kilos.

Les canons de la beauté encore évolué.



A PARTIR DU 22 AVRIL CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE